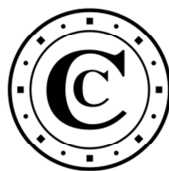


Cour des comptes



**Mission  
interministérielle  
Recherche et enseignement  
supérieur**

---

**Note d'analyse de  
l'exécution budgétaire  
2014**

# **Recherche et enseignement supérieur**

**Programme 142 – Enseignement supérieur et  
recherche agricoles**

**Programme 150 – Formations supérieures et  
recherche universitaire**

**Programme 172 – Recherches scientifiques et  
technologiques pluridisciplinaires**

**Programme 186 – Recherche culturelle et culture  
scientifique**

**Programme 187 – Recherche dans le domaine de la  
gestion des milieux et des ressources**

**Programme 190 - Recherche dans les domaines de  
l'énergie, du développement et de l'aménagement  
durables**

**Programme 191 – Recherche duale (civile et  
militaire)**

**Programme 192 – Recherche et enseignement  
supérieur en matière économique et industrielle**

**Programme 193 – Recherche spatiale**

**Programme 231 – Vie étudiante**

**Programme 409 – Ecosystèmes d'excellence**

**Programme 410 – Recherche dans le domaine de  
l'aéronautique**

|           | <b>LFI</b>       | <b>Crédits<br/>ouverts</b> | <b>Exécution</b> |
|-----------|------------------|----------------------------|------------------|
| <b>AE</b> | <b>31,05 Md€</b> | <b>30,95 Md€</b>           | <b>30,69 Md€</b> |
| <b>CP</b> | <b>31,34 Md€</b> | <b>30,78 Md€</b>           | <b>30,55 Md€</b> |

| <b>Plafond<br/>d'emplois en<br/>ETPT<br/>(MENESR)</b> | <b>ETPT exécutés</b> | <b>Opérateurs :<br/>plafond<br/>d'emplois</b> | <b>Opérateurs :<br/>ETPT exécutés</b> |
|---|----------------------|---|---------------------------------------|
| <b>9 377</b>  | <b>8 423</b>         | <b>259 295</b>                                | <b>246 213</b>                        |

| <b>Nombre de dépenses<br/>fiscales</b> | <b>Montant estimé des<br/>dépenses fiscales</b> |
|--|---|
| <b>16</b>                              | <b>9,29 Md€</b>                                 |

## Synthèse

### Les dépenses de 2014 et la gestion des crédits

#### **1 - L'enseignement supérieur reste une priorité budgétaire en 2014**

La mission interministérielle *Recherche et enseignement supérieur* (MIREs) comprend en 2014 douze programmes rattachés à six ministères. Son périmètre a évolué par rapport à 2013, avec le rattachement de deux programmes 409 et 410 liés aux « investissements d'avenir » (PIA2), qui ont été ouverts puis fermés sur ce seul exercice, pour un montant de 5,34 Md€.

Hors PIA2, la LFI 2014 maintient les crédits de paiement de la mission, qui augmentent de 0,3 % par rapport à la LFI 2013. L'effort en faveur de l'enseignement supérieur se poursuit, confirmé par la nouvelle loi de programmation des finances publiques 2014-2019, à travers le financement de 1 000 emplois supplémentaires sur les programmes 150 et 142 et l'élargissement des bénéficiaires des bourses sur le programme 231.

En revanche, la recherche participe à l'effort de maîtrise du budget de l'Etat. Les crédits budgétisés en LFI pour les EPST du programme 172 (CNRS, INSERM, INRIA, INED) et du programme 187 (INRA, IRD, IRSTEA) se sont contractés de 0,3 % par rapport à 2013, après une progression de 3,1% l'année précédente.

A ces financements s'ajoutent toutefois des crédits extrabudgétaires du programme « investissements d'avenir », chiffrés par la Cour, dans son rapport thématique de juin 2013 relatif au financement public de la recherche, à une moyenne d'1 Md€ par an pour le seul PIA1 sur la période 2012-2020.

Comme l'année précédente, l'annulation la plus importante concerne les crédits d'intervention de l'ANR, qui s'inscrivaient pourtant en net recul (-11,9 %) par rapport à la LFI 2013. Ce mouvement prolonge celui observé l'année précédente (réduction de 9,6 % des crédits). Depuis 2008, les crédits délégués effectivement à l'ANR ont baissé de 39,6 % en AE et 35,6 % en CP.

## **2 - Des sous-budgétisations en LFI conduisent à préempter la réserve de précaution**

Contrairement à l'année précédente, aucun dépassement n'a été constaté sur le dispositif « jeunes entreprises innovantes » financé sur le programme 192. Le constat d'une budgétisation plus sincère des bourses sur critères sociaux sur le programme 231 peut aussi être renouvelé, malgré l'existence d'un report de charges de 56,7 M€. Un risque de dérapage existe en revanche à court terme sur les aides au mérite, dont la suppression avait été actée en LFI et qui ont été rétablies tardivement à la suite d'une ordonnance du Conseil d'Etat.

Comme l'année précédente, les crédits de masse salariale notifiés aux établissements bénéficiant des « responsabilités et compétences élargies » (RCE) du programme 150 ont été supérieurs aux crédits prévus en LFI, avec un écart de 53,21 M€. Si cette pratique ne conduit pas à un dépassement des crédits de la LFI, elle revient à préempter d'emblée le dégel d'une partie de la réserve de précaution.

Sur le programme 142, le sous-dimensionnement du titre 2, prévisible dès la programmation budgétaire initiale, a nécessité une ouverture de 1,8 M€ par décret d'avance dans le cadre de la gestion de fin d'année, la dépense ayant dépassé de 2,4 % le montant prévu en LFI. La « dette » de l'Etat vis-à-vis des établissements d'enseignement supérieur agricole privés s'est réduite, mais un report de charges demeure à hauteur de 1,2 M€.

Enfin, les contributions appelées par des organismes internationaux font l'objet d'une impasse récurrente sur le programme 172. Pour le CERN, l'évolution récente du taux de change CHF/€ est de nature à amplifier ce phénomène en 2015.

## **3 - Des redéploiements sur les deux programmes « investissements d'avenir » générateurs d'effets de substitution**

La mise en place du deuxième programme « investissements d'avenir » s'inscrit dans la continuité du PIA1, avec la réaffirmation du principe d'additionnalité du programme, qui n'a pas vocation à se substituer à un financement budgétaire.

Or, parmi les redéploiements intervenus sur le PIA1, deux opérations s'apparentent à une débudgétisation : le financement de la modernisation d'un navire appartenant à la flotte océanographique et le financement de l'A350. Le circuit complexe mis en place pour ce dernier est désormais pérennisé. Les crédits du PIA1, qui étaient venus en

substitution partielle pour les années 2011 à 2013 à hauteur de 450 M€, le financent dorénavant entièrement à travers le programme 410 du PIA2. Cette prise en charge totale renforce la soutenabilité sur la durée du financement de l'A350, mais pérennise l'effet de substitution que la Cour avait noté dès 2012.

Un autre effet de substitution a été constaté sur le PIA2 dès l'année de sa mise en place : la LFR1 du 8 août 2014 a annulé 132 M€ sur le programme 191 (69 % des crédits du programme), qui ont été rouverts sur le programme 402. Certains projets du CNES et du CEA financés initialement sur crédits budgétaires sont ainsi pris en charge par le PIA.

## **Appréciation d'ensemble**

### **Régularité**

---

Les règles de gestion fixées par la LOLF ont été respectées.

### **Performance**

---

La rationalisation du nombre de sous-indicateurs a été poursuivie sur la mission. Comme la Cour l'a déjà souligné, la nomenclature par actions des programmes gérés par le MENESR ne fournit pas d'informations pertinentes sur la destination réelle des dépenses en 2014. Cette nomenclature a été modifiée en 2015 pour les programmes 150, 172 et 187, ces deux derniers programmes étant fusionnés et le nombre de leurs actions réduit.

### **Soutenabilité budgétaire**

---

La mission n'a pas connu de dépassement en exécution. Le programme 172 connaît toutefois une forte progression de ses restes à payer depuis deux ans. Fin 2014, ils totalisent 715,48 M€ de crédits, dont la majorité sont relatifs à l'ANR. Par ailleurs, la poursuite des annulations des crédits de paiement de l'agence pourrait trouver ses limites en 2016, le potentiel de trésorerie de l'organisme étant alors quasiment épuisé.

Le risque principal identifié sur le programme 142 réside dans la situation financière de certains opérateurs. Sur le programme 150, le poids prépondérant des dépenses de personnel dans le budget des universités (83,57 % des charges décaissables en moyenne en 2014) et l'état de leur patrimoine immobilier représentent toujours des signes de fragilité.

Enfin, la programmation initiale du programme 191 présente à nouveau les crédits alloués aux deux opérateurs du programme comme des dépenses inéluctables et obligatoires, contrairement à ce que prévoit l'article 95 du décret n° 2012-1246 du 7 décembre 2012.

## **Les recommandations de la Cour**

### **Le suivi des recommandations formulées au titre de la gestion 2013**

---

Sur les 10 recommandations formulées au titre de la gestion 2013, une a été mise en œuvre (n° 3), quatre ont été partiellement suivies (n° 4, 5, 6, 7) et cinq n'ont pas été mises en œuvre (n°1, 2, 8, 9, 10). Deux recommandations sont donc reconduites (n°1 et 10), quatre font l'objet d'une reformulation (n° 4, 5, 6, 7) et quatre sont supprimées (n° 2, 3, 8, 9).

### **Les recommandations formulées au titre de la gestion 2014**

---

La Cour formule neuf recommandations au titre de la soutenabilité après avoir examiné l'exécution de l'exercice 2014 :

Recommandation n° 1 : veiller à ce que les notifications de masse salariale aux établissements RCE ne conduisent pas à anticiper le dégel de la réserve de précaution dès le début de l'exercice.

Recommandation n° 2 : appliquer pour le programme 191 les dispositions de l'article 95 du décret du 7 novembre 2012 sur l'identification des dépenses inéluctables et obligatoires.

Recommandation n° 3 : s'appuyer sur le travail de fiabilisation des besoins réels en CP de l'Agence nationale de la recherche (ANR) et une programmation effectuée désormais en AE<CP, pour assurer un meilleur calibrage des dotations disponibles et conduire l'apurement rapide des millésimes d'engagements les plus anciens.

Recommandation n° 4 : respecter les limites des crédits du titre 2 sur le programme 142.

Recommandation n° 5 : adopter une budgétisation réaliste des contributions aux organisations scientifiques internationales pour le programme 172.

Recommandation n° 6 : construire un schéma de résorption des reports de charges récurrents, liés d'une part aux établissements d'enseignement supérieur agricole privé sur le programme 142, d'autre part à la « dette »

du MENESR envers les opérateurs du programme 150 au titre de la loi TEPA.

Recommandation n° 7 : intensifier le travail de remontée et de consolidation des informations relatives aux ressources dont bénéficient les opérateurs au titre des investissements d'avenir et des structures ayant une personnalité morale distincte.

Recommandation n° 8 : accélérer la production des données d'exécution relatives au CIR, affiner leur analyse et poursuivre, sur données postérieures à 2009, les études d'impact sur le CIR.

Recommandation n° 9 : produire un plan de financement des 40 000 logements à construire intégrant les ressources consolidées du MENESR et du ministère du logement - porter une attention particulière au suivi des engagements hors bilan contractés par les CROUS.



## Table des matières

|  |           |
|--|-----------|
| <b>SYNTHESE .....</b>  | <b>4</b>  |
| <b>I - Les dépenses de l'exercice et la gestion des crédits .....</b>                                | <b>10</b> |
| A - L'exécution des crédits de la mission en 2014.....   | 10        |
| B - La programmation des crédits .....   | 14        |
| C - La gestion des crédits en cours d'exercice .....   | 20        |
| D - L'exécution 2014 dans le budget triennal 2013-2015 .....   | 26        |
| <b>II - Les grandes composantes de la dépense .....</b>  | <b>27</b> |
| A - La masse salariale et la gestion des emplois .....   | 27        |
| B - Les autres dépenses de fonctionnement .....  | 30        |
| C - Les dépenses d'intervention .....  | 30        |
| D - Les dépenses d'investissement.....   | 33        |
| E - Les opérateurs.....  | 36        |
| F - Les dépenses fiscales .....  | 43        |
| G - Les investissements d'avenir sur le périmètre de la MIREs.....                                   | 47        |
| <b>III - Appréciation d'ensemble : régularité, performance et soutenabilité<br/>budgétaire .....</b> | <b>52</b> |
| A - La régularité de l'exécution budgétaire.....   | 52        |
| B - La démarche de performance .....   | 52        |
| C - La soutenabilité budgétaire .....  | 54        |
| <b>IV - Les recommandations de la Cour .....</b>   | <b>60</b> |
| A - Le suivi des recommandations formulées par la Cour au titre de la<br>gestion 2013 .....          | 60        |
| B - Les recommandations formulées au titre de la gestion 2014.....                                   | 61        |

## Introduction

La mission interministérielle *Recherche et enseignement supérieur* (MIRES) comprend en 2014 douze programmes rattachés à six ministères. Son périmètre a évolué par rapport à 2013, avec le rattachement de deux programmes 409 et 410 liés aux « investissements d'avenir » (PIA2), qui ont été ouverts puis fermés sur ce seul exercice, pour un montant de 5,34 Md€.

Avec 31,34 Md€ de crédits de paiement (CP) votés en LFI 2014, la MIRES représente 7,7 % des crédits ouverts au budget général de l'État, ce qui en fait la cinquième mission la plus importante. Son exécution se fait sur un périmètre élargi aux 16 dépenses fiscales rattachées à titre principal (évaluées à 9,29 Md€) et à des financements extrabudgétaires en augmentation (21,9 Md€ au titre du PIA1 et 3,7 Md€ au titre du Plan Campus, auxquels viennent s'ajouter les 5,34 Md€ ouverts au titre du PIA2).

Comme la Cour le souligne depuis plusieurs années, la MIRES ne rend qu'imparfaitement compte des crédits destinés à l'enseignement supérieur, notamment du fait de la présence dans la mission *Enseignement scolaire* des sections de techniciens supérieurs et des classes préparatoires aux grandes écoles, et dans la mission *Culture* des établissements d'enseignement supérieur culturel.

La mise en œuvre de la politique d'enseignement supérieur et de recherche repose principalement sur des opérateurs, dont le périmètre évolue chaque année avec les regroupements et les fusions d'établissements engagés au titre de la politique de site.

### **I - Les dépenses de l'exercice et la gestion des crédits**

#### **A - L'exécution des crédits de la mission en 2014**

##### **1 - Le plafond des crédits ouverts est respecté en exécution**

Les crédits votés en loi de finances initiale (LFI) hors PIA2 représentent 25,72 Md€ en AE et 26 Md€ en CP, soit une diminution de - 0,8 % en AE et une augmentation de + 0,3 % en CP par rapport aux crédits votés en LFI 2013. L'exécution laisse apparaître une diminution

de -0,6 % en AE et -0,9 % en CP (hors PIA2), qui témoigne de la participation de la mission à l'effort de maîtrise de la dépense publique.

On ne constate pas de dépassement des crédits ouverts. Le taux d'exécution par rapport aux CP votés en LFI est de 97 %, ce qui reste peu significatif car l'essentiel des crédits sont constitués de subventions pour charges de service public (SCSP) versées aux opérateurs de la mission.

## **2 - Une exécution duale sur les programmes 190 et 192**

### *a) Les rétablissements de crédits*

L'exécution du titre 3 sur le programme 190 ne reflète pas la réalité des SCSP versées aux opérateurs, avec une différence de 185 M€ provenant cette année encore d'une interaction avec des financements extrabudgétaires, en l'occurrence un redéploiement de crédits des investissements d'avenir de l'ADEME vers l'ONERA.

### *b) Les retraits d'engagements juridiques des années antérieures*

Une autre différence apparaît sur l'exécution budgétaire en AE des programmes 190 et 192. Pour le programme 192 Chorus fait apparaître une exécution de 916 M€, alors que selon le responsable de programme la consommation effective s'élève à 931,3 M€, soit un écart de 15,3 M€. Cette différence s'explique par des retraits d'AE antérieures hors tranches fonctionnelles qui viennent réduire la consommation des crédits observée (18,7 M€) et des recyclages techniques retracés dans Chorus qu'il convient de neutraliser (3,4 M€).

Pour le programme 190, Chorus fait apparaître une exécution de 1 774,1 M€ (en ajoutant le rétablissement de crédits de 185 M€), alors que le responsable de programme indique 1 779,2 M€, soit une différence de 5,1 M€. Cet écart correspond au montant des AE anciennes, engagées antérieurement à 2014, qui ont fait l'objet d'un retrait d'engagement juridique budgétaire (REJB) dans Chorus et qui ne pouvaient pas être recyclées.

En effet, 6,3 M€ d'AE ont fait l'objet d'un retrait sur les unités opérationnelles (UO) du programme, puis 1,2 M€ d'AE seulement ont été recyclées et redescendues vers les UO<sup>1</sup>. Ces retraits d'EJ sur AE antérieures faussent la consommation annuelle d'AE 2014 affichée dans

---

<sup>1</sup> A l'occasion de la mise à niveau des engagements juridiques (EJ) des marchés en raison du passage du taux de TVA de 19,6 à 20 %.

Chorus, car, lors de leur remontée, la consommation d'AE est immédiatement diminuée du montant total du retrait (soit 6,3 M€). Une partie seulement de ce retrait a été redescendue au niveau des UO et consommée (1,2 M€).

La consommation affichée dans Chorus est minorée, car elle ne tient pas compte du montant des crédits qui ont réellement été consommés, l'écart (5,1 M€) correspondant à la différence entre le total des crédits remontés des UO et la part qui a été recyclée.

Tableau n° 1 : Exécution des crédits en 2014 (en €)

| <b>Autorisations d'engagements (en €)</b> | Programme 150  | Programme 231 | Programme 172 | Programme 187 | Programme 409 | Programme 193 | Programme 190 | Programme 410 | Programme 192 | Programme 191 | Programme 186 | Programme 142 | Mission               |
|---|----------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-----------------------|
| <b>LFI</b>                                | 12 548 786 765 | 2 446 168 721 | 5 053 673 242 | 1 277 577 911 | 4 115 000 000 | 1 429 108 560 | 1 380 719 166 | 1 220 000 000 | 963 036 708   | 192 074 745   | 112 639 698   | 312 006 931   | 31 050 792 447        |
| <b>LFR</b>                                | -21 192 980    | 5 000         | -51 237 500   |               | -128 500 000  | -10 112 500   | -30 337 500   | -211 500 000  | -51 034 189   | -132 000 000  | -2 528 125    | -5 477 270    | -643 915 064          |
| <b>Total des mouvements de crédits</b>    | 254 212 112    | 6 051 432     | -39 970 678   | -16 500 000   | 0             | -63 333 814   | -6 128 929    | 0             | 20 678 000    | 1 000 000     | -494 441      | 97 890 410    | 253 404 092           |
| <b>dont :</b>                             |                |               |               |               |               |               |               |               |               |               |               |               |                       |
| <i>reports</i>                            | 261 692 724    | 8 395 756     | 34 186        |               |               |               | 20 214 522    |               | 1 810 977     |               | 1 738 691     | 93 560 000    | 387 446 856           |
| <i>virements</i>                          |                |               |               |               |               |               |               |               |               |               | -15 000       | 2 100 000     | 2 085 000             |
| <i>transferts</i>                         | 1 839 140      | -2 330 000    |               |               |               |               |               |               | 59 664 712    | 1 000 000     |               | 632 244       | 60 806 096            |
| <i>décrets d'avances</i>                  | -5 000 000     |               | -40 000 000   | -16 500 000   |               | -63 333 814   | -26 343 451   |               | -39 696 167   |               | -2 218 132    | 1 795 390     | -191 296 174          |
| <i>répartition dépenses accidentelles</i> |                |               |               |               |               |               |               |               |               |               |               |               | 0                     |
| <i>décrets d'annulation</i>               | -4 319 752     | -14 324       | -4 864        |               |               |               |               |               | -1 101 522    |               |               | -197 224      | -5 637 686            |
| <b>Fonds de concours et att. produits</b> | 19 692 680     | 14 713 910    | 90 846        |               |               |               | 250 044 789   |               |               |               | 1 022 951     | 0             | 285 565 176           |
| <b>Total des crédits disponibles</b>      | 12 801 498 577 | 2 466 939 063 | 4 962 555 910 | 1 261 077 911 | 3 986 500 000 | 1 355 662 246 | 1 594 297 526 | 1 008 500 000 | 932 680 519   | 61 074 745    | 110 640 083   | 404 420 071   | <b>30 945 846 651</b> |
| <b>Crédits consommés</b>                  | 12 664 355 747 | 2 463 433 242 | 4 961 059 719 | 1 261 077 911 | 3 986 500 000 | 1 355 662 246 | 1 589 131 286 | 1 008 500 000 | 916 016 444   | 61 074 745    | 109 285 861   | 315 860 070   | 30 691 957 271        |

| <b>Crédits de paiement (en €)</b>         | Programme 150  | Programme 231 | Programme 172 | Programme 187 | Programme 409 | Programme 193 | Programme 190 | Programme 410 | Programme 192 | Programme 191 | Programme 186 | Programme 142 | Mission               |
|---|----------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-----------------------|
| <b>LFI</b>                                | 12 793 108 432 | 2 455 754 721 | 5 053 673 242 | 1 277 577 911 | 4 115 000 000 | 1 429 108 560 | 1 390 719 166 | 1 220 000 000 | 984 169 961   | 192 074 745   | 114 539 698   | 312 006 931   | 31 337 733 367        |
| <b>LFR</b>                                | -61 192 980    | 5 000         | -111 237 500  |               | -128 500 000  | -10 112 500   | -30 337 500   | -211 500 000  | -51 034 189   | -132 000 000  | -2 528 125    | -5 417 270    | -743 855 064          |
| <b>Total des mouvements de crédits</b>    | 27 484 061     | 5 614 774     | -73 967 261   | -16 500 000   | 0             | -63 333 814   | -1 691 989    | 0             | 17 477 259    | 1 000 000     | -1 504 787    | 9 330 410     | -96 091 347           |
| <b>dont :</b>                             |                |               |               |               |               |               |               |               |               |               |               |               |                       |
| <i>reports</i>                            | 26 654 161     | 7 944 774     | 40 037 603    |               |               |               | 25 351 462    |               |               |               | 861 345       | 5 000 000     | 105 849 345           |
| <i>virements</i>                          |                |               |               |               |               |               | 0             |               |               |               | -15 000       | 2 100 000     | 2 085 000             |
| <i>transferts</i>                         | 1 839 140      | -2 330 000    |               |               |               |               | 0             |               | 59 664 712    | 1 000 000     |               | 632 244       | 60 806 096            |
| <i>décrets d'avances</i>                  |                |               | -114 000 000  | -16 500 000   |               | -63 333 814   | -27 043 451   |               | -41 085 931   |               | -2 351 132    | 1 795 390     | -262 518 938          |
| <i>répartition dépenses accidentelles</i> |                |               |               |               |               |               | 0             |               |               |               |               |               | 0                     |
| <i>décrets d'annulation</i>               | -1 009 240     |               | -4 864        |               |               |               | 0             |               | -1 101 522    |               |               | -197 224      | -2 312 850            |
| <b>Fonds de concours et att. produits</b> | 29 155 381     | 5 836 910     | 90 846        |               |               |               | 250 044 789   |               |               |               | 1 022 951     | 0             | 286 150 877           |
| <b>Total des crédits disponibles</b>      | 12 788 554 894 | 2 467 211 405 | 4 868 559 327 | 1 261 077 911 | 3 986 500 000 | 1 355 662 246 | 1 608 734 466 | 1 008 500 000 | 950 613 031   | 61 074 745    | 111 529 737   | 315 920 071   | <b>30 783 937 833</b> |
| <b>Crédits consommés</b>                  | 12 743 463 178 | 2 450 989 844 | 4 719 915 999 | 1 261 077 911 | 3 986 500 000 | 1 345 861 796 | 1 608 234 315 | 1 008 500 000 | 942 146 465   | 61 074 745    | 110 556 024   | 315 920 070   | 30 554 240 347        |

Source : Cour des comptes, d'après données ministères et Chorus – Les données Chorus ont été retenues pour l'exécution des AE des P. 190 et 192.

## **B - La programmation des crédits**

### **1 - La nomenclature des programmes gérés par le MENESR**

Comme la Cour l'a déjà souligné, la nomenclature par actions des programmes gérés par le MENESR ne fournit pas d'informations pertinentes sur la destination réelle des dépenses en 2014. Cette nomenclature a été modifiée en 2015 pour les programmes 150, 172 et 187, ces deux derniers programmes étant fusionnés et le nombre d'actions réduit<sup>2</sup>.

### **2 - Les hypothèses de budgétisation**

A l'exception de la création des deux programmes « investissements d'avenir », la mission n'enregistre pas de changement de périmètre ni de modification dans la cartographie des budgets opérationnels de programmes (BOP) et des unités opérationnelles (UO).

*a) L'enseignement supérieur reste une priorité budgétaire, mais la recherche contribue à la maîtrise du budget de l'Etat*

La LFI 2014 maintient les crédits de paiement de la mission (+ 0,3 % par rapport à la LFI 2013 hors PIA2). Les CP des programmes 150, 231 et 142 augmentent et l'effort en faveur de l'enseignement supérieur se poursuit, confirmé par la loi de programmation des finances publiques 2014-2019<sup>3</sup>. Seul le programme 192, qui porte les dotations aux établissements d'enseignement supérieur dépendant du ministère de l'économie et des finances, connaît une diminution de ses crédits.

La sanctuarisation des moyens alloués aux établissements d'enseignement supérieur est rééquilibrée par une maîtrise des crédits consacrés aux organismes de recherche. Les programmes 172, 186, 187 et 191 voient ainsi leurs CP diminuer.

---

<sup>2</sup> 11 actions dont 5 thématiques et 6 transversales, contre 20 dont 11 thématiques et 9 transversales en 2014.

<sup>3</sup> L'enseignement supérieur est inscrit parmi les secteurs prioritaires, à travers la création de 5 000 postes sur la durée du quinquennat et l'élargissement des bourses sur critères sociaux.

**Tableau n° 2 : Evolution des CP votés en LFI 2014 par rapport à la LFI 2013**

|                 | <b>Evol. des CP par rapport à LFI 2013</b> | <b>Explication</b>  |
|-----------------|--|---|
| <b>P150</b>     | <b>0,3 %</b>                               | Crédits supplémentaires de masse salariale correspondant à 980 emplois + financement du surcroît de cotisation au CAS Pensions lié à la loi Sauvadet du 12 mars 2012. Parallèlement, des économies de 22 M€ ont été programmées sur les actions transversales et d'administration centrale, ainsi qu'une économie de 30 M€ justifiée par la baisse des financements consacrés à la réhabilitation du campus de Jussieu.   |
| <b>P231</b>     | <b>5,6 %</b>                               | Poursuite de la réforme des bourses sur critères sociaux, avec création de deux nouveaux échelons de bourses à la rentrée 2013-2014 et de 1 000 aides d'urgence. La prévision intègre par ailleurs des économies de 10 M€ sur la subvention du CNOUS et de 10 M€ au titre du CPER.  |
| <b>P172+187</b> | <b>-1,7 %</b>                              | Le rééquilibrage des dotations en faveur des opérateurs et au détriment de l'ANR, initié en 2013, est consolidé en 2014, l'essentiel de l'effort budgétaire étant supporté par cette dernière. Ainsi, la construction du budget 2014 fait apparaître une nouvelle diminution des crédits de l'ANR (-11,9 % par rapport à la LFI 2013) tandis que la progression des dotations des principaux opérateurs est stoppée, avec un recul de 0,3 % pour l'ensemble CNRS, INSERM, INRIA, INED, INRA, IRD, IRSTEA, contre une progression supérieure à 3 % observée en LFI 2013.   |
| <b>P193</b>     | <b>1,1 %</b>                               | Les dépenses d'intervention du programme sont destinées pour 95 % au financement des programmes de l'Agence spatiale européenne (ESA), dont la dotation progresse de 1,6 % (contre 3,8 % l'année précédente), tandis que la SCSP du CNES continue de se contracter (- 1,4 % après un recul de 2,4 % en 2013).   |
| <b>P190</b>     | <b>1,0 %</b>                               | L'ensemble des opérateurs connaissent une diminution de leur SCSP. La différence provient de ce que le CEA bénéficie d'une augmentation de 60 M€ par rapport à 2013 pour ses crédits de l'action 15 « charges nucléaires de long terme », qui font l'objet d'une convention cadre Etat-CEA (309 M€ en 2014 contre 249 M€ en 2013).  |
| <b>P191</b>     | <b>-0,1 %</b>                              | Maintien global des crédits   |
| <b>P192</b>     | <b>-2,1 %</b>                              | Les crédits des bourses sur critères sociaux sont augmentés de 7 % et le dispositif JEI voit ses crédits augmenter de près de 70 % compte tenu de l'augmentation du coût de l'exonération due à la mise en œuvre de la réforme à mettre en place. Le fonds de compétitivité des entreprises (FCE) hors fonds unique interministériel (FUI) connaît une hausse de 10 % en AE et de 21 % en CP en raison de la prise en compte de la montée en puissance du programme « Nano 2017 » En retour, les dotations des écoles ont en retour été diminuées de 1 %. La dotation d'OSEO innovation / BPI – fonctionnement est supprimée. |
| <b>P186</b>     | <b>-3,4 %</b>                              | Baisse de la dotation d'Universcience   |
| <b>P142</b>     | <b>1,1 %</b>                               | Crédits supplémentaires de masse salariale correspondant à 20 emplois + poursuite de la réforme des bourses sur critères sociaux.   |

Source : Cour des comptes, d'après réponses des responsables de programme.

*b) La budgétisation des programmes « enseignement supérieur » du MENESR préempte d'emblée le dégel de la réserve de précaution*

Les programmes 150 et 231 ont pour particularité d'anticiper systématiquement le dégel intégral de la réserve de précaution dès les premiers documents prévisionnels de gestion (DPG). Les DPG prévoyaient en outre un dépassement après dégel, qui ne s'est finalement pas concrétisé.

Aucune ouverture en décret d'avance n'a été nécessaire pour financer les bourses sur critères sociaux malgré la réforme intervenue à la rentrée 2014-2015, et le constat d'une budgétisation plus sincère du programme 231 peut donc être renouvelé. L'application d'une réserve de précaution au taux général de 7 % ne contribue cependant pas à la maîtrise de ces dépenses, qui sont des dépenses de guichet.

Comme l'année précédente, le montant des crédits de masse salariale notifié aux établissements bénéficiant des « responsabilités et compétences élargies » (RCE) du programme 150 a été supérieur aux crédits prévus en LFI, avec un écart de 53,21 M€<sup>4</sup>. Si cette pratique ne conduit pas à un dépassement des crédits de la LFI, elle revient à préempter d'emblée le dégel d'une partie de la réserve. Le MENESR a cherché à limiter ce phénomène, à travers le redéploiement de 25 M€ de mesures nouvelles obtenues en LFI 2015. Le ministère a également accepté le principe d'une résorption complète de ce décalage en 2016.

Le GVT solde des établissements RCE n'a pas fait l'objet d'une budgétisation initiale en 2014 mais une partie devrait être financée en base en LFI à compter de l'année 2015. De même, la réévaluation du taux du CAS Pensions est circonscrite au périmètre de la masse salariale de l'ex-titre 2 transférée aux établissements. Le CAS Pensions appliqué à la masse salariale relevant historiquement du titre 3 n'a pas fait l'objet d'une budgétisation. Le MENESR, qui évalue le besoin de rebasage sur la masse salariale historique du titre 3 à 22,87 M€, a toutefois indiqué que celle-ci pourrait être prise en compte pour le calcul des évolutions ultérieures du taux du CAS.

Ces deux modifications contribueront à clarifier les facteurs d'évolution de la masse salariale financés par la subvention publique.

---

<sup>4</sup> Selon la DGESIP, les aides au passage aux RCE, issues d'une négociation avec les établissements et chiffrées à 49,77 M€ pour les vagues 2009 à 2014, n'ont pas été budgétées en LFI.



*Recommandation n°1 : veiller à ce que les notifications de masse salariale aux établissements RCE ne conduisent pas à anticiper le dégel de la réserve de précaution dès le début de l'exercice.*

*c) Une sous-budgétisation des contributions aux organisations internationales*

S'agissant des contributions appelées par des organismes internationaux, les crédits du programme 172 progressent légèrement (+ 0,8 %) par rapport au niveau de 2013. Avec une mise en réserve de 11,8 M€ de CP au titre des contributions précitées et une prévision d'exécution en augmentation de 2,9 %, le DPG tablait, dès la fin du premier trimestre, sur un dégel de près de la moitié de la réserve, dont 57 % au seul titre de ces contributions. Les visas successifs du CBCM ont souligné le biais induit par un tel positionnement de la réserve sur des contributions prioritaires, qui relèvent de l'article 95 du décret GBCP.

Les insuffisances de financement au seul titre du CERN ont rendu nécessaire un dégel de crédits (pris sur la réserve de précaution constituée au programme) de 28,37 M€<sup>5</sup>. Le ministère justifie l'insuffisance du montant de la dotation LFI du CERN par l'évolution du taux de change entre l'euro et le franc suisse (CHF) et par la variation de coûts internes propres au CERN (hausse annuelle de l'indice de variation de coûts locaux et de rémunération des fonctionnaires européens en poste, de 0,5 % à 2 %). Comme l'année précédente, ces difficultés auraient pourtant pu être prévues dès la construction du budget initial, au regard de l'exécution 2013 et de l'évolution observée du taux de change CHF/€, qui a toujours dépassé en 2013 l'ancien « taux normé » à 0,7092.

*d) Une budgétisation qui doit encore intégrer les nouvelles règles d'imputation des dépenses liées au financement des opérateurs*

La mise en œuvre de nouvelles règles d'imputation des SCSP des opérateurs ainsi que d'une partie des mesures financées sur l'action 1 du programme 172 en titre 3 – catégorie 32, explique l'écart observé en gestion avec les prévisions de dépenses d'intervention des programmes recherche du MENESR. En effet, par rapport à la prévision de la LFI, le montant des dépenses d'intervention du programme 172 est inférieur de

---

<sup>5</sup> Le montant appelé s'est finalement établi à 169,21 millions de francs suisses (CHF). Compte tenu du taux de chancellerie en vigueur au moment des versements, cela s'est traduit par une dépense de 138,41 M€, pour 110,04 M€ de crédits disponibles.

59,61 M€ en AE et 169,75 M€ en CP (respectivement 42,15 M€ et 51,95 M€ pour le programme 193).

Comme la Cour le soulignait dans l'analyse de l'exécution budgétaire 2013, en application de la circulaire annuelle relative au cadre budgétaire et comptable des opérateurs de l'Etat, le CBCM a demandé, à la fin de 2013, l'imputation en titre 3, catégorie 32 (SCSP) de tous les flux financiers à destination des opérateurs de l'Etat. Or, une part significative des flux financiers à destination de ces opérateurs était imputée en titre 6, notamment ceux finançant des opérations spécifiques, distincts des subventions d'équilibre globales (action 1 du programme 172). Il en résulte des écarts entre répartition initiale des crédits et imputation réelle des dépenses (27,4 M€ pour cette seule action).

*e) Une programmation qui ne respecte pas l'article 95 du décret GBCP sur le programme 191*

La programmation initiale du programme 191 présentait à nouveau les crédits alloués aux deux opérateurs du programme (CNES et CEA) comme des dépenses inéluctables et obligatoires. Le CBCM a rappelé dans son avis qu'il «*aurait souhaité que le DPG distingue les dépenses inéluctables des autres dépenses* ».

Le responsable du programme estime que le caractère inéluctable des crédits est justifié par le contrat pluriannuel et le PMT pour le CNES, la convention d'objectifs Etat/CEA et la convention de collaboration avec la DGA pour le CEA. L'article 95 du décret n° 2012-1246 du 7 décembre 2012 précise que «*les dépenses obligatoires sont les dépenses pour lesquelles le service fait a été certifié au cours de l'exercice précédent et dont le paiement n'est pas intervenu. Les dépenses inéluctables sont les restes à payer à échoir au cours de l'exercice, les dépenses afférentes au personnel en fonction, les dépenses liées à la mise en œuvre des lois, règlements et accords internationaux, ainsi que les dépenses strictement nécessaires à la continuité de l'activité des services.* »

Un programme non démarré, ou dont les dépenses peuvent être modulées dans le temps, ne saurait générer de restes à payer. Par ailleurs, les relations contractuelles de l'Etat avec les deux opérateurs constituent des engagements pluriannuels indicatifs plutôt que des engagements juridiques, au sens budgétaire du terme.

*Recommandation n° 2 : appliquer les dispositions de l'article 95 du décret du 7 novembre 2012 sur l'identification des dépenses inéluctables et obligatoires.*

### 3 - L'articulation AE-CP

S'agissant du programme 172, pour la première fois en 2015, conformément à une recommandation récurrente de la Cour, les crédits d'intervention de l'ANR sont budgétés en AE $\neq$ CP, le ministère indiquant que le niveau de CP a été déterminé au regard du plan prévisionnel de trésorerie de l'agence. Il conviendra d'observer, à travers le respect en gestion de cette budgétisation initiale, l'adaptation du calibrage des dotations aux réels besoins de décaissement.

Par ailleurs, pour les programmes 172 et 193, compte tenu de la budgétisation initiale opérée majoritairement en titre 3, catégorie 32 (SCSP), l'écart constaté entre la consommation de CP et celle d'AE, qui traduit de fait une gestion en AE $\neq$ CP, s'explique par le fait que les SCSP notifiées couvrent pour partie des opérations d'investissement. Ces dernières devraient toutefois relever du titre 7, lequel n'abrite à ce stade que 0,1 % des AE et CP 2014 pour ces trois programmes. Le ministère insiste cependant sur la mixité des dépenses correspondant par exemple à l'acquisition d'un équipement scientifique, qui rendrait difficile la ventilation entre titre 3 et titre 7.

Comme pour la construction des budgets 2012 et 2013, les crédits d'intervention de l'ANR ont été programmés en AE=CP dans la LFI 2014, alors même que le travail mené par l'ANR sur son besoin en CP pour couvrir ses engagements passés devait permettre une programmation mieux ajustée à ses besoins réels. Comme l'année précédente, de fortes annulations ont été opérées, notamment en CP (voir *infra*).

L'action 1 du programme 172 est également budgétée en AE=CP, mais est programmée et gérée en AE $\neq$ CP, pour certains dispositifs qu'on peut qualifier de pluriannuels compte tenu de la nature des crédits correspondants (CPER, incubateurs d'entreprises, conventions CIFRE, concours « jeunes entreprises innovantes »). La possibilité de recourir à des ajustements internes a permis de garantir la soutenabilité de la programmation. Contrairement à 2013, le niveau de consommation des CP est légèrement supérieur à celui des AE.

*Recommandation n°3 : s'appuyer sur le travail de fiabilisation des besoins réels en CP de l'Agence nationale de la recherche (ANR) et une programmation effectuée désormais en AE<CP, pour assurer un meilleur calibrage des dotations disponibles et conduire l'apurement rapide des millésimes d'engagements les plus anciens.*

## C - La gestion des crédits en cours d'exercice

### 1 - Les mouvements effectués par voie réglementaire ou législative

La description des principaux reports, transferts et virements de crédits figure en annexe n°1<sup>6</sup>.

#### a) Des annulations importantes en LFR et en décret d'avance

Tous les programmes de la MIREs - sauf le programme 231 *Vie étudiante* - connaissent des annulations en 2014.

Les programmes 186, 190, 191 et 192 ont contribué significativement à l'équilibre de la mission, à travers des annulations de 284,16 M€ en AE et 286,3 M€ en CP prises sur la réserve initiale ou des crédits surgelés en cours d'année. Ces annulations ne compromettent pas le fonctionnement des services.

S'agissant du programme 172, 225,24 M€ de CP ont été annulés, sur des crédits en majorité destinés à l'ANR<sup>7</sup>. Le ministère indique que ces mouvements ont été réalisés après une analyse des besoins de décaissements et de trésorerie de l'agence. On note néanmoins la récurrence d'une budgétisation en AE=CP se traduisant par des annulations massives de CP en fin de gestion, en dépit des travaux de fiabilisation des décaissements prévisionnels.

S'agissant des programmes 187 et 193, on note respectivement l'annulation de 16,5 M€ en AE=CP, soit 1,3 % des crédits ouverts en LFI et celle de 73,44 M€ en AE=CP (1,8 % des crédits LFI), pris sur la réserve de précaution en LFR et décret d'avance. Au total, sur l'ensemble des trois programmes, les annulations de CP excèdent de 134 M€ celles d'AE. Ainsi, 315,18 M€ de CP ont été annulés pour 478,13 M€ mis en réserve ou surgelés.

Les annulations sur le programme 150 (21,19 M€ d'AE et 61,19 M€ de CP hors opérations en contrats de partenariat public-privé)

---

<sup>6</sup> A noter que des décrets d'annulation tardifs (pris entre décembre 2014 et février 2015) ont également impacté l'exécution des programmes 150, 231, 172, 192 et 142 (cf. tableau n°1).

<sup>7</sup> Le total des mesures de régulation opérées en gestion a conduit à minorer de de 91,76 M€ en AE (-15,2 %) et de 156,80 M€ en CP (-25,9 %) les dotations de l'agence par rapport à la budgétisation LFI. Cette minoration a été opérée par l'annulation de quelque 133,70 M€ de CP hors réserve de précaution, en LFR puis décret d'avance.

ont été plus importantes que les années précédentes. Elles ont toutefois principalement porté sur des dépenses immobilières, dont 40 M€ de CP liés à la trésorerie excédentaire de l'EPAURIF. La réserve initiale n'a été mobilisée qu'à hauteur de 15 M€. Aucune annulation n'a été opérée sur le programme 231 *Vie étudiante*, à l'exécution déjà tendue.

#### *b) Les principaux fonds de concours*

Le programme 190 a connu en 2014 le rattachement de deux fonds de concours et d'une attribution de produits :

- un fonds de concours de 250 M€ en AE=CP provenant du PIA Aéronautique géré par l'ONERA pour le financement du soutien au développement de l'A350 ;
- un fonds de concours de 7 400 € en AE=CP à titre de participation de la Commission européenne au financement de projets ERA-NET ;
- une attribution de produits de 37 390 € en AE=CP provenant de la vente de publications, de documents divers, d'espaces publicitaires et de l'organisation ou la participation à des colloques, conférences, séminaires, salons et locations de salles ou d'espaces.

Sur le programme 150, des fonds de concours ont été rattachés à hauteur de 19,68 M€ en AE et 29,14 M€ en CP. Ils correspondent à la participation de collectivités publiques et du FEDER aux constructions universitaires. Le programme 231 a bénéficié d'un rattachement de fonds de concours au titre du logement étudiant (10,24 M€ de CP et 1,36 M€ d'AE). Avec l'achèvement du CPER 2007-2013, prolongé d'un an sur 2014, les montants rattachés sont plus faibles qu'en 2013.

## **2 - Les mouvements de fongibilité asymétrique**

Le programme 150 enregistre un mouvement de fongibilité lié à l'ajustement des crédits de masse salariale des établissements passés aux RCE au 1er janvier 2014 qui n'avait pas fait l'objet d'un transfert en LFI 2014 sur le titre 3 (9,53 M€). Ce mouvement a fait l'objet d'un avis défavorable du CBCM au motif qu'il visait à consommer la totalité des crédits disponibles sans traduire un effort de maîtrise de la dépense.

Un autre mouvement a eu lieu sur les programmes 150 et 231, lié au transfert en provenance du programme 230 de la mission *Enseignement scolaire* relatif à l'impact des mesures indemnitaires sur les personnels administratifs des établissements (3,50 M€ sur le p. 150 et 0,17 M€ sur le p. 231). Les crédits ont été transférés du titre 2 du programme 230 vers le titre 2 des programmes 150 et 231 (ce dernier

programme ne comporte normalement pas de titre 2), avant de faire l'objet d'un mouvement de fongibilité vers le titre 3.

### 3 - Les opérations de fin de gestion

#### a) Une mise en réserve toujours minorée, mais en augmentation

Le montant total des crédits gelés sur la MIRE (600 M€ en AE et 898 M€ en CP hors contrats de partenariat public-privé) est légèrement supérieur à l'exercice 2013 (550 M€ en AE et 476 M€ en CP). Les mises en réserve sur les programmes 150, 172, 187 et 193 ont fait l'objet d'arbitrages qui ont conduit à minorer les taux généraux prévus au PLF<sup>8</sup>. Comme l'année précédente, des surgels sont venus s'ajouter à la mise en réserve initiale. La part de crédits dégelés a été moins importante qu'en 2013, suite aux annulations intervenues en LFR et en décret d'avance.

**Tableau n° 3 : Gestion de la réserve de précaution**

|              | Réserve initiale + surgels<br>hors crédits PPP |               |               | Dégel fin de gestion |            |               |            |               |            |
|--------------|--|---------------|---------------|----------------------|------------|---------------|------------|---------------|------------|
|              | T2   | HT2AE         | HT2CP         | T2                   | %          | HT2AE         | %          | HT2CP         | %          |
| <b>150</b>   | 2,39   | 80,57         | 128,47        | 2,39                 | 100%       | 53,39         | 66%        | 39,49         | 31%        |
| <b>231</b>   | -  | 155,88        | 156,55        | -                    | -          | 155,88        | 100%       | 148,71        | 95%        |
| <b>172</b>   | -  | 133,42        | 373,57        | -                    | -          | 42,18         | 32%        | 180,15        | 48%        |
| <b>187</b>   | -  | 21,32         | 21,32         | -                    | -          | 4,82          | 23%        | 4,82          | 23%        |
| <b>193</b>   | -  | 83,07         | 83,25         | -                    | -          | 9,63          | 12%        | 0             | 0%         |
| <b>190</b>   | -  | 46,34         | 47,04         | -                    | -          | 0             | 0%         | 0             | 0%         |
| <b>191</b>   | -  | 12,57         | 12,57         | -                    | -          | 12,57         | 100%       | 12,57         | 100%       |
| <b>192</b>   | 0,51   | 51,23         | 59,37         | 0,07                 | 14%        | 0,32          | 1%         | 0,32          | 1%         |
| <b>186</b>   | -  | 4,72          | 4,85          | -                    | -          | 0             | 0%         | 0             | 0%         |
| <b>142</b>   | 0,95   | 6,95          | 6,95          | 0,95                 | 100%       | 0,32          | 5%         | 1,53          | 22%        |
| <b>Total</b> | <b>3,85</b>                                    | <b>596,07</b> | <b>893,94</b> | <b>3,41</b>          | <b>89%</b> | <b>279,11</b> | <b>47%</b> | <b>387,59</b> | <b>43%</b> |

Source : Cour des comptes à partir des réponses des responsables de programme – Les programmes n°409 et 410 ont été exonérés de mise en réserve.

Les opérateurs du programme 150 ont bénéficié comme en 2013 d'un traitement favorable. Les arbitrages ont conduit à une réserve forfaitaire de 45 M€ sur les crédits de SCSP, contre 34 M€ en 2013. La différence provient d'un gel de 10 M€ appliqué à la masse salariale des

<sup>8</sup> 7 % des crédits du hors titre 2 et 0,5 % des crédits du titre 2.

établissements RCE, ayant vocation à être dégelée en cours de gestion pour couvrir le financement du CAS lié au dispositif Sauvadet<sup>9</sup>.

Pour les EPST et les EPIC des programmes 172, 187 et 193, la réserve de précaution initiale a été réduite par rapport au taux en vigueur, dans des proportions toutefois moindres qu'en 2013. Elle s'élève, globalement pour les trois programmes, en LFI 2014, à 231,28 M€ en AE et CP, en augmentation de 32,8 % par rapport à 2013, conformément au relèvement des taux normés et réduits<sup>10</sup>.

En ce qui concerne les opérateurs du programme 172, l'augmentation globale de la réserve (+ 29 %) a été inégalement déclinée entre les EPST (+ 70 %) et les EPSTI (+ 44 %). En outre, a été opéré un surgel de 60 M€ en CP des crédits de l'ANR, complété à l'été d'un surgel de 1,24 M€ en AE=CP au titre du PLFR.

#### *b) Les opérations de fin de gestion*

Les opérations de fin de gestion ont conduit à dégeler 39 M€ sur le programme 150 au bénéfice des opérateurs, soit 87 % des crédits mis en réserve sur leur SCSP. Le dégel a financé la surnotification des crédits de masse salariale, ainsi que l'accompagnement des fusions et créations d'établissements prévues au 1<sup>er</sup> janvier 2015, l'accompagnement des établissements accédant aux RCE en 2015 et le remboursement au titre de la « dette » relevant de la loi TEPA à certains établissements en difficulté.

Sur le programme 231, la réserve a été presque entièrement dégelée pour abonder les crédits des bourses et des aides au mérite en fin de gestion, à l'exception de 7 M€ de CP, qui devraient faire l'objet d'un report sur 2015 pour financer le déménagement du centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS).

S'agissant des programmes 172, 187 et 193, les insuffisances de financement observées pour les contributions appelées par des organismes internationaux ont pu être comblées en mobilisant la réserve de précaution. Le dégel d'une partie de la réserve a également bénéficié à

---

<sup>9</sup> Sur les autres crédits, hors crédits dédiés aux opérations Campus, le taux réglementaire de 7 % a été appliqué.

<sup>10</sup> Taux de 0,35 % sur les crédits de masse salariale et de 4,86 % sur les autres crédits pour les EPST et EPIC (contre respectivement 0,25 et 3 % en 2013) et taux dits normés pour les autres opérateurs (ANR notamment). Sur les crédits de fonctionnement et d'intervention (« dispositifs ministériels ») retracés à l'action 1 du programme 172, le taux de 7,0% a été appliqué transversalement, à l'exception de la dotation afférente aux post-doctorants ministériels et aux CIFRE (taux à 0,5 %).

cinq opérateurs, notamment l'IRSTEA<sup>11</sup>, pour des montants compris entre 1 et 4 M€ et un total de 11,5 M€<sup>12</sup>, soit 5 % des mises en réserve initiales.

En contrepartie, la fin de gestion a opéré des ajustements à la baisse pour les dotations du BRGM (-4,2 M€) pour tenir compte de l'impact favorable du changement de son régime d'imposition à la TVA; et du CNES dans le cadre des arbitrages de fin de gestion (annulation de 8 M€ en AE et en CP).

Sur le programme 142, la fin de gestion a nécessité la levée intégrale du gel sur le titre 2, un abondement de ce titre à travers un virement de 2,1 M€ par redéploiement de crédits de personnel du MAAF et une ouverture de 1,8 M€ en décret d'avance, la dépense ayant dépassé de 2,4 % le montant prévu en LFI. Le MAAF indique que le déplaçonnement, initié dans le courant de l'année 2014, de l'indemnité d'administration et de technicité versée aux agents de catégorie C contribue pour 1 M€ à ce dépassement. Néanmoins, comme les années antérieures, le sous-dimensionnement du titre 2 sur le programme 142 était prévisible dès la programmation initiale.

*Recommandation n°4 : respecter les limites des crédits du titre 2 sur le programme 142.*

*Recommandation n°5 : adopter une budgétisation réaliste des contributions aux organisations scientifiques internationales pour le programme 172.*

#### 4 - Les reports de charges

Dans le cadre des arbitrages de fin de gestion, des reports de dépenses sur l'exercice 2015 ont été décidés dans le cadre d'une procédure dite de « CP pilotés ». Les ministères devraient obtenir le report de la totalité des crédits correspondants. Une partie des dépenses est intervenue dès le mois de janvier 2015.

<sup>11</sup> 2,5% de ses ressources LFI et 2,6% de ses ressources prévisionnelles.

<sup>12</sup> 3,7 M€ pour l'INSERM (sur 10,55M€ initialement mis en réserve d'après le DPGCEP) ; 4 M€ pour le CEA (sur 15,97M€) ; 1,3 M€ pour l'IRSTEA (0,42 M€) ; 1 M€ pour le CIRAD (sur 2,42M€) ; 1,5 M€ pour l'IFREMER (sur 2,97 M€).



**Tableau n° 4 : Report de CP « pilotés » sur 2015 pour les programmes gérés par le MENESR (en M€)**

|                 | <b>150</b> | <b>231</b> | <b>172</b> | <b>187</b> | <b>193</b> | <b>Total</b> |
|-----------------|------------|------------|------------|------------|------------|--------------|
| <b>Montants</b> | 19,2       | 9,34       | 148,33*    | -          | 9,80**     | 186,67       |

Source : Cour des comptes, d'après données CBCM.

(\*) Contre 40 en 2013, dont la majeure partie porte sur le CNRS (127,3 M€) et le CEA, pour d'une part la contribution de la France au projet ITER (15,97 M€), et d'autre part le supercalculateur et les bâtiments G1G2 d'Evry (4 M€).  
(\*\*) Au titre de la contribution française au financement de l'ESA.

Pour les cinq programmes du MENESR, 186,67 M€ de CP sont ainsi « pilotés ». Un risque existe néanmoins, en cas de difficultés lors de la prochaine fin de gestion, de renouvellement, le cas échéant en montant croissant, de tels reports sur 2016.

La mission se caractérise en outre par des reports de charges récurrents sur certaines dépenses :

- Programme 231 : report de charges estimé à 56,7 M€ au titre des bourses sur critères sociaux et des aides au mérite (bourses et aides au mérite validées mais non payées sur la période de septembre à décembre et dossiers tardifs).
- Programme 150 : report de charges estimé à 31,5 M€ pour la « dette » du MENESR envers les établissements au titre de la loi TEPA<sup>13</sup>. En 2014, seuls 2 M€ ont été consacré à l'apurement de cette « dette ». Le ministère rembourse en priorité les établissements en difficultés financières.
- Programme 190 : sur le BOP AERO, report de 20,2 M€ de CP préenregistrés mais non comptabilisés en raison d'une insuffisance de crédits. Ce ratio est particulièrement surveillé compte tenu du niveau important des restes à payer et dans le contexte de décroissance des CP.
- Programme 142, la levée partielle de la réserve a permis de diminuer de 0,7 M€ la « dette » de l'Etat vis-à-vis des établissements

<sup>13</sup> La loi TEPA prévoyait que les rémunérations d'heures supplémentaires soient exonérées de l'impôt sur le revenu et ouvrent droit à une réduction des cotisations salariales de sécurité sociale. Chaque année, le MENESR a centralisé les déclarations des établissements sur les heures effectuées relevant de ce dispositif complexe. 41,8 M€ ont ainsi été remboursés entre 2010 et 2014. Cette disposition a été abrogée en août 2012, mais une « dette » du ministère de 31,5 M€ demeure.

d'enseignement supérieur agricole privés : il demeure encore un report de charge de 1,2 M€ à ce titre.

*Recommandation n° 6 : construire un schéma de résorption des reports de charges récurrents, liés d'une part aux établissements d'enseignement supérieur agricole privé sur le programme 142, d'autre part à la « dette » du MENESR envers les opérateurs du programme 150 au titre de la loi TEPA.*

## **D - L'exécution 2014 dans le budget triennal 2013-2015**

La LFI 2014 s'inscrit dans le cadre du budget triennal 2013-2015 et de la loi de programmation des finances publiques 2012-2017. L'exécution 2014 hors programmes « investissements d'avenir » (25,56 Md€ de CP) est inférieure à l'annuité prévue (25,74 Md€). Seule l'exécution du programme 231 dépasse l'annuité prévue, principalement du fait de la réforme des bourses (+112 M€).

Pour le programme 150, le surcoût lié au dispositif Sauvadet (+39 M€) a été plus que compensé par la minoration du CAS Pensions (-57 M€), des subventions à l'EPAURIF (-10 M€) et des dotations du Plan Campus (-13,5 M€). L'annuité est également inférieure pour les programmes 172, 187 et 193, en raison de la baisse des subventions aux opérateurs (-67 M€), de la minoration des contributions internationales (-5 M€) et des crédits destinés au pilotage et à l'animation du programme 172 (-7 M€).

## **II - Les grandes composantes de la dépense**

### **A - La masse salariale et la gestion des emplois**

#### **1 - L'évolution des emplois**

Le plafond d'emplois fixé par la LFI 2014 est de 9 377 ETPT pour le plafond ministériel du MENESR et de 250 228 ETP pour le plafond « opérateurs » de la mission. Le plafond d'emplois ministériel présente une exécution (8 423 ETPT), en baisse de 103 ETPT (-1,2 %) par rapport à l'exercice 2013.

Les emplois sous plafond des opérateurs, avec une exécution de 246 213 ETPT, s'affichent en recul de 0,3 % par rapport à l'exercice 2013. En intégrant les emplois hors plafond, la baisse est quasi nulle (- 23 ETPT, avec une exécution de 287 686 ETPT).

La décrue des emplois constatée en 2012 et 2013 pour les programmes de recherche du MENESR (cf. détail par opérateur en annexe n° 2) se confirme en 2014, avec une exécution de 78 158 ETPT, contre 78 878 en 2013, soit une baisse de 0,9 %. Dans le détail, on observe une diminution des emplois sous plafond (- 1,3 %) et une hausse des emplois hors plafond (+ 0,6 %).

Le programme 150, avec 183 493 ETPT consommés, présente une progression globale de 1032 ETPT (+ 0,6 %) dont la majorité (820) concerne les emplois hors plafond qui progressent ainsi de 3,4 %, tandis que les emplois sous plafond progressent plus légèrement (+ 0,1 %). Toutes les universités ayant accédé à l'autonomie en 2013, le mouvement de fongibilité asymétrique n'a concerné que deux écoles en 2014.

Les ETPT des opérateurs du programme 190 sont en diminution de 2,3 %, conformément au schéma d'emplois. En ce qui concerne le programme 142, pour lequel les emplois sous plafond augmentent, le MAAF a indiqué que le travail de fiabilisation de la répartition des emplois contractuels entre les catégories « sous-plafond » et « hors plafond » avait abouti à ce qu'un plafond d'emplois « opérateurs » modifié soit notifié en 2015 (1 215 ETPT au PLF 2015).

La gestion des emplois des opérateurs du programme 192, en recul de 0,8 % avec une exécution de 4 201 ETPT, diffère en fonction de leur statut juridique :

- l'IMT et SUPELEC disposent de la totalité de leurs effectifs et ressources sur leur budget ;

- les écoles des Mines et le GENES voient une grande partie de leurs effectifs rémunérés par les SCSP du programme 192, respectivement 60 % et 80 %. Par ailleurs, les élèves fonctionnaires des écoles des Mines sont pris en charge sur le programme 134 « *développement des entreprises et du tourisme* » et ne sont donc pas dans leur schéma d'emploi. A contrario, ceux du GENES (116 ETPT) sont inclus dans le schéma d'emplois du programme 192 alors que ces effectifs ne sont pas pilotés par le responsable du programme mais par celui du programme 220 « *statistiques et études économiques* ».

Si selon le ministère cette situation ne nuit pas au pilotage des effectifs par les établissements, il n'en demeure pas moins que le traitement hétérogène de la prise en charge des élèves fonctionnaires ne facilite pas la visibilité des effectifs et des schémas d'emplois du programme 192.

**Tableau n° 5 : Evolution des emplois des opérateurs de la MIREs**

|              | Emplois hors plafond (en ETPT) |               |                |             | Emplois sous plafond (en ETPT) |                |                |              | Total (hors et sous plafond) |                |                |             |
|--------------|--------------------------------|---------------|----------------|-------------|--------------------------------|----------------|----------------|--------------|------------------------------|----------------|----------------|-------------|
|              | Exéc.<br>2013                  | Exéc.<br>2014 | évol.<br>13-14 | en %        | Exéc.<br>2013                  | Exéc.<br>2014  | Evol.<br>13-14 | en %         | Exéc.<br>2013                | Exéc.<br>2014  | Evol.<br>13-14 | en %        |
| P.150        | 23 875                         | 24 695        | 820            | 3,4%        | 158 586                        | 158 798        | 212            | 0,1%         | 182 461                      | 183 493        | 1 032          | 0,6%        |
| P.231        | 44                             | 47            | 3              | 6,8%        | 12 081                         | 12 028         | -53            | -0,4%        | 12 125                       | 12 075         | -50            | -0,4%       |
| P.172        | 13 143                         | 13 200        | 57             | 0,4%        | 45 477                         | 44 707         | -770           | -1,7%        | 58 620                       | 57 907         | -713           | -1,2%       |
| P.187        | 1 923                          | 1 985         | 62             | 3,2%        | 15 612                         | 15 578         | -34            | -0,2%        | 17 535                       | 17 563         | 28             | 0,2%        |
| P.193        | 321                            | 298           | -23            | -7,2%       | 2 402                          | 2 390          | -12            | -0,5%        | 2 723                        | 2 688          | -35            | -1,3%       |
| P.190        | 157                            | 146           | -11            | -7,0%       | 4 567                          | 4 470          | -97            | -2,1%        | 4 724                        | 4 616          | -108           | -2,3%       |
| P.192        | 761                            | 764           | 3              | 0,4%        | 3 473                          | 3 437          | -36            | -1,0%        | 4 234                        | 4 201          | -33            | -0,8%       |
| P.191        | -                              | -             | -              | -           | 0                              | 0              | -              | -            | -                            | -              | -              | -           |
| P.186        | 9                              | 9             | 0              | 0,0%        | 1 113                          | 1 059          | -54            | -4,9%        | 1 122                        | 1 068          | -54            | -4,8%       |
| P.142        | 581                            | 329           | -252           | -43,4%      | 3 584                          | 3 746          | 162            | 4,5%         | 4 165                        | 4 075          | -90            | -2,2%       |
| <b>Total</b> | <b>40 814</b>                  | <b>41 473</b> | <b>659</b>     | <b>1,6%</b> | <b>246 895</b>                 | <b>246 213</b> | <b>-682</b>    | <b>-0,3%</b> | <b>287 709</b>               | <b>287 686</b> | <b>-23</b>     | <b>0,0%</b> |

Source : Cour des comptes d'après RAP et données des ministères.

## 2 - Le schéma d'emplois

L'orientation du schéma d'emplois, à la hausse ou à la baisse, n'est pas homogène au sein de la MIREs. Des suppressions d'emplois ont été demandées aux établissements relevant des ministères de l'écologie, de l'économie et de la culture et leur plafond d'emplois a été réduit par rapport à 2013<sup>14</sup>.

Les opérateurs relevant du MENESR et du MAAF ont en revanche été exonérés de suppressions d'emplois et leur plafond n'a pas été modifié. Il a même été relevé pour les opérateurs des programmes 150 et 142, le schéma d'emplois prévoyant la création de 1 000 ETP supplémentaires (980 sur le programme 150 et 20 sur le programme 142) et le financement en année pleine des emplois créés en 2013.

La Cour a constaté lors de ses enquêtes que les universités se montraient prudentes sur les créations d'emplois de titulaires, et étaient libres d'utiliser les crédits supplémentaires pour financer des emplois contractuels, leur GVT solde ou leur CAS *Pensions*. Le plafond d'emplois Etat notifié par le MENESR est donc largement surdimensionné, ce qui tend à le vider de toute signification.

Faute de pouvoir disposer des flux d'entrées et de sorties des personnels, les données de la paye à façon transmises par le CBCM vont dans ce sens. Elles font apparaître une augmentation de 1 280 ETP payés par les opérateurs du programme 150 entre décembre 2013 et décembre 2014, qui résulte :

- d'une augmentation de 503 ETP des effectifs BIATSS. Ceux-ci enregistrent une augmentation de 1 036 ETP titulaires et une diminution de 533 ETP non titulaires, principalement liée à l'impact du dispositif Sauvadet.
- d'une augmentation de 777 ETP des effectifs enseignants. Celle-ci tient toutefois uniquement à la croissance des emplois contractuels : les emplois non titulaires augmentent de 1 026 ETP tandis que les emplois titulaires diminuent de 249 ETP.

## 3 - L'évolution de la masse salariale

Les principaux facteurs qui ont impacté la masse salariale en 2014 sont la revalorisation des grilles indiciaires des agents de catégorie B et C, la poursuite des titularisations prévues par la loi Sauvadet et la baisse du

---

<sup>14</sup> -116 ETPT pour le p. 190, -23 ETPT pour le p. 192 et -30 ETP pour le p. 186.

taux des cotisations patronales au titre des allocations familiales (passage de 5,40 % en 2013 à 5,25 % en 2014). Le MENESR a également financé la revalorisation du régime indemnitaire des personnels BIATSS.

La plupart des programmes de la MIREs ne sont pas dotés de titre 2, à l'exception des programmes 150, 192 et 142. La masse salariale est donc essentiellement financée au niveau des opérateurs.

## B - Les autres dépenses de fonctionnement

Les crédits de catégorie 31 représentent moins de 0,2 % des CP exécutés en 2014 hors PIA. Leur évolution sur la période 2012-2014 est retracée en annexe n° 3.

## C - Les dépenses d'intervention

Quatre programmes (231, 172, 193 et 192) comptent plus de 15 % de dépenses d'intervention. Celles-ci représentent même 83 % des crédits du programme 231 et 68 % des crédits du programme 192. Les dépenses par catégorie figurent en annexe n°4.

### 1 - Une meilleure budgétisation des bourses et du dispositif « Jeunes entreprises innovantes » malgré un report de charges

#### a) Les bourses sur critères sociaux et les aides au mérite

Sur le programme 231, l'exécution des bourses sur critères sociaux est proche de la prévision de la LFI. Le constat d'une budgétisation plus sincère, formulé dans le cadre de la note d'exécution budgétaire 2013, peut donc être renouvelé.

**Tableau n° 6 : Prévision et exécution des crédits liés aux BCS et aux aides au mérite (en M€)**

|                              | Prévision LFI 2014 | Dépense constatée | Ecart |
|------------------------------|--------------------|-------------------|-------|
| Bourses sur critères sociaux | 1 901,89           | 1 902,10          | 0,21  |
| Aides au mérite              | 42,30              | 53,30             | 10,00 |
| Bourses de mérite            | 0,1                | 0,06              | 0,04  |
| <b>Total</b>                 | 1 944,29           | 1 955,46          | 10,25 |

Source : Cour des comptes, d'après données CBCM.

Ce constat doit toutefois être nuancé par le report de charges sur 2015, évalué à 56,7 M€, contre 57,5 M€ en 2013 et 33,1 M€ en 2012.

Une partie de ce report est liée aux dossiers déposés tardivement par les étudiants, qui n'ont pas pu être traités avant le 31 décembre (19,9 M€ selon le MENESR). L'importance des montants des deux dernières années tient aussi aux réformes intervenues à la rentrée universitaire<sup>15</sup>. La LFI 2014 a pu en absorber une partie à hauteur de 47 M€, mais les rectorats ont encore manqué de crédits en décembre, malgré le dégel total de la réserve de précaution, et ont dû prioriser les derniers versements. Le report de charges lié aux dossiers traités avant le 31 décembre mais non payés s'élève ainsi à 36,8 M€.

Le report lié aux aides au mérite a par ailleurs été plus important que prévu (16,7 M€ sur l'ensemble du report de charges), car la LFI 2014 prévoyait la mise en extinction de cette aide. Or, le Conseil d'Etat, dans une ordonnance du 17 octobre 2014, a suspendu l'application des dispositions de la circulaire du 2 juillet 2014 entérinant cette suppression et l'aide au mérite a été rétablie tardivement en fin d'année. Ce revirement aura un impact sur la gestion 2015, la dotation de la LFI 2015 (28,1 M€) ayant été calibrée en prenant comme hypothèse l'extinction du dispositif.

La réforme des bourses a eu un impact sur le programme 142, qui porte les aides destinées aux étudiants de l'enseignement supérieur agricole. Cet impact n'a pas été budgété en 2014. La première vague de réformes (rentrée 2013-2014) a fait l'objet d'un ajustement dans le cadre de la LFI 2015. Concernant la seconde vague (rentrée 2014-2015), il est envisagé que son financement en 2015 soit à nouveau assuré par la réserve, ou par un transfert depuis le programme 231, et qu'il fasse l'objet d'une budgétisation dans le cadre du PLF 2016.

*b) Le dispositif « Jeunes entreprises innovantes » (JEI)*

Les dépenses d'intervention du programme 192 comprennent une majorité de dépenses discrétionnaires, ainsi que des dotations réglementées dont fait partie le dispositif JEI. Dans la note d'exécution budgétaire 2013, la Cour avait observé que « *le dispositif JEI faisait l'objet d'une dotation initiale insuffisante au regard de l'exécution* ». La dotation en LFI 2014 connaît une hausse importante (+57 %) compte tenu

---

<sup>15</sup> Pour la rentrée 2014-2015, extension du bénéfice de l'échelon 0 bis à 77 500 nouveaux étudiants et création de de 1 000 allocations supplémentaires pour les étudiants en situation d'autonomie avérée.

d'une part, de la suppression de la dégressivité de l'exonération des charges sociales qui pénalisait les entreprises en croissance et d'autre part, de l'élargissement de l'assiette des dépenses éligibles à certaines dépenses d'innovation. L'exécution 2014 s'est avérée légèrement inférieure à la prévision, contrairement à la crainte d'insoutenabilité soulevée par le CBCM en début d'année.

## **2 - Les annulations de crédits expliquent une réduction des dépenses d'intervention des programmes 172 et 193.**

Les dépenses d'intervention, représentent 18,8 % des CP exécutés sur le programme 172 et 59,6 % sur le programme 193. Pour ces deux programmes, l'exécution 2014 est en baisse de 39,62 M€ (- 2,3 %). Cette évolution, qui prolonge sur le triennal le mouvement observé l'année précédente (- 8 %), s'explique principalement par les annulations pratiquées en LFR et décret d'avance, en particulier sur les crédits de l'ANR<sup>16</sup>.

Les annulations de crédits de l'agence ne se sont pas traduites en 2014 par des difficultés de paiement, son niveau de trésorerie s'élevant à 154,85 M€ au 31 décembre 2014<sup>17</sup>. Les ministères chargés de la recherche et du budget écartent également tout risque de trésorerie en gestion 2015<sup>18</sup>. Toutefois, si la budgétisation continuait de ne pas être ajustée aux besoins réels, l'agence est susceptible de connaître, après 2015, une insuffisance de CP par rapport aux obligations de couverture des AE en cours.

Dès 2013, anticipant la baisse de ses crédits, l'ANR avait modifié son régime de financement et étalé ses paiements sur une année supplémentaire. Les ministères indiquent également avoir mis en place à ce sujet un suivi particulier avec l'agence. Le travail de fiabilisation des besoins se serait ainsi poursuivi en 2014, malgré la restructuration en cours de la gouvernance de l'ANR, dans le cadre nouveau fixé par le décret n° 2014-365 du 24 mars 2014<sup>19</sup>. Ce suivi devrait permettre de

---

<sup>16</sup> Cf. partie I. C. 1. a) ci-dessus, relative aux annulations de crédits.

<sup>17</sup> Contre 352,11 M€ un an plus tôt et 620,49 M€ fin 2012.

<sup>18</sup> Le niveau de trésorerie estimé fin 2015, fondé sur une prévision de décaissements de 724,31 M€, est de 10,35 M€.

<sup>19</sup> Modifiant le décret n° 2006-963 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant organisation et fonctionnement de l'Agence nationale de la recherche



mieux identifier les besoins prévisionnels en décaissements, les prévisions actuelles étant affectées de fortes incertitudes<sup>20</sup>.

Concernant les AE, la LFI 2015 marque un arrêt du mouvement de baisse des crédits initié en LFI 2008<sup>21</sup>, de nature à contenir la progression du risque, identifié par la Cour<sup>22</sup>, de baisse des taux de succès et des montants unitaires des projets de recherche financés. En outre et afin également d'alléger la charge des réponses aux appels à projets pour les candidats, l'ANR a revu ses processus de sélection, en simplifiant le contenu des dossiers demandés en première instance. Dans le contexte de baisse substantielle, depuis 2008, des financements nationaux sur appel à projet<sup>23</sup> au profit de crédits récurrents, il a enfin été demandé à l'ANR de mettre en place la programmation opérationnelle des grandes priorités issues de la stratégie nationale de recherche, en s'appuyant sur les alliances. Il conviendra d'examiner les résultats de cette réflexion.

## D - Les dépenses d'investissement

Les crédits de titre 5 sont principalement liés aux opérations immobilières financées sur les programmes 150, 231 et 186. Elles correspondent au financement d'opérations CPER et à quelques projets hors CPER.

**Tableau n° 7 : Evolution des dépenses d'investissement (en M€)**

|              | Exécution 2012 |               | Exécution 2013 |               | LFI 2014    |               | Exécution 2014 |              |
|--------------|----------------|---------------|----------------|---------------|-------------|---------------|----------------|--------------|
|              | AE             | CP            | AE             | CP            | AE          | CP            | AE             | CP           |
| <b>P.150</b> | 73,75          | 103,77        | 81,49          | 101,35        | -           | 111,12        | 96,14          | 82,61        |
| <b>P.231</b> | 16,96          | 8,48          | 2,45           | 8,69          | -           | 9,59          | 14,82          | 5,09         |
| <b>P.172</b> | 0,00           | 0,05          | -              | -             | -           | -             | -              | -            |
| <b>P.186</b> | 0,75           | 0,38          | 0,29           | 0,64          | -           | -             | 1,15           | 0,81         |
| <b>Total</b> | <b>91,46</b>   | <b>112,68</b> | <b>84,23</b>   | <b>110,68</b> | <b>0,00</b> | <b>120,71</b> | <b>112,11</b>  | <b>88,51</b> |

Source : Cour des comptes, d'après données ministères.

<sup>20</sup> Liées à l'impact de la récente réorganisation de l'ANR sur sa capacité à décaisser rapidement sur les millésimes d'appels à projets les plus récents. Concernant les millésimes les plus anciens, des doutes subsistent sur le solde d'engagements restant à couvrir.

<sup>21</sup> Concrétisé, à compter de la préparation de la LFI 2013, par une volonté affichée de diminuer la part des crédits publics sur appels à projets au profit des crédits récurrents.

<sup>22</sup> Cour des comptes, Rapport public thématique « *Le financement public de la recherche : un enjeu national* ». La Documentation française, Juin 2013.

<sup>23</sup> - 336,62M€ en AE et -251,66 M€ en CP pour les montants de crédits effectivement délégués à l'ANR entre 2008 et 2014, soit une baisse respective de 39,6% et 35,9%.

Les CP sont en diminution depuis 2011 sur le programme 150, qui regroupe l'essentiel des crédits d'investissement, tandis que les AE continuent d'augmenter. Sur le périmètre de la MIREs, 52 projets d'investissement ont été recensés au titre du décret du 23 décembre 2013, pris en application de la LPFP 2012-2017, qui prévoit que les projets d'investissement dont le financement apporté par l'Etat ou ses établissements publics est au moins égal à 20 M€ font l'objet d'une évaluation socio-économique.

### 1 - L'achèvement du CPER 2007-2013

Les projets du CPER 2007-2013 ont bénéficié d'une dotation d'AE de 103 M€ en 2014, au titre de l'année de prolongation, grâce à un report de crédits sur le programme 150. Cette enveloppe a permis d'améliorer l'exécution en AE du CPER, tout en restant loin des 100 % (78 % fin 2014 contre 73 % fin 2013).

**Tableau n° 8 : Suivi de l'exécution du CPER en AE affectées (en M€)**

| Suivi de l'exécution (en M€)                                     | P150           | P231         | Cas<br>immobilier | TOTAL          | Poids annuel<br>dans l'exécution<br>du CPER | Taux<br>d'exécution<br>cumulé |
|--|----------------|--------------|-------------------|----------------|---|-------------------------------|
| <i>Total part Etat du volet<br/>immobilier enseignement sup.</i> | 1936,12        | 168,7        | 16,7              | 2 121,52       |   |                               |
| Exécution 2007   | 139,7          |              |                   | 139,7          | 6,6 %                                       | 6,6 %                         |
| Exécution 2008   | 182,2          | 20,0         | 10,0              | 212,2          | 10,0 %                                      | 16,6 %                        |
| Exécution 2009<br>(y. c. plan de relance)                        | 395,4          | 36,9         | 0                 | 432,3          | 20,4%                                       | 37,0 %                        |
| Exécution 2010   | 257,1          | 25,0         | 6,7               | 288,7          | 13,6 %                                      | 50,6 %                        |
| Exécution 2011   | 122,0          | 13,9         | 0                 | 135,9          | 6,4 %                                       | 57,0 %                        |
| Exécution 2012   | 144,3          | 19,7         | 0                 | 164,0          | 7,7 %                                       | 64,7 %                        |
| Exécution 2013   | 167,8          | 11,1         | 0                 | 178,9          | 8,4%  | 73,1%                         |
| Exécution 2014   | 103,2          | 0            | 0                 | 103,2          | 4,9 %                                       | 78,0 %                        |
| <b>TOTAL</b>   | <b>1 511,7</b> | <b>126,6</b> | <b>16,7</b>       | <b>1 655,0</b> | <b>78,0 %</b>                               | <b>78,0 %</b>                 |

Source : MENESR

Les crédits ouverts en LFI sur le programme 150 s'appuient sur un échéancier théorique de décaissement sur quatre ans de 10%/25%/45%/20%. L'exécution des projets depuis 2008 s'est faite en réalité plus lentement, sur une durée de cinq ou six ans. En cours d'année, la DGESIP réalise une enquête auprès des rectorats sur les besoins actualisés en CP au titre des opérations CPER, afin de procéder à des ajustements d'enveloppes.

## **2 - Les opérations réalisées dans le cadre du Plan Campus**

A la différence des CPER, les investissements du Plan Campus sont financés en majorité par des crédits extrabudgétaires (dotation en capital de 5 Md€) avec des appels à projets non territorialisés. Le suivi annuel des CP est effectué par l'ANR, qui assure les décaissements sur instructions du MENESR. Dix sites ont été retenus, qui se sont vus attribuer la dotation non consommable de 5 Md€.

L'opération Campus a ensuite été étendue à 11 projets financés sur crédits budgétaires, pour une enveloppe prévisionnelle de 455 M€<sup>24</sup>. Le programme 150 finance également à hauteur de 150 M€ une partie de l'investissement sur le Campus du Mirail. Les opérations sur crédits budgétaires ont peu avancé en 2014, suite à la réorientation de projets initialement prévus en PPP vers des opérations en maîtrise d'ouvrage publique (MOP). Le taux d'exécution de l'enveloppe prévisionnelle de CP est de 80 % mais le taux d'engagement de l'enveloppe d'AE n'est que de 33 % (cf. annexe n° 5).

Les AE liées aux PPP de Toulouse Le Mirail et UEB campus numérique ont été engagées conformément aux prévisions. Seuls trois chantiers en MOP ont été lancés : Clermont CRBC, Nantes Tertre et Dauphine. La LPFP 2012-2017 permet aux universités d'emprunter auprès de la Banque européenne d'investissement (BEI), afin d'accélérer le lancement des opérations. Le déploiement du dispositif ne commencera toutefois qu'en 2015.

Le périmètre des PPP financés sur crédits budgétaires ne recoupe que partiellement celui du Plan Campus : quatre contrats qui génèrent des décaissements ne relèvent pas de cette opération<sup>25</sup>. Le tendancier actualisé des engagements et décaissements liés aux PPP et aux opérations conduites en MOP (Plan Campus et hors Plan Campus) figure en annexe n° 6.

## **3 - La difficile consolidation des crédits consacrés à l'immobilier universitaire**

L'action n°14 « immobilier » du programme 150 « *regroupe les moyens humains et financiers que l'Etat consacre à la politique*

---

<sup>24</sup> Université de Lille et université de Lorraine (Campus), Paris-Est, UEB, Clermont-Ferrand, Nantes, Nice (Campus prometteurs), Cergy-Pontoise, Dijon, Le Havre, Valenciennes (Campus innovants).

<sup>25</sup> Paris 4 Clignancourt, Paris VII, Versailles-St-Quentin, MNHN.

*immobilière des établissements d'enseignement supérieur sous sa tutelle* »<sup>26</sup>. Cette action inclut les crédits d'investissement consacrés aux projets CPER et hors CPER (titre 5), les dotations en fonds propres versées aux établissements (titre 7), quelques dépenses de fonctionnement courant (catégorie 31) et les subventions versées au titre de la maintenance et de la logistique immobilière intégrées dans le modèle SYMPA, des crédits de mise en sécurité et de la contribution aux universités bénéficiant de la dévolution du patrimoine (catégorie 32).

A cette action doivent être ajoutés les fonds de concours apportés par les autres collectivités publiques dans le cadre du CPER. Il existe en outre des recoupements entre les opérations réalisées dans le cadre du CPER et celles du Plan Campus.

Comme les CP du titre 5, les CP du titre 7 sont en diminution sur le programme 150, passant de 289 M€ en 2013 à 221 M€ en 2014 (données Chorus). L'investissement insuffisant dans l'immobilier universitaire constitue une source de risque financier à terme. L'imputation de la part de SCSP allouée à la maintenance et à l'immobilier est purement indicative et ne reflète pas la réalité des crédits ouverts par les universités pour ces deux postes. Il est difficile de connaître les montants alloués à l'entretien et à la rénovation de leur patrimoine, en raison de la définition différente de la notion de « maintenance » adoptée par chaque établissement, qui peut inclure selon les cas des dépenses de fonctionnement ou d'investissement<sup>27</sup>. Il en va de même pour les dépenses de « logistique immobilière ».

## **E - Les opérateurs**

La mise en œuvre de la MIREs repose principalement sur des opérateurs. Les dotations qui leur sont destinées ou qui transitent par eux représentent 85 % des crédits exécutés hors PIA. Le paysage des opérateurs évolue chaque année. Plusieurs établissements du programme 150 ont fusionné ou se sont scindés au 1<sup>er</sup> janvier 2014 pour aboutir à la création de l'Université de Bordeaux (fusion de Bordeaux I, II et IV), de l'INSA Centre Val de Loire et de l'ENS de Rennes.

---

<sup>26</sup> Projets annuels de performances de la MIREs.

<sup>27</sup> La norme Afnor NF X 60-010 définit cinq « niveaux de maintenance » allant des travaux de réglages simples à des travaux importants de rénovation-reconstruction-réparations.

## 1 - La participation à la réduction des dépenses publiques

### *a) Le secteur prioritaire de l'enseignement supérieur*

Les opérateurs du programme 150 ont contribué à la réduction des dépenses publiques à travers une économie sur leur dotation de fonctionnement. Pour les universités passées aux RCE, celle-ci s'établit à -27,6 M€ par rapport à 2013. Leur subvention totale n'a cependant pas diminué en raison de l'augmentation des crédits de masse salariale (+55,9 M€ par rapport à 2013). Au total, les notifications de crédits ont augmenté de 0,2 %. Les tableaux retraçant l'évolution des dotations versées aux universités RCE depuis 2012 figurent en annexe n° 7.

A l'inverse, pour le programme 231 où l'effort financier porte principalement sur les bourses, la SCSP versée au réseau des œuvres universitaires et scolaires a fait l'objet d'une économie de 10 M€. Les établissements du programme 192 ont vu leur SCSP diminuer de 5 %.

La SCSP globale des établissements d'enseignement supérieur agricole du programme 142 est passée de 63,4 M€ en 2013 à 66,8 M€ en 2014 (+5 %). Le MAAF souligne que cette augmentation est liée au versement d'une subvention exceptionnelle de 5 M€ à l'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort, qui connaît des difficultés financières.

### *b) Les opérateurs de la recherche*

Pour la plupart des opérateurs des programmes recherche du MENESR, les SCSP ont été impactées par des mesures d'économie de fonctionnement au PLF 2014, dont le montant peut être apprécié par la baisse globale des budgets de fonctionnement votés en 2014, de 150,21 M€<sup>28</sup> pour les EPST et 20,11 M€ pour les EPIC<sup>29</sup>. Au total pour les trois programmes 172, 187 et 193 hors ANR, les budgets des opérateurs (établissements, fondations et GIP) votés en 2014 se contractent de 90,45 M€ par rapport à 2013, résultat d'une baisse de 123,43 M€ des budgets de fonctionnement et d'une progression de 35,11 M€ de la masse salariale (cf. annexe n°8).

Pour le ministère, il importe que ces économies soient portées largement par les fonctions support, afin que les moyens dévolus aux

---

<sup>28</sup> Dont 139,30M€ pour l'ensemble CNRS, INSERM, INRIA, INED (P. 172) et 10,91M€ pour l'ensemble INRA, IRD, IRSTEA (P. 187).

<sup>29</sup> Dont une contraction de 99,74 M€ (-9,2%) pour le CNES et une progression de 123,30 M€ pour le CEA civil.

laboratoires soient préservés. Des pistes de réflexion concernant les mesures d'économies de fonctionnement figurent au rapport de mai 2014 sur l'implantation territoriale des organismes de recherche et perspectives de mutualisation entre organismes, réalisé par l'IGAENR et l'IGF. Par ailleurs, le suivi des schémas pluriannuels de stratégie immobilière (SPSI) avec l'appui de France Domaine doit également permettre un meilleur pilotage immobilier, porteur d'économies.

### *c) La notification des crédits*

Les subventions versées aux opérateurs de la MIRES ont été notifiées nettes de la réserve de précaution en 2014, conformément aux dispositions prévues par l'article 67 du décret GBCP. La pratique varie cependant entre la DGESIP et la DGRI. Depuis 2014 la DGRI ne notifie plus de montant de réserve aux organismes de recherche, dans la mesure où celle-ci est gérée de manière globalisée au niveau de chaque programme.

A l'inverse les notifications adressées par la DGESIP aux opérateurs du programme 150 mentionnent toujours le montant de la réserve. La connaissance de la réserve « appartenant » à chaque opérateur accroît la pression exercée sur le ministère pour dégeler les crédits en fin de gestion. La notification prévisionnelle de crédits a été adressée aux établissements le 12 décembre 2013, après le vote de leur budget initial.

## **2 - L'allocation des moyens et le suivi des opérateurs du programme 150**

### *a) L'allocation des moyens*

Le modèle d'allocation des moyens SYMPA n'a pas été modifié en 2014. A côté du modèle, des dispositifs *ad hoc* sont financés pour les actions dites « spécifiques » (IUF, contrats doctoraux, Campus d'été...), les remboursements sur justificatif (CNU, remboursements au titre de la loi TEPA...) ou les crédits délégués après enquête auprès des établissements (mise en sécurité, accompagnement du handicap...). Cela se traduit par l'envoi de nombreuses notifications complémentaires.

La Cour des comptes a adressé le 3 novembre 2014 un référé sur l'allocation des moyens de l'Etat aux universités.

Un nouveau modèle, baptisé MODAL, devrait s'appliquer en 2015 aux écoles d'ingénieur. Ce modèle devrait intégrer la masse salariale. Le mécanisme « d'excédent d'initialisation » et l'enveloppe « pour emplois manquants » devraient être supprimés. 70 % de la masse salariale seront

néanmoins sanctuarisés, la critérisation d'activité et de performance ne jouant que sur le solde « *afin de ne pas remettre en cause les différences historiques de dotation entre établissements* » selon le ministère. Son application aux universités n'a pas encore été décidée.

La réforme du dispositif de compensation de l'exonération des droits d'inscription des étudiants boursiers a par ailleurs été initiée en 2014. Le ministère vise à compenser l'exonération des droits en fonction du nombre réel d'étudiants concernés, et non plus dans le cadre d'une compensation théorique comme c'était le cas dans le modèle SYMPA. Cette réforme doit s'effectuer progressivement sur quatre ans : en 2014, aucun établissement n'a vu sa subvention baisser, grâce à une dotation exceptionnelle<sup>30</sup>.

#### *b) Le suivi des crédits alloués*

Les universités peuvent aussi recevoir des crédits du programme 231, des crédits d'investissement (CPER ou Plan Campus), des crédits du PIA, ainsi que des ressources propres à travers leurs unités mixtes de recherche. Les fondations ont également tendance à se multiplier, sous différentes formes.

A la suite de la réorganisation du MENESR intervenue en avril 2014, la DGESIP a récupéré la gestion de la masse salariale des opérateurs RCE, auparavant prise en charge par la DAF, soit plus de 10 Md€. Cette réorganisation vise à assurer une vision consolidée des financements alloués aux établissements : une sous-direction du financement de l'enseignement supérieur a été créée, qui regroupe les départements de la synthèse budgétaire, de l'allocation des moyens et de l'analyse financière. La gestion des crédits liés aux contrats de sites et à l'immobilier (y compris Plan Campus) relève de deux autres sous-directions. Les trois sous-directions sont regroupées sous un service de la stratégie de contractualisation, du financement et de l'immobilier.

La DAF a également été réorganisée, avec la création d'un bureau du budget de la mission « recherche et enseignement supérieur » qui assure l'unité de traitement des documents budgétaires.

En ce qui concerne le PIA, les documents budgétaires font apparaître les crédits déclarés par chaque bénéficiaire final, mais sans que

---

<sup>30</sup> Une dotation complémentaire est prévue en 2015 au titre de la compensation des droits de scolarité dont sont exonérés les enseignants stagiaires inscrits dans les écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ESPE).

le MENESR puisse les rattacher à un projet<sup>31</sup>. L'infocentre déployé par l'ANR depuis 2013 permet de réaliser des synthèses détaillées du PIA par action et par projet. Le MENESR a désormais une bonne vision des versements effectués aux établissements coordinateurs. Il ne dispose pas encore d'une visibilité sur les dépenses effectuées par les bénéficiaires finaux par projet, en raison du choix fait initialement de ne signer de convention qu'avec l'établissement coordinateur, qui a orienté la conception de l'infocentre de l'ANR.

Le relevé de dépenses transmis annuellement à l'ANR par les établissements bénéficiaires a cependant été modifié récemment pour intégrer les flux financiers entre établissements coordinateurs et bénéficiaires finaux. La réunion d'un groupe de travail est prévue en 2015 pour permettre à l'ANR et à la DGESIP d'obtenir les informations nécessaires à la synthèse des crédits extrabudgétaires.

*Recommandation n°7 : intensifier le travail engagé pour assurer la traçabilité de l'utilisation des crédits extrabudgétaires et des bénéficiaires finaux de ces crédits.*

### *c) Le contrôle budgétaire des opérateurs*

Le contrôle reste partagé entre la DGESIP et la DAF. Les tableaux de bord de suivi de la situation des établissements développés en 2013 ont été enrichis en 2014 des données relatives aux notifications en emplois, aux notifications de masse salariale, et des données budgétaires (résultat, capacité d'autofinancement et fonds de roulement) déclarées par les contrôleurs budgétaires académiques. Au-delà de l'information financière présentée au moyen de neuf indicateurs financiers, cet outil comporte une analyse des principaux déterminants de la masse salariale<sup>32</sup>.

Conformément aux recommandations de la Cour, le PAP 2015 fait apparaître un tableau des opérateurs du programme 150. Ce tableau a été étoffé et présente, pour chaque établissement, les moyens notifiés, le plafond d'emplois, le budget en dépenses et en recettes, le résultat, le fonds de roulement ainsi que le nombre d'étudiants inscrits.

Dans le cadre du dispositif de suivi, d'alerte et d'accompagnement lancé à la rentrée 2012, la DGESIP a développé une grille d'alerte

<sup>31</sup> A noter que ce recensement a été étendu pour la première fois dans le PAP 2014, aux établissements d'enseignement supérieur du programme 192.

<sup>32</sup> Ces tableaux reposent sur deux systèmes d'informations : Cofisup compte financier pour la partie finance et OREMS pour la partie masse salariale. Cofisup est cependant alimenté par le portail EPN, qui pose quelques problèmes de fiabilité des données.



permettant d'identifier les établissements en situation financière préoccupante. Cette grille permet de qualifier les établissements en quatre niveaux de risques, en fonction de six indicateurs principaux (personnel/produits encaissables, taux de personnels permanents, CAF/investissements, évolution de la masse salariale, résultat déficitaire, fonds de roulement inférieur à 30 jours, trésorerie inférieure à 30 jours)<sup>33</sup>.

Les services du CBCM ont développé leur propre grille d'alerte, classant les établissements en fonction de huit indicateurs : budget prévisionnel déficitaire, résultat déficitaire, insuffisance d'autofinancement, fonds de roulement inférieur à 30 jours, trésorerie inférieure à 30 jours, diminution des recettes, augmentation des emplois et de la masse salariale. Les établissements classés en niveau 1 et 2 ne recoupent pas exactement ceux de la grille de la DGESIP. La réponse apportée par le CBCM est que celle-ci utilise le budget agrégé pour son analyse financière (universités et composantes) et le CBCM le budget consolidé (universités, composantes et services interuniversitaires).

Le nombre d'opérateurs RCE ayant accusé un déficit en 2013 s'est réduit par rapport à l'année précédente. Par ailleurs, 12 opérateurs ont présenté un budget 2014 en déséquilibre, contre 25 pour le budget 2013. Les cas de Paris 1 et Paris 13, en déficit pour la quatrième année consécutive, doivent toutefois être relevés. Hors opérateurs RCE, la situation financière critique de l'IEP de Grenoble a donné lieu au versement d'un complément de SCSP en fin d'exercice 2014.

**Tableau n° 9 : Opérateurs RCE en déficit entre 2011 et 2013**

|             |   |
|-------------|---|
| <b>2011</b> | 19 opérateurs: Aix Marseille 1, <a href="#">Angers</a> , Bordeaux 2, <a href="#">Clermont Ferrand 2</a> , EHESS, ENS Chimie, Evry, INP Lorraine, INSA Strasbourg, Lyon 2, <a href="#">Nancy 1</a> , Nancy 2, <a href="#">Pau</a> , <a href="#">Le Havre</a> , <a href="#">Rennes 1</a> , <a href="#">Paris 1</a> , <a href="#">Paris 6</a> , Paris 11, <a href="#">Paris 13</a> |
| <b>2012</b> | 16 opérateurs: <a href="#">Bordeaux 2</a> , Bordeaux 4, Caen, <a href="#">Evry</a> , Le Mans, Lorraine, Marne la Vallée, Montpellier 2, Montpellier 3, <a href="#">Mulhouse</a> , <a href="#">Paris 1</a> , Paris 5, <a href="#">Paris 6</a> , <a href="#">Paris 13</a> , Rouen, Versailles St Quentin  |
| <b>2013</b> | 10 opérateurs: <a href="#">Bordeaux</a> , <a href="#">Clermont-Ferrand 2</a> , École centrale Paris, Grenoble 1, INP Grenoble, <a href="#">Marne la Vallée</a> , <a href="#">Montpellier 3</a> , <a href="#">Paris 1</a> , <a href="#">Paris 13</a> , <a href="#">Versailles St Quentin</a> .   |

Source : Cour des comptes, d'après données NEB 2012, 2013 et 2014 - En bleu,

33 Niveau 1: situation très dégradée, difficultés financières avérées, risque d'insoutenabilité à court / moyen terme - Niveau 2: situation dégradée ou tendance à la dégradation, risque d'insoutenabilité à moyen terme - Niveau 3: identification d'une situation fragile ou de tendances à la dégradation - Niveau 4: un indicateur dégradé et / ou situation particulière.

établissements en double déficit - en vert, établissements en triple déficit - en rouge, établissements en quadruple déficit.

### 3 - L'allocation des moyens et le suivi des autres opérateurs

#### a) Les opérateurs des programmes 172, 187 et 193

Certains opérateurs expliquent une partie de leurs difficultés financières par la mise en œuvre du décret GBCP et des règles nouvelles en matière de pilotage ou de comptabilité, qui imposeraient une révision des systèmes d'information.

Cette problématique serait en particulier marquée pour les EPIC. Ainsi, l'IFREMER présente un modèle économique fragilisé pour diverses raisons : coût de la refonte du progiciel de gestion intégrée, besoins chroniques d'investissement, nécessité de mettre en place des mécanismes de régulation de la demande des donneurs d'ordre, pour le recours à des activités d'expertise et de surveillance non financées.

#### b) Les opérateurs du programme 142

Le renouvellement de la contractualisation avec les établissements d'enseignement supérieur agricole est en cours, les contrats d'Agro Paris Tech et de Bordeaux Sciences Agro ont été signés en 2013. Les autres projets ont été suspendus dans l'attente des arbitrages consécutifs aux évolutions législatives récentes<sup>34</sup> mais le processus a été relancé avec la signature fin 2014 des contrats de l'ENVVT et de l'ENGEES.

Les difficultés budgétaires de plusieurs établissements doivent être soulignées. Tels sont en particulier les cas de Montpellier Sup Agro et de l'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort pour laquelle 5 M€ de CP ont été provisionnés en 2013 et reportés en 2014 pour éviter une cessation de paiement. Par ailleurs, 88,6 M€ d'AE inscrites en 2013 pour le projet de déménagement à Saclay d'Agro Paris Tech ont été reportées en 2014 (et le sont pour 2015).

L'ENSP et Vet Agro Sup ont présenté un budget 2014 en déséquilibre de fonctionnement. AgroSup Dijon, l'ENFA, l'ENSP, l'ENVA, Montpellier Sup Agro et ONIRIS ont accusé un déficit en

---

<sup>34</sup> Modalités d'application de la loi du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche, qui prévoit que le MENESR « assure, conjointement avec les autres ministres concernés, la tutelle des établissements d'enseignement supérieur relevant d'un autre département ministériel » et de la loi du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt.

2013 ; l'ENFA, l'ENSP, l'ENVA, Montpellier Sup Agro et ONIRIS ont même accusé un double déficit en 2012 et 2013. Agro Campus Ouest et ONIRIS présentent un budget 2015 en déséquilibre de fonctionnement.

*c) Opérateurs du programme 186*

Le contrat de performance 2012-2014 entre l'Etat et Universciences est arrivé à échéance fin 2014. En raison du renouvellement de la gouvernance de l'établissement en début d'année 2015, il a été choisi de remettre au premier semestre 2015 l'élaboration d'un nouveau contrat pour la période 2015-2017.

## **F - Les dépenses fiscales**

### **1 - De nombreux dispositifs d'importance très inégale**

Comme en 2013, la MIREs compte en 2014 seize dépenses fiscales rattachées à titre principal et huit rattachées à titre secondaire, pour un total estimé de 9,29 Md€<sup>35</sup> (cf. annexe n° 9). Cette stabilité apparente résulte du double mouvement de suppression en 2014 de la dépense « Provision pour reconstitution des gisements d'hydrocarbures » rattachée au programme 190 et du rattachement au programme 192 du crédit d'impôt en faveur de l'innovation. Les modifications notables concernent le crédit d'impôt en faveur de la recherche (CIR).

En 2015, l'exonération des plus-values de cession de titres de jeunes entreprises innovantes ou de jeunes entreprises universitaires, arrive à échéance.

Trois dépenses fiscales, rattachées à titre principal ou accessoire à la mission, ont fait l'objet en 2014 d'une évaluation en application de l'article 18 de la loi de programmation des finances publiques pour les années 2012 à 2017, exclusivement sur le programme 192. Ces études ont été conduites par la DGE et la direction du budget.

Au-delà des études relevant de l'article 18 précité, peu nombreuses s'agissant du MENESR<sup>36</sup>, des travaux d'évaluation semblables sont parfois commandés (cf. ci-après pour le CIR).

---

<sup>35</sup> Actualisé à 10,03 Md€ en PAP 2015. L'estimation pour 2015 est de 9,6 Md€.

<sup>36</sup> Trois depuis l'entrée en vigueur de la loi, portant sur les programmes 231 (pour deux d'entre elles) et 172, hors CIR.

## **2 - Malgré une consolidation des progrès accomplis, le chiffrage du CIR demeure perfectible**

Cinq ans après la réforme de 2008, la Cour avait analysé l'évolution et les conditions de maîtrise du CIR, dans un rapport remis le 31 juillet 2013<sup>37</sup>.

Depuis, la loi de finances initiale pour 2014 a introduit deux modifications du dispositif du CIR, concernant les règles d'assiette des dépenses relatives aux « jeunes docteurs » et les règles de territorialité des frais afférents aux droits de propriété intellectuelle. Ainsi, pour bénéficier de l'avantage « jeunes docteurs », l'appréciation de la stabilité de l'effectif salarié ne s'effectue plus au niveau de l'entreprise dans son ensemble mais au niveau des seuls personnels de recherche. D'autre part, certains frais liés à la propriété intellectuelle (frais de prise et de maintenance de brevets et de certificats d'obtention végétale, frais de dessins et modèles exposés dans le cadre du crédit d'impôt innovation exposés hors de l'espace économique européen) deviennent éligibles. Ces deux assouplissements, dont il était indiqué, lors du dépôt du projet de loi de finances, qu'ils n'avaient pas, compte tenu des données disponibles, fait l'objet d'une évaluation chiffrée de leur coût, sont susceptibles d'augmenter le coût du CIR pour le budget de l'Etat.

A ces mesures s'ajoute la montée en charge, suite à sa création, en LFI 2013, du « crédit d'impôt en faveur de l'innovation », extension du dispositif du CIR, qui permet aux PME de prendre en compte, dans l'assiette de leur CIR, certaines dépenses d'innovation dans la limite de 400 000 € par an, au taux applicable de 20 %. La dépense fiscale est rattachée à titre principal au programme 192 (cf. également ci-après).

Après avoir relevé, au titre des exercices 2011 à 2012, les incertitudes liées à la prévision de la dépense fiscale du CIR<sup>38</sup>, ainsi qu'une tendance récurrente à la sous-estimation des montants finalement constatés, la Cour a souligné, dans son analyse de l'exécution budgétaire 2013, l'amélioration induite, dans les PLF 2013 et 2014, par la présentation d'une prévision plus réaliste, répondant à la préoccupation

---

<sup>37</sup> Rapport sur *l'évolution et les conditions de maîtrise du crédit d'impôt recherche (CIR)* pour l'Assemblée nationale au titre de l'article 58-2 de la LOLF.

<sup>38</sup> Le décalage temporel entre le fait générateur de la créance et son chiffrage définitif constitue une première source d'incertitude dans le calcul et la prévision de la dépense fiscale du CIR, la seconde résidant dans l'estimation du passage de la créance à la dépense fiscale, et notamment dans le chiffrage du dispositif de remboursement immédiat du CIR pérennisé au profit des PME à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011.

soulevée dans le rapport de synthèse précité de la Cour, qui avait estimé à au moins deux milliards d'euros le ressaut nécessaire en 2014<sup>39</sup>.

Le PLF 2015 confirme les nouveaux ordres de grandeur cible estimés (5,55 Md€) avec toutefois un décalage de millésime, ramenant ainsi la prévision 2013 de 4,05 à 3,26 Md€ et réduisant de 250 M€ celle pour 2014. De tels écarts de prévisions s'expliquent par l'actualisation des données relatives aux créances et aux dépenses fiscales.

Au demeurant, compte tenu de l'importance de cette dépense fiscale, l'exercice de prévision demeure insatisfaisant et l'accélération de la production des données d'exécution, en particulier à travers la dématérialisation de la déclaration du CIR, qui devrait être effective à compter de 2015, constitue une priorité.

En outre, l'efficacité du CIR au regard de son objectif principal, l'augmentation de la dépense de recherche et développement des entreprises, reste à ce jour difficile à établir. Comme en 2013, aucune évaluation au titre de l'article 18 de la LPFP 2012-2017 n'a concerné le CIR en 2014.

Deux études ont néanmoins été finalisées, dont un rapport publié par le MENESR<sup>40</sup>. Ce dernier, sur la base en particulier d'études économétriques dont les résultats doivent être considérés avec prudence, conclut à un effet d'additionnalité du CIR sur les dépenses de R&D des entreprises<sup>41</sup>. Même si, comme le laissaient penser les résultats de l'indicateur de performance 3.3. du programme 172, on observe, notamment au cours de la période récente, plusieurs cas de rendement de l'euro d'aide au titre du CIR > 1<sup>42</sup>, un réel effet d'entraînement n'apparaît pas clairement établi. Des études complémentaires, sur données postérieures à 2009, apparaissent nécessaires pour le confirmer.

Ainsi, le bilan de l'évolution connue par la dépense intérieure de recherche et développement des entreprises (DIRDE) apparaît contrasté.

---

<sup>39</sup> L'annexe au PLF 2014 a également été enrichie par des précisions méthodologiques relatives à l'indicateur 3.3 du programme 172 « Mesures de l'impact du crédit d'impôt-recherche » et par la création d'un second sous-indicateur.

<sup>40</sup> Un rapport de synthèse d'avril 2014, élaboré par la DGRI « Développement et impact du crédit d'impôt recherche : 1983-2011 » et une étude, à laquelle fait notamment référence le rapport de synthèse, de S. Lhuillery, M. Mariano et S. Parotta évaluant de façon globale l'impact des aides à la R&D en France (subventions et CIR) sur la période 1993-2009.

<sup>41</sup> Ce qui signifie qu'un euro de CIR reçu par les entreprises est investi dans des dépenses de recherche supplémentaires.

<sup>42</sup> Ce qui signifie qu'un euro de CIR reçu par les entreprises est investi dans des dépenses de recherche supplémentaires allant au-delà de la simple addition.

Si l'intensité en R&D des entreprises est dynamique, elle est compensée par l'évolution de la structure de production, en particulier la baisse de la part des secteurs de production de biens manufacturés, structurellement plus intenses en R&D, dans la valeur ajoutée. Cette situation appelle la mise en place d'indicateurs d'impact plus fins que ceux actuellement utilisés pour mesurer l'effet du CIR<sup>43</sup>.

### 3 - Les dépenses fiscales du programme 192

Le programme 192 compte à lui seul dix dépenses fiscales rattachées à titre principal, dont quatre non chiffrées ou chiffrées à  $\epsilon$ . Leur volume 2014 est important (833 M€ en PAP 2014<sup>44</sup>), au profit essentiellement des entreprises (sans distinction de secteur d'activité), des particuliers épargnants et des JEI, mais les moyens de pilotage du responsable de programme sont limités, les mesures étant arrêtées par la direction de la législation fiscale et la direction du budget.

Il s'agit de dispositifs d'exonération fiscale à des fins d'orientation de comportements économiques ne permettant pas d'action volontaire de la part du responsable de programme, qui ne dispose d'aucun levier pour influencer sur la qualité de leur réalisation, tributaire des aléas des comportements des acteurs économiques.

En 2014, la principale évolution concerne l'élargissement du crédit d'impôt recherche (CIR) aux dépenses d'innovation réalisées par les PME en aval de la recherche et du développement. Cette extension concerne les dépenses exposées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013. La dépense est évaluée à 160 M€ pour 2014 et 190 M€ pour 2015 (cf. ci-dessus).

L'autre évolution concerne le régime d'exonération fiscale dont bénéficient les jeunes entreprises innovantes (JEI) (dépense n°230 604). La LFI 2014 prolonge le statut des JEI jusqu'au 31 décembre 2016 et prévoit l'extension de l'exonération de cotisations à la charge de l'employeur aux personnels affectés à des activités d'innovation et l'exonération de cotisations sociales patronales à taux plein est rétablie pour les sept années suivant celle de la création de l'entreprise.

---

<sup>43</sup> L'ajout, à partir du PAP 2014, d'un sous-indicateur rendant compte de la croissance de l'intensité en R&D des secteurs marchands, est de nature à rendre compte de cet effet de structure. Le calcul de l'intensité en R&D des entreprises observée et simulée pour la structure sectorielle moyenne des pays de l'OCDE, en % de la valeur ajoutée, telle qu'il est restitué, pour l'année 2011, p. 39 du rapport de synthèse précité, fournit un éclairage complémentaire utile et qui pourrait être périodiquement actualisé.

<sup>44</sup> Actualisés à 608 M€ en PAP 2015 pour cette même année.

*Recommandation n°8 : accélérer la production des données d'exécution relatives au CIR, affiner leur analyse et poursuivre, sur données postérieures à 2009, les études d'impact sur le CIR.*

## **G - Les investissements d'avenir sur le périmètre de la MIREs**

### **1 - La poursuite du PIA1 et la mise en place du PIA2**

#### *a) La mise en place du PIA2*

Dans le cadre du premier programme « investissements d'avenir, la LFR du 9 mars 2010 avait ouvert initialement 21,9 Md€ en AE=CP sur cinq programmes créés au sein de la MIREs. Cette dotation comprend 6,87 Md€ de dotations consommables et 15,03 Md€ de dotations non consommables.

La LFI pour 2014 ouvre 14 programmes budgétaires portant 12 Md€ en AE=CP dans le cadre d'un nouveau programme investissements d'avenir (PIA2). La part consacrée à l'enseignement supérieur et à la recherche dans ce programme est moins importante que pour le PIA1. Les deux programmes budgétaires 409 Ecosystèmes d'excellence et 410 Recherche dans le domaine de l'aéronautique rattachés à la MIREs représentent en effet 5,34 Md€, soit 44 % des crédits du PIA2, contre 63 % pour le PIA1.

**Tableau n° 10 : Crédits ouverts par actions (en M€)**

| Programmes du PIA 2 sur la mission MIREs en 2014 | Opérateur | Montant de l'action (AE=CP) | Dotations consommables | Subventions | Avances remboursables | Prises de participation |
|--|-----------|-----------------------------|------------------------|-------------|-----------------------|-------------------------|
| 01 - Equipements d'excellence                    | ANR       | 365                         | 200                    | 165         |                       |                         |
| 02 - Initiatives d'excellence                    | ANR       | 3100                        |                        | 3100        |                       |                         |
| 03 - Technologies-clés génériques                | ANR       | 150                         | 150                    |             |                       |                         |
| 04 - Espace, lanceurs, satellites                | CNES      | 50                          | 50                     |             |                       |                         |
| 05 - Recherche hospitalo-universitaire en santé  | ANR       | 400                         | 250                    |             | 50                    | 100                     |
| 06 - Calcul intensif                             | CEA       | 50                          | 50                     |             |                       |                         |
| <b>Total Programme 409</b>                       |           | <b>4115</b>                 | <b>700</b>             | <b>3265</b> | <b>50</b>             | <b>100</b>              |
| 01 - Démonstrateurs technologiques aéronautiques | ONERA     | 1220                        | 150                    |             |                       |                         |
| <b>Total Programme 410</b>                       |           | <b>1220</b>                 | <b>150</b>             |             | <b>1070</b>           |                         |
| <b>Total MIREs (409+410)</b>                     |           | <b>5335</b>                 | <b>850</b>             | <b>3265</b> | <b>1120</b>           | <b>100</b>              |

Source : Cour des comptes à partir du PAP 2014.

La dotation comprend 850 M€ de subventions, 3 265 M€ de dotations non consommables, 1 120 M€ d'avances remboursables et 100 M€ de prises de participation. Des redéploiements impliquant à la baisse les programmes 409 (129 M€) et 410 (212 M€) ont complété en 2014 les dotations initiales comme indiqué dans l'annexe n°10.

Les crédits tenant compte de ces déploiements ont été versés dans le courant de l'année, dès la signature des conventions entre l'Etat et les opérateurs gestionnaires (ANR, CNES, CEA et ONERA). L'ANR bénéficie à ce titre de neuf emplois supplémentaires dans le cadre de la LFI 2015 pour renforcer ses capacités de gestion.

Les crédits sont désormais inclus dans les rapports d'information au Parlement du CGI, qui font état à la fois de la poursuite des décaissements liés au PIA1 et de l'avancée des engagements du PIA2.

**Tableau n° 11 : Engagements et décaissements du PIA au 31 décembre 2014 par opérateur**

|                             | ANR            |                | ONERA  |         | CEA     |         | CNES   |        |
|-----------------------------|----------------|----------------|--------|---------|---------|---------|--------|--------|
|                             | 2013           | 2014           | 2013   | 2014    | 2013    | 2014    | 2013   | 2014   |
| Dotation                    | 18 861,0       | 23 053,7       | 875,0  | 2 693,5 | 1 500,0 | 2 621,1 | 500,0  | 865,4  |
| Engagement non consommable  | 14 591,9       | 14 491,8       | -      | -       | -       | -       | -      | -      |
| Engagement consommable      | 3 881,0        | 3 934,7        | 875,0  | 2 221,3 | 1 466,2 | 2 621,1 | 500,0  | 865,4  |
| % engagement/dotation       | 97,9%          | 79,9%          | 100,0% | 82,5%   | 97,7%   | 100,0%  | 100,0% | 100,0% |
| Montants contractualisés    | 16 576,1       | 16 830,9       | 875,0  | 1 512,6 | 1 147,5 | 2 378,1 | 280,1  | 664,3  |
| Décaissements consommables  | 1 277,9        | 1 641,5        | 313,2  | 1 014,8 | 638,7   | 1 858,9 | 169,2  | 444,3  |
| % décaissements/engagements | 32,9%          | 41,7%          | 35,8%  | 45,7%   | 43,6%   | 70,9%   | 33,8%  | 51,3%  |
| Intérêts décaissés          | 818,6          | 1 216,8        |        |         |         |         |        |        |
| <b>Total décaissements</b>  | <b>2 096,5</b> | <b>2 858,3</b> |        |         |         |         |        |        |

Source : Cour des comptes, d'après CGI, rapport trimestriel d'exécution du PIA au parlement.

#### *b) Le suivi des programmes*

L'année 2014 est la première année d'évaluation intermédiaire des actions du PIA1, avec le lancement d'un audit des cinq premières sociétés d'accélération du transfert de technologies (SATT) en juin. A la suite de cet audit jugé positif, le financement a été reconduit.

Comme pour le PIA 1, le suivi des crédits du PIA2 sera effectué conjointement par les ministères responsables de programme, le CGI et les opérateurs gestionnaires. Chaque convention passée avec les bénéficiaires sélectionnés dans le cadre des appels à projet devrait faire l'objet d'un suivi propre. Cette condition est d'autant plus nécessaire selon le MENESR que le taux de rémunération des dotations non consommables (2,496 %), qui concernent les actions *Equipex* et *Idex*, est plus faible que celui rémunérant les dotations du PIA1 (3,413 %).



L'action IDEX a été dotée de 3,1 Md€ supplémentaires avec des appels à projets prévus pour 2015, sans attendre le premier jalon d'évaluation des IDEX prévu pour l'année 2016. Les réunions de suivi de certains projets ont donné lieu à l'identification de points d'alerte<sup>45</sup>. La Cour rappelle qu'une vigilance particulière devra être apportée sur la mise en œuvre concrète des engagements pris par les porteurs de projets. Les contrôles ont souligné le risque de décalage entre les projets défendus devant le jury international et leur mise en œuvre effective.

## 2 - Des redéploiements générateurs d'effets de substitution

Comme en 2013, plusieurs redéploiements de crédits sont intervenus entre actions du PIA1 et 2 relevant de la MIREs, pour un montant total de 300 M€ (cf. annexe n°10). Parmi ces opérations, trois s'apparentent à une débudgétisation.

### a) *La modernisation du Marion Dufresne*

Le redéploiement de 13 M€ de l'action *Instituts pour la transition énergétique* vers l'action *Equipements d'excellence* résulte d'une décision du Premier ministre en date du 31 mars 2014. Il vise à financer la première phase de la modernisation d'un navire appartenant à la flotte océanographique, le Marion Dufresne, dans le cadre du projet CLIMCOR. Bien que la flotte océanographique soit classée parmi les très grandes infrastructures de recherche, le financement d'une opération de jouvence sur un navire lancé en 1995 ne respecte pas le principe d'additionnalité du PIA.

### b) *Le financement de l'A350 sur titre 7 est désormais totalement pris en charge par les PIA1 et 2*

En 2012 le programme 190 avait eu une dotation supplémentaire de 100 M€, une autre de 50 M€ étant programmée en 2013, conformément au calendrier de financement par l'État du programme A350. Dans la note d'exécution budgétaire 2013, il avait ainsi été indiqué qu'à partir de 2014, le soutien se ferait, comme par le passé, exclusivement à travers le budget général.

---

<sup>45</sup> Le jaune « investissements d'avenir » annexé au PLF 2015 mentionne à ce titre la modification du périmètre de l'IDEX Sorbonne Université, le retard dans le déploiement des projets, les effets de dilution issus de la reformulation des objectifs et, de manière générale, le « risque lié au « mécano institutionnel » qui peut parfois se substituer à la réflexion sur l'ambition réelle pour le site ».

Ce schéma a été totalement infirmé car, à partir de 2014, au contraire de ce qui avait été avancé, le PIA fournit désormais, toujours par la voie du fonds de concours, la totalité des ressources pour le financement du programme A350. Ce schéma a été confirmé par le Premier ministre par décision du 25 novembre 2014.

Toutefois, Airbus n'ayant pas lancé au 31 décembre 2014 deux des cinq versions de l'A350, le contrat prévoit que le soutien de l'État soit réduit de 130 M€. L'échéance 2016 devient de ce fait la dernière année de financement du programme et est révisée en conséquence : fonds de concours de 30 M€ en AE et 270 M€ en CP.

Le tableau ci-dessous, mis à jour, montre la nouvelle programmation 2015-2016 en AE de 280 M€ et en CP de 540 M€ :

| En M€  | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | TOTAL |
|--------|------|------|------|------|------|------|------|------|-------|
| AE BG  | 70   | 70   | 0    | 100  | 50   | 0    | 0    | 0    | 290   |
| AE FDC |      |      | 100  | 150  | 200  | 250  | 250  | 30   | 980   |
| CP BG  |      | 30   | 0    | 0    | 0    | 0    | 0    | 0    | 30    |
| CP FDC |      |      | 100  | 150  | 200  | 250  | 270  | 270  | 1240  |

Données DRI/CGDD/MEDDE

Les notes d'exécution budgétaire précédentes avaient mentionné la complexité de ce dispositif résultant de l'incorporation partielle et impromptue du projet de l'A350 dans les investissements d'avenir.

L'action « Aéronautique » du PIA, gérée par l'ONERA, a bénéficié d'une enveloppe de 1,5 Md€. L'action était scindée en deux volets. Le premier volet concernant le soutien aux avions de nouvelle génération finance l'A350XWB. Un second volet concerne des démonstrateurs technologiques. Le total des montants attribués au 31/07/2013 par ce PIA étant de 1,47 Md€ sur les 1,5 Md€ du programme<sup>46</sup>, le CGI avait prévu en 2014 de redéployer 250 M€ au bénéfice de l'A350 de la façon suivante<sup>47</sup> : il restait un reliquat de 65 M€ à l'ONERA sur les PIA, une petite moitié non consommée et l'autre partie d'une action qui est annulée et 185 M€ ont été redéployés à partir de deux PIA gérés par l'ADEME.

Les 280 M€ en AE et 540 M€ en CP attribués en 2015 et 2016 sont pris sur la deuxième vague des programmes d'investissement

<sup>46</sup> (Source : PLF2014, Rapport relatif à la mise en œuvre et au suivi des investissements d'avenir, p. 72)

<sup>47</sup> Communication orale du 27 février 2014 de M. F. Rosenfeld (CGI)

(programme 410). Cette prise en charge totale par les PIA assure la soutenabilité sur la durée contractuelle du financement de l'A350 par le programme 190 en titre 7. L'effet de substitution et non d'addition des investissements d'avenir, que la Cour avait noté dès 2012 est désormais pérennisé.

*c) L'abondement du second PIA réalisé à partir des crédits budgétaires du programme 191*

Par une décision du Premier ministre du 15 octobre 2014, plusieurs redéploiements ont été effectués sur les actions du PIA2. Parmi eux, le redéploiement de 211,5 M€ depuis l'action *Démonstrateurs technologiques aéronautiques* du programme 410 a servi à financer le projet de satellite E172B sur le programme 409 (pour 11,5 M€)<sup>48</sup> ainsi que les actions *Nano 2017* et *Projets agricoles et agroalimentaires d'avenir* nouvellement créées hors de la MIREs (pour 200 M€).

Deux autres redéploiements depuis les actions *Technologies clés génériques* (90 M€) et *Recherche hospitalo-universitaire* (50 M€) du programme 409 viennent abonder l'action *Excellence technologique des industries de défense* du programme 402, gérée par le CEA hors de la MIREs. L'ensemble de ces redéploiements a été entériné par la LFR2 du 29 décembre 2014.

Le fait marquant de l'exécution budgétaire est l'annulation en LFR, réserve de précaution comprise, d'août 2014 d'un montant de 132 M€ (69 % des crédits du programme) qui, en contrepartie a été ouvert sur le programme 402 « excellence technologique des industries de défense » au profit du CNES et du CEA, dans le cadre du second PIA. Ce financement se substitue aux crédits budgétaires du programme 191 inscrits en LFI, pour les mêmes projets portés par les deux opérateurs<sup>49</sup>. Ce dispositif est contraire au principe d'additionnalité du PIA.

Le renouvellement éventuel d'une telle annulation en gestion 2015, alors que la LFI a reconduit les 192,08 M€ budgétisés en 2014, serait de nature à soulever à nouveau la question de la pérennité du programme 191.

---

<sup>48</sup> Cette opération, portée par le CNES, a été complétée par un redéploiement interne du même montant au sein de l'action *Espace*.

<sup>49</sup> Une convention « recherche duale » a été signée le 6 octobre 2014 entre le Premier ministre, le ministre de la défense et le CNES et déclinée dans une convention particulière entre le CNES et le CEA.

### **III - Appréciation d'ensemble : régularité, performance et soutenabilité budgétaire**

#### **A - La régularité de l'exécution budgétaire**

Les principales règles de gestion fixées par la LOLF ont été respectées sur les programmes de la MIREs en 2014 :

- aucun dépassement des crédits ouverts n'a été constaté (articles 7 et 9 de la LOLF) ;
- les virements réalisés ont respecté la limite de 2 % des crédits ouverts en LFI (article 12 de la LOLF) ;
- les transferts en faveur de la MIREs ont porté sur des crédits dont l'objet était cohérent avec ceux des programmes récipiendaires (article 12 de la LOLF) ;
- Les reports de crédits de paiement n'ont pas dépassé le seuil de 3 % (article 15 de la LOLF).

#### **B - La démarche de performance**

##### **1 - Les indicateurs de performance**

Les indicateurs identifiés comme étant les plus représentatifs de la mission ont été reconduits en 2014. La seule différence provient du champ relatif à l'insertion professionnelle des jeunes diplômés, qui s'appuie de nouveau exclusivement sur l'enquête triennale du CEREQ<sup>50</sup>. Les prochains chiffres de cette enquête ne seront publiés qu'en 2016. D'ici là, le suivi de l'insertion professionnelle est effectué au niveau de chaque programme, avec des méthodologies différentes.

Alors que cet indicateur figure parmi les principaux de la mission, la Cour a déjà constaté l'absence de rémunération de la performance des universités en matière d'insertion professionnelle<sup>51</sup>. Ce constat peut être étendu aux autres composantes de la démarche de performance : les

---

<sup>50</sup> Le tableau supplémentaire apparu en synthèse du PAP 2013 a été supprimé. Il juxtaposait des données non consolidées provenant d'indicateurs et de sous-indicateurs spécifiques à chacun des programmes 150, 192 et 142, calculés selon des méthodologies trop différentes pour permettre une comparaison pertinente à l'échelle de la mission.

<sup>51</sup> Référé du 3 novembre 2014 sur l'allocation des moyens de l'État aux universités.

indicateurs du PAP sont certes repris et déclinés par les contrats d'objectifs des opérateurs du programme 150, mais les financements en jeu restent faibles.

Dans un contexte de maintien du niveau global des moyens, la dégradation de deux indicateurs phares de la mission est à relever :

- La loi d'orientation et de programmation pour l'avenir de l'école du 23 avril 2005 avait fixé à 50 % d'ici 10 ans le pourcentage d'étudiants d'une classe d'âge obtenant un diplôme de l'enseignement supérieur en formation initiale. Le PAP 2014 reprenait cet objectif comme cible 2015 et affichait une prévision à fin 2014 de 48,2 %. La prévision a été revue à la baisse dans le PAP 2015 (46,8 %) et la cible de 50 % déplacée à 2017.
- Le taux de coordination des opérateurs des programmes de la mission dans les projets financés par le PCRD de l'Union Européenne a diminué de plus de 11 %, restant en deçà de la cible fixée.

A l'intérieur des programmes, la rationalisation du nombre de sous-indicateurs a été poursuivie.

## **2 - Le réagencement du volet performance dans le cadre de la fusion, en 2015, des programmes 172 et 187**

Le PAP 2014 ne présente aucun changement quant aux objectifs et indicateurs des trois programmes de recherche du MENESR. En revanche le PAP 2015, du fait de la fusion des programmes 172 et 187, connaît un réagencement de la maquette du volet performance. Le nombre d'objectifs, indicateurs et sous-indicateurs est significativement réduit (cf. annexe n°11).

L'ancien indicateur 2.1 du programme 172, qui existait depuis 2007 et visait à suivre la part relative du financement sur projets et du financement récurrent des laboratoires de recherche, n'est plus suivi depuis 2013. Aucun indicateur semblable ne lui est substitué dans et hors PAP. Comme la Cour l'avait souligné dans son rapport public thématique de juin 2013 relatif au financement public de la recherche, il apparaît cependant nécessaire de se doter d'un objectif et d'une capacité de suivi des résultats en termes de taux de financement sur projets.

## **3 - L'élaboration des RAP pour les programmes relevant du MENESR**

La rédaction d'un rapport annuel de performance pour chaque programme du budget de l'État est prévue par l'article 54 de la LOLF.

Pour les programmes de la MIRES, la tâche est répartie entre six ministères. Au sein du MENESR, la DGESIP et la DGRI rédigent les présentations stratégiques de la mission et des programmes, la présentation des objectifs et indicateurs de performance, la justification au premier euro (JPE) des crédits hors T2 et le volet opérateurs. La JPE du T2 et la comptabilité d'analyse des coûts (CAC) sont du ressort de la DAF.

Cet exercice mobilise des ressources importantes, évaluées à 558 jours-hommes par le MENESR, dont 239 jours-hommes pour les opérateurs et 319 jours-hommes pour l'administration centrale. Il conviendrait encore d'y ajouter le temps de relecture de la direction du budget. Le RAP permet de rendre compte de la façon dont ont été exécutés les crédits. Deux volets semblent néanmoins peu satisfaisants au ministère :

**La CAC** : elle semble susciter peu d'intérêt, alors qu'elle est très consommatrice de ressources (environ 25 jours/hommes). Elle s'apparente aujourd'hui à un exercice formel consistant à déverser les crédits des actions ou programmes supports sur des actions de politiques publiques, sur la base de clés le plus souvent budgétaires, n'ayant pas forcément une grande signification en termes d'analyse de coût. Le ministère estime qu'il serait sans doute plus utile de rendre compte au RAP des travaux menés pour appréhender en coût complet de certains éléments structurants des politiques publiques (par exemple les travaux de la DGESIP relatifs au coût des formations).

**La JPE** : pour des programmes dont la majeure partie de crédits est exécutée sous la forme de subventions pour charges de service public, la ventilation entre actions des crédits constitutifs de ces subventions a peu de sens. La JPE par action ne rend finalement compte que de la façon dont ont été imputées les SCSP dans Chorus, alors que l'intérêt de la restitution réside dans l'utilisation qu'en font les opérateurs.

## **C - La soutenabilité budgétaire**

### **1 - L'évolution des restes à payer**

Huit programmes de la mission génèrent des restes à payer. Leur montant au 31 décembre 2014 est évalué à 3 364 M€, en croissance de 4 % par rapport à l'année précédente.

**Tableau n° 12 : Evolution des restes à payer (en M€)**

|             | 150      | 231   | 172    | 193  | 190    | 192      | 186  | 142   | Mission         |
|-------------|----------|-------|--------|------|--------|----------|------|-------|-----------------|
| <b>2014</b> | 1 058,89 | 28,43 | 715,48 | 9,80 | 546,54 | 995,00   | 3,41 | 6,76  | <b>3 364,31</b> |
| <b>2013</b> | 1 140,40 | 16,02 | 474,34 | 0,00 | 565,65 | 1 021,28 | 4,69 | 6,82  | <b>3 229,20</b> |
| <b>2012</b> | 1 173,89 | 24,94 | 372,33 | 0,00 | 527,46 | 1 057,41 | 8,92 | 8,60  | <b>3 173,55</b> |
| <b>2011</b> | 941,57   | 20,54 | 234,64 | 0,00 | 489,68 | 1 090,38 | 8,90 | 10,09 | <b>2 795,80</b> |

Source : RAP et données ministères pour 2014.

Les restes à payer sur le programme 150 sont principalement liés aux opérations immobilières conduites dans le cadre du CPER et des contrats de partenariat public-privé. Avec l'achèvement du CPER 2007-2013 ils sont en diminution (380,4 M€ en 2014 contre 424,9 M€ en 2013). Les restes à payer liés aux PPP continuent en revanche d'augmenter (579,9 M€ contre 568,1 M€). Les AE affectées non engagées sont en diminution, passant de 150,9 M€ en 2013 à 72,2 M€ en 2014<sup>52</sup>.

Le programme 172 connaît, comme l'année précédente, une forte progression des restes à payer (+ 118,6 % depuis 2012, avec une croissance de 241,15 M€ au seul titre de 2014) en raison, notamment, des nombreuses annulations de CP pratiquées sur l'ANR. Des reports de charges ont été opérés sur l'exercice 2015, que d'éventuelles difficultés de respect de la norme de dépense, lors de la prochaine fin de gestion, pourraient amener à renouveler. Le PAP 2015 n'avait pas anticipé cette croissance des restes à payer (estimés à 494,33 M€ fin 2014), l'échéancier de CP à ouvrir sur AE antérieures à 2015 devra donc être significativement révisé lors du prochain RAP.

Sur le programme 190, la soutenabilité du BOP 4 « construction aéronautique civile » (AERO) est à surveiller. Ce BOP présente la particularité d'être alimenté par un fonds de concours de 250 M€ représentant 76 % de AE disponibles. Faute de CP suffisants, l'exercice 2013 s'était déjà soldé par 14,4 M€ de restes à payer, représentant 5 % des crédits du BOP. La programmation 2014 a donné lieu à un avis favorable avec observation du CBCM, qui n'excluait pas un gonflement des restes à payer. Cette préoccupation s'est vérifiée et 20,2 M€ de CP ont été reportés sur 2015.

<sup>52</sup> Le montant des AE non mouvementées depuis 2 ans est en cours d'estimation. Par ailleurs, depuis 2011 environ 2 M€ ont été restitués au titre d'opérations terminées.

## 2 - Les enjeux de soutenabilité

Les enjeux sont proches de ceux identifiés dans le cadre de la note d'exécution budgétaire 2013.

### a) Les aides aux étudiants

En ce qui concerne le programme 231, un risque de dérapage existe à court terme sur le poste des aides au mérite (cf. *supra*).

### b) Le financement du plan de construction de 40 000 nouveaux logements

Sous réserve de la fiabilité des données figurant dans le jaune « opérateurs » 2015, les engagements hors bilan des CROUS, contractés envers les bailleurs sociaux, ont augmenté en 2014.

**Tableau n° 13 : Engagements hors bilan des CROUS (en M€)**

|                               | 2010   | 2011     | 2012     | 2013     |
|-------------------------------|--------|----------|----------|----------|
| <b>Engagements hors bilan</b> | 876,34 | 1 178,02 | 1 123,30 | 1 210,89 |

Source : jaunes « opérateurs » 2011 à 2015.

Le plan de construction de 40 000 nouveaux logements sur cinq ans aura pour effet d'accroître encore ces engagements, qui doivent donc être surveillés. Un comité de pilotage a été mis en place sous l'égide du MENESR et du ministère du logement, afin d'assurer la coordination entre les différents financeurs. Toutefois, il n'existe pas à ce jour de document présentant de façon consolidée le montant et les modes de financements prévus par ces deux ministères pour conduire ce plan de construction, qui mobilisera à la fois des subventions d'investissement et des prêts aidés.

*Recommandation n°9 : produire un plan de financement des 40 000 logements à construire intégrant les ressources consolidées du MENESR et du ministère du logement - porter une attention particulière au suivi des engagements hors bilan contractés par les CROUS.*

### c) La situation des établissements d'enseignement supérieur

Le risque principal identifié sur le programme 142 est celui de la situation financière précaire de certains opérateurs. Deux établissements d'enseignement supérieur agricole sont dans une situation



particulièrement préoccupante : l'École nationale vétérinaire d'Alfort (ENVA) et Montpellier SupAgro.

En ce qui concerne les universités du programme 150, le poids prépondérant des dépenses de personnel au sein de leurs charges de fonctionnement (83,57 % des charges décaissables en moyenne en 2014) et l'état de leur patrimoine immobilier représentent toujours des signes de fragilité.

#### *d) Les contributions internationales*

L'évolution récente du taux de change CHF/€ est de nature à amplifier le phénomène de sous-budgétisation observé lors des derniers exercices sur la contribution au CERN (P. 172), compte non tenu de la réduction de 22 M€ du montant voté à cet égard en LFI 2015 (96,32 M€).

25 M€ d'impasse par rapport à la LFI sont à prévoir pour 2015, au titre de la seule évolution du taux de change CHF/€, observée depuis le vote de la LFI. L'impasse totale par rapport aux crédits votés en LFI serait de l'ordre de 68 M€. Dans ce contexte, un projet de dispositif de couverture du risque de taux, conventionné avec l'AFT, a été abandonné en 2014 suite au refus de visa du CBCM. En tout état de cause, un dispositif de couverture, s'il s'avérait opérationnel, ne serait réellement opérant (du point de vue de la gestion budgétaire à venir) que sous réserve d'une budgétisation initiale correcte, aujourd'hui défailante.

#### *e) Les engagements de la France envers l'Agence spatiale européenne*

La France est membre de huit organisations internationales dans le secteur de la recherche. La contribution annuelle la plus importante est portée par le CNES vis-à-vis de l'ESA. Les programmations à moyen terme (PMT) du CNES (programme spatial national et programmes de l'ESA) font l'objet d'une révision biannuelle, présentée pour information aux conseils d'administration du CNES.

Suite aux révisions des PMT des programmes du CNES et de l'ESA, une reprogrammation des prévisions de souscriptions françaises a été décidée lors du Conseil ministériel de l'ESA de novembre 2014 au regard, notamment, de la décision de lancement du programme Ariane 6. Après une réduction plus rapide qu'escompté en 2014, le montant de la « dette » ESA devant être négatif en fin d'année (-1,8 M€), cette nouvelle programmation prévoit désormais, dans un objectif de lissage de la contribution française, un apurement repoussé de trois ans, à l'horizon 2024. Elle se traduira par une croissance régulière de l'encours d'arriérés dès 2015 et jusqu'en 2021, suivi d'un reflux rapide au cours des exercices

2022-2024, moyennant une augmentation substantielle de la contribution annuelle française, qui dépasserait alors 900 M€ (cf. détail en annexe n° 12).

Une telle anticipation ne peut qu'être entourée, au vu des révisions successives de la programmation, d'une forte incertitude. Sur le principe, elle soulève la question de la sincérité du schéma d'apurement, qui s'accommode d'une progression continue des cumuls d'arriérés pendant les sept prochaines années, avant de tableer sur une résorption de 660,66 M€ d'impayés en seulement trois ans.

La réduction du montant de la « dette » à fin 2014 s'explique par deux facteurs : le dégel d'une partie de la réserve de précaution (9,6 M€ en AE, 9,8 M€ de CP correspondants, non consommés en fin de gestion, faisant l'objet d'une demande de report) ; une contribution du PIA au financement d'Ariane fléché sur l'ESA (31,40 M€).

Pour 2015, ce nouveau schéma repose sur un montant inscrit en LFI de 816,83 M€ en AE=CP, significativement augmenté (+17,83 M€) par rapport à 2013, et sur 81,63 M€ de financements issus du PIA. Un complément de 10,19 M€ pris sur le PIA (correspondant à l'action « Espace » gérée par le CNES) devrait venir s'ajouter à cette contribution entre 2016 et 2017. La mobilisation des crédits du PIA est cohérente avec les objectifs de l'action et permettra indirectement de limiter la croissance de la « dette ». Toutefois, la convention conclue entre l'Etat et le CNES au titre de l'Action « Espace » prévoyait plutôt que ce volet permettrait d'explorer « *des voies technologiques supplémentaires pour la nouvelle génération de lanceurs, en amont des choix qui seront faits dans le cadre de l'ESA à partir de 2012* ».

**Tableau n° 14 : Programmation présentée au CA du CNES  
(actualisation 2014-2025 des programmes souscrits par la France)**

MISSION INTERMINISTERIELLE RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT  
SUPERIEUR 59

| PMT ESA :<br>thèmes et secteurs ( M€ ; HT )   | 2013 (définitif) | 2014           |               | 2015           |               | 2016             |               | 2017             |               |
|---|------------------|----------------|---------------|----------------|---------------|------------------|---------------|------------------|---------------|
|   | %                | M€             | %             | M€             | %             | M€               | %             | M€               | %             |
| Accès à l'espace (lanceurs)                   | 43,6%            | 303,515        | 40,0%         | 472,214        | 50,1%         | 551,975          | 53,1%         | 524,439          | 52,0%         |
| Grand public                                  | 6,9%             | 51,160         | 6,7%          | 64,841         | 6,9%          | 80,614           | 7,8%          | 84,605           | 8,4%          |
| Terre, environnement, climat                  | 12,7%            | 173,910        | 22,9%         | 172,478        | 18,3%         | 177,160          | 17,0%         | 167,192          | 16,6%         |
| Sciences spatiales et préparation de l'avenir | 33,0%            | 203,411        | 26,8%         | 205,203        | 21,8%         | 198,137          | 19,1%         | 198,233          | 19,6%         |
| Sécurité et défense                           | 0,2%             | 0,852          | 0,1%          | 0,314          | 0,03%         | 0,045            | 0,004%        | 0,000            | 0,0%          |
| Fonctionnement                                | 3,8%             | 26,608         | 3,5%          | 28,260         | 3,0%          | 31,481           | 34,5%         | 34,525           | 3,4%          |
| Marge pour risques et opportunités            |                  |                |               |                |               |                  |               |                  |               |
| <b>&gt; Total des programmes engagés</b>      | <b>100,0%</b>    | <b>759,456</b> | <b>100,0%</b> | <b>943,312</b> | <b>100,0%</b> | <b>1 039,412</b> | <b>131,5%</b> | <b>1 008,993</b> | <b>100,0%</b> |
| <b>&gt; Dette ESA antérieure ( M€ )</b>       | <b>220,106</b>   | <b>32,773</b>  |               | <b>-1,802</b>  |               | <b>33,252</b>    |               | <b>238,524</b>   |               |
| Transfert ESA en loi de finances              | 799,000          | 762,635        |               | 826,628        |               | 824,129          |               | 833,428          |               |
| PIA - Contribution au financement d'Ariane    | 39,335           | 31,397         |               | 81,630         |               | 10,012           |               | 0,177            |               |
| Augmentation de la dette ESA                  | -                |                |               | 35,054         |               | 205,272          |               | 175,389          |               |
| Réduction de la dette ESA                     | -187,333         | -34,575        |               | -              |               | -                |               | -                |               |
| <b>&gt; Dette ESA en fin d'année ( M€ )</b>   | <b>32,773</b>    | <b>-1,802</b>  |               | <b>33,252</b>  |               | <b>238,524</b>   |               | <b>413,913</b>   |               |

Source : DGRI - CA du CNES du 5 décembre 2014.

Les montants d'arriérés repris à la PMT ne semblent pas complètement refléter le niveau de la « dette » ESA. Ainsi, le RAP 2013 indique un montant d'arriérés de 213,30 M€, comptabilisé au bilan du CNES à fin 2013, contre 32,77 M€ repris en « dette antérieure » dans la dernière PMT (cf. ci-dessus). A fin 2014, d'après le CNES, la « dette » de contributions s'élève à 169,77 M€, contre un solde d'arriérés négatif fixé à - 1,80 M€ dans la PMT. Le CNES précise que ce montant de 169,77 M€ correspond aux contributions appelées par l'ESA avant 2010, non payées par la France. Lors de l'adoption du nouveau règlement financier de l'ESA en 2009, la France s'est engagée à apurer cette « dette » avant fin 2015. Une juste appréhension de la soutenabilité de la « dette » ESA suppose donc de prendre en compte les flux de trésorerie ainsi imposés.

## IV - Les recommandations de la Cour

### A - Le suivi des recommandations formulées par la Cour au titre de la gestion 2013

| n° | Recommandations 2013   | Mise en œuvre               | Recommandations 2014      |
|----|--|-----------------------------|---------------------------|
| 1  | Appliquer pour la répartition des crédits aux opérateurs les dispositions de l'article 95 du décret du 7 novembre 2012, ce qui implique d'asseoir la réserve de précaution sur les autres dépenses que les dépenses inéluctables (AE consommées) et obligatoires (service fait).   | Non mise en œuvre           | Recommandation reconduite |
| 2  | Eu égard à la particularité des programmes 231 Vie étudiante et 142 Enseignement supérieur et recherche agricoles, ne pas appliquer de réserve de précaution aux bourses sur critères sociaux, qui constituent des dépenses inéluctables. Appliquer le taux général de mise en réserve aux autres crédits de ces programmes. | Non mise en œuvre           | Recommandation abandonnée |
| 3  | Une fois la fiabilisation des besoins réels en CP de l'Agence nationale de la recherche effectuée, programmer ses crédits d'intervention en AE≠CP.   | Mise en œuvre               | Recommandation abandonnée |
| 4  | Pour les établissements RCE, clarifier en budgétisation initiale les facteurs d'évolution de la masse salariale que doit couvrir la dotation publique - Veiller à ce que les notifications des crédits de masse salariale ne soient pas supérieures au montant des crédits ouverts en LFI, nets de la réserve de précaution. | Partiellement mise en œuvre | Recommandation reformulée |
| 5  | Construire et mettre en œuvre un schéma de résorption du report de charges sur le programme 142.   | Partiellement mise en œuvre | Recommandation reformulée |
| 6  | Dans le cadre des enquêtes réalisées par le MENESR auprès de ses opérateurs, faire remonter des informations sur les ressources propres dont ceux-ci bénéficient y compris celles issues de structures ayant une personnalité morale distincte.  | Partiellement mise en œuvre | Recommandation reformulée |
| 7  | Accélérer la production des données d'exécution relatives au CIR, affiner leur analyse, faire apparaître les incertitudes qui entourent le chiffrage du CIR dans les documents annexés aux lois de finances et renforcer les études d'impact sur le CIR.   | Partiellement mise en œuvre | Recommandation reformulée |
| 8  | Déterminer une cible plus efficiente de l'indicateur 2.1 du programme 191 « Pourcentage de montant total des projets dont bénéficient les PME-PMI ».   | Non mise en œuvre           | Recommandation abandonnée |
| 9  | Pour le programme 192, créer un indicateur de performance permettant de rapprocher le coût des fonctions supports du montant des dépenses d'intervention.  | Non mise en œuvre           | Recommandation abandonnée |
| 10 | Produire un plan de financement des 40 000 logements à construire intégrant les ressources consolidées du MENESR et du ministère du logement - porter une attention particulière au suivi des engagements hors bilan contractés par les CROUS.   | Non mise en œuvre           | Recommandation reconduite |

## **B - Les recommandations formulées au titre de la gestion 2014**

### **Au titre de la soutenabilité :**

Recommandation n° 1 : veiller à ce que les notifications de masse salariale aux établissements RCE ne conduisent pas à anticiper le dégel de la réserve de précaution dès le début de l'exercice.

Recommandation n° 2 : appliquer pour le programme 191 les dispositions de l'article 95 du décret du 7 novembre 2012 sur l'identification des dépenses inéluctables et obligatoires.

Recommandation n° 3 : s'appuyer sur le travail de fiabilisation des besoins réels en CP de l'Agence nationale de la recherche (ANR) et une programmation effectuée désormais en AE<CP, pour assurer un meilleur calibrage des dotations disponibles et conduire l'apurement rapide des millésimes d'engagements les plus anciens.

Recommandation n° 4 : respecter les limites des crédits du titre 2 sur le programme 142.

Recommandation n° 5 : adopter une budgétisation réaliste des contributions aux organisations scientifiques internationales pour le programme 172.

Recommandation n° 6 : construire un schéma de résorption des reports de charges récurrents, liés d'une part aux établissements d'enseignement supérieur agricole privé sur le programme 142, d'autre part à la « dette » du MENESR envers les opérateurs du programme 150 au titre de la loi TEPA.

Recommandation n° 7 : intensifier le travail de remontée et de consolidation des informations relatives aux ressources dont bénéficient les opérateurs au titre des investissements d'avenir et des structures ayant une personnalité morale distincte.

Recommandation n° 8 : accélérer la production des données d'exécution relatives au CIR, affiner leur analyse et poursuivre, sur données postérieures à 2009, les études d'impact sur le CIR.

Recommandation n° 9 : Produire un plan de financement des 40 000 logements à construire intégrant les ressources consolidées du MENESR et du ministère du logement - porter une attention particulière au suivi des engagements hors bilan contractés par les CROUS.

**Annexe n° 1 : Principaux mouvements réalisés par voie réglementaire (reports, transferts, virements)**

*a) Programme 150*

- Report de 261,70 M€ en AE et 26,66 M€ en CP correspondant principalement au rattachement de fonds de concours tardifs (CP) et à des reports de tranches fonctionnelles (AE).
- Transfert sortant de 0,63 M€ (12 ETPT) vers le ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, correspondant à la quote-part de ce ministère au schéma d'emplois de la rentrée 2013.
- Transfert entrant lié au remboursement par le ministère de la Ville du coût des personnels mis à disposition des préfets dans le cadre du plan espoir banlieues pour un montant de 0,18 M€ (3 ETPT).
- Transfert sortant de 1,2 M€ au ministère de la décentralisation et de la fonction publique dans le cadre du financement des aides sociales interministérielles pour les établissements passés aux RCE.
- Transfert entrant de crédits indemnitaires de la MIES au bénéfice des personnels administratifs des établissements d'enseignement supérieur (3,5 M€).

*b) Programme 231*

- Report de 8,40 M€ en AE et 7,94 M€ en CP correspondant principalement au rattachement de fonds de concours tardifs (CP) et à des reports de tranches fonctionnelles (AE).
- Transfert entrant de crédits indemnitaires de la MIES au bénéfice des personnels administratifs du réseau des œuvres universitaires et scolaires (0,17 M€).
- Transfert sortant de 2,5 M€ au ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt prenant en compte les premières mesures de la réforme des aides aux étudiants.

*c) Programme 172*

- Reports de 40 M€ en CP correspondant à des reports de charge de l'exercice 2013 principalement sur l'ANR, ainsi que 34 186 € en AE et 37 603 € en CP (autres reports).

*d) Programmes 187 et 193*

Les seuls mouvements réglementaires observés sont des annulations (cf. parties I et II du corps de la note).

*e) Programme 190*

- Report de 20,21 M€ en AE et 25,35 M€ en CP.

*f) Programme 191*

- Transfert entrant d'1 M€ en AE=CP depuis le programme 192, destiné au financement d'une partie des contrats de recherche passés par le CEA avec le secteur privé.

*g) Programme 192*

- Reports de crédits d'1,8 M€ en AE pour compenser des incidents survenus dans le traitement de plusieurs actes de gestion et de 6,67 M€ en CP, qui correspondent à un surgel intervenu en fin de gestion et portant d'une part sur les crédits transférés par le SGDSN (décret n° 2014-1397 du 24 novembre 2014) au titre du fonds interministériel unique (2,67 M€) et d'autre part à une partie des crédits transférés par le ministère de la défense (programme 144) au titre du financement de la mise en œuvre du régime d'appui pour l'innovation duale (RAPID) destiné aux PME et aux ETI (4 M€) ;
- Transfert entrant de 58 M€ en AE=CP depuis le programme 144 « *environnement et prospective de la politique de défense* » pour financer le dispositif RAPID (régime d'appui aux PME pour l'innovation duale) et contribuer au FUI dans le cadre du soutien aux projets de recherche et de développement des pôles de compétitivité, par décret n°2014-962 du 22 août 2014 ;
- Transfert entrant 2,66 M€ depuis le programme 129 « *coordination du travail gouvernemental* » pour le FUI.
- Transfert sortant de 1 M€ vers le programme 191 pour financer une partie des contrats de recherche passés par le CEA avec le secteur privé.

*h) Programme 186*

- Report de 1,74 M€ d'AE et 0,86 M€ de CP.

- Virement de 15 000 € en AE=CP.

*i) Programme 142*

- Reports de 88,6 M€ d'AE pour le transfert d'AgroParisTech sur le plateau de Saclay (report reconduit pour 2015).
- Report de 5 M€ en AE=CP pour le renflouement de l'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort.
- Transfert entrant de 0,63 M€ en AE=CP (12 ETPT) depuis le programme 150 correspondant à la quote-part de ce ministère au schéma d'emplois de la rentrée 2013.
- Virement entrant de 2,10 M€ à partir des programmes 206 « Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation » et 215 « Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture ».

Des décrets d'annulation tardifs (pris entre décembre 2014 et février 2015) ont également impacté l'exécution des programmes 150, 231, 172, 192 et 142.



**Annexe n° 2 : Evolution des emplois sous plafond et hors plafond rémunérés par les principaux opérateurs de recherche sous tutelle du MENESR (ETPT en moyenne annuelle)**

|                |   | 2012          |               |               | 2013          |               |               | 2014          |               |               | évolution 2012-2013 (%) |              |              | évolution 2013-2014 (%) |              |              |
|----------------|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-------------------------|--------------|--------------|-------------------------|--------------|--------------|
|                |   | Sous plafond  | Hors plafond  | Total         | Sous plafond  | Hors plafond  | Total         | Sous plafond  | Hors plafond  | Total         | Sous plafond            | Hors plafond | Total        | Sous plafond            | Hors plafond | Total        |
| <b>172-187</b> | <b>Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires</b> | <b>62 208</b> | <b>14 686</b> | <b>76 894</b> | <b>61 089</b> | <b>15 066</b> | <b>76 155</b> | <b>60 285</b> | <b>15 186</b> | <b>75 470</b> | <b>-1,8%</b>            | <b>2,6%</b>  | <b>-1,0%</b> | <b>-1,3%</b>            | <b>0,8%</b>  | <b>-0,9%</b> |
|                | Académie des technologies   | 6             | 4             | 10            | 6             | 2             | 8             | 7             | 2             | 9             | 0,0%                    | -50,0%       | -20,0%       | 16,7%                   | 0,0%         | 12,5%        |
|                | ANR   | 207           | 7             | 214           | 206           | 9             | 215           | 205           | 13            | 218           | -0,5%                   | 28,6%        | 0,5%         | -0,5%                   | 44,4%        | 1,4%         |
|                | CEA   | 11 519        | 1 984         | 13 503        | 11 460        | 2 013         | 13 473        | 11 326        | 1 946         | 13 272        | -0,5%                   | 1,5%         | -0,2%        | -1,2%                   | -3,3%        | -1,5%        |
|                | CNRS  | 26 911        | 7 655         | 34 566        | 26 074        | 7 919         | 33 993        | 25 464        | 8 055         | 33 519        | -3,1%                   | 3,4%         | -1,7%        | -2,3%                   | 1,7%         | -1,4%        |
|                | GENOPOLE  | 45            | 1             | 46            | 45            | 2             | 47            | 44            | 5             | 49            | 0,0%                    | 100,0%       | 2,2%         | -2,4%                   | 160,0%       | 4,5%         |
|                | IHEST   | 9             | 0             | 9             | 9             | 0             | 9             | 10            | 0             | 10            | 0,0%                    | -            | 0,0%         | 11,1%                   | -            | 11,1%        |
|                | INED  | 180           | 37            | 217           | 182           | 38            | 220           | 186           | 41            | 227           | 1,1%                    | 2,7%         | 1,4%         | 2,2%                    | 7,9%         | 3,2%         |
|                | INRIA   | 1 623         | 880           | 2 503         | 1 656         | 879           | 2 535         | 1 664         | 850           | 2 514         | 2,0%                    | -0,1%        | 1,3%         | 0,5%                    | -3,3%        | -0,8%        |
|                | INSERM  | 5 863         | 2 184         | 8 047         | 5 800         | 2 200         | 8 000         | 5 766         | 2 208         | 7 973         | -1,1%                   | 0,7%         | -0,6%        | -0,6%                   | 0,3%         | -0,3%        |
|                | IPEV  | 15            | 87            | 102           | 14            | 81            | 95            | 13            | 80            | 93            | -6,7%                   | -6,9%        | -6,9%        | -7,1%                   | -1,2%        | -2,1%        |
|                | OST   | 24            | 0             | 24            | 25            | 0             | 25            | 22            | 0             | 22            | 4,2%                    | -            | 4,2%         | -12,0%                  | -            | -12,0%       |

|            |                           | 2012          |               |               | 2013          |               |               | 2014          |               |               | évolution 2012-2013 (%) |              |              | évolution 2013-2014 (%) |              |              |
|------------|---------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-------------------------|--------------|--------------|-------------------------|--------------|--------------|
|            |                           | Sous plafond  | Hors plafond  | Total         | Sous plafond  | Hors plafond  | Total         | Sous plafond  | Hors plafond  | Total         | Sous plafond            | Hors plafond | Total        | Sous plafond            | Hors plafond | Total        |
|            | BRGM                      | 910           | 76            | 986           | 912           | 74            | 986           | 907           | 55            | 962           | 0,2%                    | -2,6%        | 0,0%         | -0,5%                   | -25,4%       | -2,4%        |
|            | CIRAD                     | 1 718         | 149           | 1 867         | 1 713         | 109           | 1 822         | 1 663         | 80            | 1 743         | -0,3%                   | -26,8%       | -2,4%        | -2,9%                   | -26,6%       | -4,3%        |
|            | IFREMER                   | 1 280         | 283           | 1 563         | 1 273         | 262           | 1 535         | 1 497         | 234           | 1 731         | -0,5%                   | -7,4%        | -1,8%        | 17,6%                   | -10,7%       | 12,8%        |
|            | INRA                      | 8 971         | 936           | 9 907         | 8 809         | 1 048         | 9 857         | 8 695         | 1 175         | 9 870         | -1,8%                   | 12,0%        | -0,5%        | -1,3%                   | 12,1%        | 0,1%         |
|            | IRD                       | 1 931         | 139           | 2 070         | 1 904         | 139           | 2 043         | 1 854         | 150           | 2 004         | -1,4%                   | 0,0%         | -1,3%        | -2,6%                   | 7,9%         | -1,9%        |
|            | IRSTEA                    | 996           | 264           | 1 260         | 1 001         | 291           | 1 292         | 962           | 291           | 1 253         | 0,5%                    | 10,2%        | 2,5%         | -3,9%                   | 0,1%         | -3,0%        |
| <b>193</b> | <b>Recherche spatiale</b> |               |               |               |               |               |               |               |               |               |                         |              |              |                         |              |              |
|            | CNES                      | 2 392         | 215           | 2 607         | 2 402         | 321           | 2 723         | 2 390         | 298           | 2 688         | 0,4%                    | 49,3%        | 4,4%         | -0,5%                   | -7,1%        | -1,3%        |
|            | <b>Total mission</b>      | <b>64 600</b> | <b>14 901</b> | <b>79 501</b> | <b>63 491</b> | <b>15 387</b> | <b>78 878</b> | <b>62 674</b> | <b>15 484</b> | <b>78 158</b> | <b>-1,7%</b>            | <b>3,3%</b>  | <b>-0,8%</b> | <b>-1,3%</b>            | <b>0,6%</b>  | <b>-0,9%</b> |

Source : RAP des programmes de la MIREs ; les données 2012 sont en ETP sauf pour l'INED, l'INRIA, le BRGM, l'IRD et l'IRSTEA.

**Annexe n° 3 : Evolution des autres dépenses de fonctionnement  
courant hors PIA (en €)**

| <b>Autorisations d'engagement</b> | <b>Exec. 2012</b> | <b>Exec. 2013</b> | <b>LFI 2014</b>    | <b>Exec. 2014</b>  |
|-----------------------------------|-------------------|-------------------|--------------------|--------------------|
| <b>P150</b>                       | 29 506 685        | 27 564 347        | 13 845 764         | 20 235 698         |
| <b>P231</b>                       | 1 734 411         | 1 766 635         | 3 130 000          | 2 546 835          |
| <b>P172</b>                       | 18 620 676        | 18 317 848        | 14 776 027         | 17 340 969         |
| <b>P190</b>                       | 3 990 166         | 4 092 222         | 1 498 081          | 2 154 079          |
| <b>P186</b>                       | 2 539 010         | 2 611 638         |                    | Nd                 |
| <b>P142</b>                       | 59 664            | 8 000             | 0                  | 11 439             |
| <b>TOTAL</b>                      | <b>56 645 719</b> | <b>54 548 632</b> | <b>133 249 872</b> | <b>142 289 020</b> |

| <b>Crédits de paiement</b> | <b>Exec. 2012</b> | <b>Exec. 2013</b> | <b>LFI 2014</b>    | <b>Exec. 2014</b>  |
|----------------------------|-------------------|-------------------|--------------------|--------------------|
| <b>P150</b>                | 29 506 685        | 27 564 347        | 20 992 118         | 27 641 423         |
| <b>P231</b>                | 1 734 411         | 1 766 635         | 3 130 000          | 2 296 328          |
| <b>P172</b>                | 18 620 676        | 18 317 848        | 14 776 027         | 17 335 807         |
| <b>P190</b>                | 3 990 166         | 4 092 222         | 1 498 081          | 2 154 079          |
| <b>P186</b>                | 2 539 010         | 2 611 638         |                    | Nd                 |
| <b>P142</b>                | 59 664            | 8 000             | 0                  | 11 439             |
| <b>TOTAL</b>               | <b>56 645 719</b> | <b>54 548 632</b> | <b>140 396 226</b> | <b>149 439 076</b> |

Source : Cour des comptes d'après Chorus et réponses des ministères - dépenses à périmètre courant.

Sur le programme 150, l'exécution des crédits liés aux fonctions support est identique à 2013, soit 27,6 M€ de CP. S'agissant du programme 172, comme en 2012 et 2013, le niveau d'exécution 2014 est supérieur au montant prévu en LFI mais dans des proportions moindres (+ 17 % contre + 50 %). Il s'inscrit surtout en retrait de près de 1 M€ (- 5,3%) par rapport aux niveaux d'exécution 2013, traduisant, contrairement à l'année précédente, une contribution du MENESR à la maîtrise des dépenses de fonctionnement, conformément à l'objectif affiché dans la loi de programmation pour 2012-2017.

## Annexe n° 4 : Dépenses d'intervention par catégorie (en €)

| <b>P150</b>  | <b>Exec. 2012</b>    | <b>Exec. 2013</b>    | <b>LFI 2014</b>      | <b>Exec. 2014</b>    |
|--|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| Dépenses de guichet  |                      |                      |                      | 0                    |
| Dépenses discrétionnaires  | 138 681 509          | 119 251 614          | 93 987 561           | 106 812 514          |
| <b>Total des dépenses d'intervention</b>   | <b>138 681 509</b>   | <b>119 251 614</b>   | <b>93 987 561</b>    | <b>106 812 514</b>   |
| <b>P231</b>  | <b>Exec. 2012</b>    | <b>Exec. 2013</b>    | <b>LFI 2014</b>      | <b>Exec. 2014</b>    |
| Dépenses de guichet  | 1 867 575 668        | 1 889 411 951        | 2 024 399 820        | 2 020 910 705        |
| Dépenses discrétionnaires  | 20 020 662           | 19 746 613           | 16 208 228           | 19 596 958           |
| <b>Total des dépenses d'intervention</b>   | <b>1 887 596 330</b> | <b>1 909 158 564</b> | <b>2 040 608 048</b> | <b>2 040 507 663</b> |
| * intégration dans les dépenses de guichet des crédits pour les aides spécifiques (ex FNAU) et pour les aides à la |                      |                      |                      |                      |
| <b>P172</b>  | <b>Exec. 2012</b>    | <b>Exec. 2013</b>    | <b>LFI 2014</b>      | <b>Exec. 2014</b>    |
| Dépenses de guichet  | 264 489 557          | 272 292 160          | 275 623 287          | 293 400 535          |
| Dépenses discrétionnaires  | 815 457 895          | 628 476 976          | 790 905 296          | 595 398 870          |
| <b>Total des dépenses d'intervention</b>   | <b>1 079 947 452</b> | <b>900 769 136</b>   | <b>1 066 528 583</b> | <b>888 799 405</b>   |
| <b>P193</b>  | <b>Exec. 2012</b>    | <b>Exec. 2013</b>    | <b>LFI 2014</b>      | <b>Exec. 2014</b>    |
| Dépenses de guichet  | 800 735 670          | 829 700 000          | 854 003 853          | 802 049 401          |
| Dépenses discrétionnaires  |                      |                      |                      | 0                    |
| <b>Total des dépenses d'intervention</b>   | <b>800 735 670</b>   | <b>829 700 000</b>   | <b>854 003 853</b>   | <b>802 049 401</b>   |
| <b>P190</b>  | <b>Exec. 2012</b>    | <b>Exec. 2013</b>    | <b>LFI 2014</b>      | <b>Exec. 2014</b>    |
| Dépenses de guichet  | 0                    | 0                    | 0                    | 0                    |
| Dépenses discrétionnaires  | 96 351 425           | 78 288 543           | 72 489 126           | 255 766 138          |
| Dotations réglementées   | 71 857 810           | 21 270 317           | 22 349 285           | 15 799 017           |
| <b>Total des dépenses d'intervention</b>   | <b>168 209 235</b>   | <b>99 558 860</b>    | <b>94 838 411</b>    | <b>271 565 155</b>   |
| <b>P142</b>  | <b>Exec. 2012</b>    | <b>Exec. 2013</b>    | <b>LFI 2014</b>      | <b>Exec. 2014</b>    |
| Dépenses de guichet  | 12 680 789           | 38 657 450           | 39 460 295           | 38 726 735           |
| Dépenses discrétionnaires  | 4 768 828            | 4 270 800            | 4 622 927            | 4 297 876            |
| <b>Total des dépenses d'intervention</b>   | <b>17 449 617</b>    | <b>42 928 250</b>    | <b>44 083 222</b>    | <b>43 024 611</b>    |
| <b>P192</b>  | <b>Exec. 2012</b>    | <b>Exec. 2013</b>    | <b>LFI 2014</b>      | <b>Exec. 2014</b>    |
| Dépenses de guichet  |                      | 4 693 819            |                      | 4 921 303            |
| Dépenses discrétionnaires  |                      | 591 532 176          |                      | 479 588 171          |
| Dotations réglementées   |                      | 120 031 480          |                      | 149 622 294          |
| <b>Total des dépenses d'intervention</b>   | <b>0</b>             | <b>716 257 475</b>   | <b>0</b>             | <b>634 131 768</b>   |

Source : Cour des comptes, d'après réponses des ministères hors programme 186.

**Annexe n° 5 : Versements effectués en 2014 au titre des opérations Campus financées sur crédits budgétaires**

| En M€                    | Projets                   | Ligne de dépense           | Programmation 2014 |             | Exécution 2014 |             |
|--------------------------|---------------------------|----------------------------|--------------------|-------------|----------------|-------------|
|                          |                           |                            | AE                 | CP          | AE             | CP          |
| <b>- réalisés en PPP</b> |                           |                            |                    |             |                |             |
|                          | Toulouse Le Mirail        | 1 <sup>er</sup> équipement | 6,766              | 3,662       | 6,766          | 3,065       |
|                          | UEB campus numérique      | Ingénierie                 | 0,150              | 0,150       | 0,150          | 0,150       |
|                          | Lille cité scientifique   | Procédure                  | 1,260              |             | 0              |             |
|                          | Paris Est Copernic        | Procédure                  | 1,000              |             | 0              |             |
|                          | Lorraine MIM              | Procédure                  | 0,800              | 0,800       | 0,690          | 0,690       |
|                          |                           | Contrat + dédit            | 41,500             |             | 0              |             |
|                          | Lorraine Biosanté Brabois | Procédure                  | 1,500              |             | 0              |             |
| <b>- réalisés en MOP</b> |                           |                            |                    |             |                |             |
|                          | Cergy-Pontoise            | Etudes et travaux          | 0,300              |             | 0              |             |
|                          | Clermont – CRBC           | Etudes et travaux          | 15,000             |             | 15,000         |             |
|                          | Nantes CREM Tertre        | Etudes et travaux          | 0,788              | 0,072       | 0,788          | 0           |
|                          |                           | Procédure/ingénierie       | 0,600              | 0,030       | 0,600          | 0,600       |
|                          | Nice Pasteur              | Procédure/ingénierie       | 0,600              |             | 0              |             |
|                          | Nice Saint-Jean d'Angély  | Etudes et travaux          | 1,920              | 0,300       | 0              | 0           |
|                          | Valenciennes              | Etudes et travaux          | 1,600              | 0,750       | 0              | 0           |
|                          | Dauphine                  | Etudes et ingénierie       | 0                  | 0,540       | 0              | 0,540       |
|                          | <b>TOTAL</b>              |                            | <b>73,78</b>       | <b>6,30</b> | <b>23,99</b>   | <b>5,05</b> |

Source : MENESR

Aucun financement n'était programmé en 2014 pour les projets Campus non cités.

**Annexe n° 6 : Tendancier actualisé des opérations en PPP et en MOP dans le cadre du Plan Campus**

| Projet concerné                        | Nature                                 | Exécution 2014 |               | Prévision 2015 |               | Prévision 2016-2017 |                |
|--|--|----------------|---------------|----------------|---------------|---------------------|----------------|
|  |  | AE             | CP            | AE             | CP            | AE                  | CP             |
| Paris 4 Clignancourt                   | Contrat + dédit                        | 4,042          | 5,265         | 4,864          | 5,701         | 8,700               | 11,700         |
| Paris 7                                | Contrat + dédit                        | 6,037          | 10,743        | 7,342          | 11,012        | 15,000              | 22,600         |
| UVSQ (médecine Montigny)               | Contrat + dédit                        | 1,936          | 3,106         | 1,964          | 3,110         |                     |                |
| Toulouse 2 le Mirail                   | Contrat + dédit                        |                |               | 4,720          | 7,097         | 16,204              | 25,061         |
|  | 1er équipement                         | 6,766          | 3,065         |                | 2,651         |                     |                |
| Dijon                                  | Contrat + dédit                        |                |               | 0,939          | 1,230         |                     |                |
| UEBretagne                             | Contrat + dédit                        |                |               | 0,056          | 0,089         |                     |                |
|  | procédure/ingenierie                   | 0,150          | 0,150         |                |               |                     |                |
| Clermont-Ferrand MLV                   | Contrat + dédit                        |                |               | 0,100          | 0,125         | 2,048               | 2,930          |
| Lille CP2 formation innovation         | Contrat + dédit                        |                |               | 0,046          | 0,232         | 4,326               | 6,970          |
| <b>Sous total PPP signés</b>           |  | <b>18,931</b>  | <b>22,328</b> | <b>20,031</b>  | <b>31,246</b> | <b>46,278</b>       | <b>69,261</b>  |
|  |  |                |               |                |               |                     |                |
| Lille CP1 Cité scientifique*           | Contrat + dédit                        |                |               |                |               | 44,800              | 1,020          |
|  | procédure/ingenierie                   |                |               |                | 1,260         |                     |                |
| Lorraine MIM                           | Contrat + dédit                        |                |               |                |               | 2,650               | 4,050          |
|  | procédure/ingenierie                   | 0,690          | 0,690         |                |               |                     |                |
| Lorraine Biosanté Brabois*             | Contrat + dédit                        |                |               |                |               | 58,500              | 0,000          |
|  | procédure/ingenierie                   |                |               |                | 1,500         |                     |                |
| Paris-Est*                             | Contrat + dédit                        |                |               |                | 1,000         | 67,600              | 3,793          |
|  | procédure/ingenierie                   |                |               |                |               |                     |                |
| <b>Sous total PPP restant à signer</b> |  | <b>0,690</b>   | <b>0,690</b>  | <b>0,000</b>   | <b>3,760</b>  | <b>173,550</b>      | <b>8,863</b>   |
|  |  |                |               |                |               |                     |                |
| Cergy Pontoise                         | Etudes et travaux                      |                |               |                | 0,300         | 19,700              | 7,500          |
| Clermont-Ferrand CRBC                  | Etudes et travaux                      | 15,000         |               |                | 8,000         | 0,000               | 7,000          |
| Lorraine Gestion Management            | Etudes et travaux                      |                |               |                |               | 11,400              | 11,400         |
| Nantes Tertre                          | Etudes / travaux / 1 <sup>er</sup> eqt | 0,788          |               | 25,040         | 4,944         | 2,436               | 16,012         |
|  | procédure/ingenierie                   | 0,600          | 0,600         | 0,374          | 0,374         | 0,126               | 0,126          |
| Nice Pasteur animalerie                | Etudes et travaux                      |                |               | 6,200          | 0,600         | 0,000               | 5,600          |
|  | procédure/ingenierie                   |                |               |                | 0,600         |                     |                |
| Nice St-Jean d'Angély                  | Etudes et travaux                      |                |               |                | 0,600         | 0,000               | 1,020          |
| Valenciennes                           | Etudes et travaux                      |                |               | 18,400         | 3,250         | 0,000               | 16,000         |
| Paris Dauphine                         | Etudes et ingénierie                   | 0,000          | 0,540         |                |               |                     |                |
| Aléas                                  |  |                |               | 2,000          | 2,000         | 6,000               | 6,000          |
| ingénierie SGPI                        |  |                |               | 0,500          | 0,500         | 1,000               | 1,000          |
| <b>Sous total autres opérations</b>    |  | <b>16,388</b>  | <b>1,140</b>  | <b>52,514</b>  | <b>21,168</b> | <b>40,662</b>       | <b>71,658</b>  |
|  |  |                |               |                |               |                     |                |
| <b>Total</b>                           |  | <b>36,009</b>  | <b>24,158</b> | <b>72,545</b>  | <b>56,174</b> | <b>260,490</b>      | <b>149,782</b> |

Source : Direction du budget, d'après tableau MENESR.

## Annexe n° 7 : Evolution de la dotation versée aux universités passées aux RCE depuis 2012 (en €)

| Université          | Crédits de fonctionnement 2014 | Crédits de fonctionnement 2012 | %Evol  | Crédits de masse salariale 2014 | Crédits de masse salariale 2012 | %Evol | Crédits d'invt 2014 | Crédits d'invt 2012 | Réserve de précaution 2014 | Réserve de précaution 2012 | TOTAL CP 2014 | TOTAL CP 2012 | %Evol |
|---------------------|--------------------------------|--------------------------------|--------|---------------------------------|---------------------------------|-------|---------------------|---------------------|----------------------------|----------------------------|---------------|---------------|-------|
| AIX-MARSEILLE Univ  | 49 072 559                     | 53 915 146                     | -9,0%  | 436 707 811                     | 425 480 490                     | 2,6%  |                     |                     | -1 428 625                 | -2 388 054                 | 484 351 745   | 477 007 582   | 1,5%  |
| AMIENS              | 13 109 624                     | 14 173 826                     | -7,5%  | 137 091 921                     | 133 118 811                     | 3,0%  |                     |                     | -372 899                   | -623 329                   | 149 828 646   | 146 669 308   | 2,2%  |
| ANGERS              | 13 334 445                     | 15 234 825                     | -12,5% | 100 682 560                     | 95 343 565                      | 5,6%  |                     |                     | -365 476                   | -610 921                   | 113 651 529   | 109 967 469   | 3,4%  |
| ARTOIS              | 9 030 683                      | 9 783 173                      | -7,7%  | 94 656 562                      | 92 119 222                      | 2,8%  |                     |                     | -296 915                   | -496 315                   | 103 390 330   | 101 406 080   | 2,0%  |
| AVIGNON             | 4 971 364                      | 5 617 830                      | -11,5% | 40 907 760                      | 38 590 879                      | 6,0%  |                     |                     | -147 451                   | -246 475                   | 45 731 673    | 43 962 234    | 4,0%  |
| BESANCON            | 15 828 758                     | 16 545 793                     | -4,3%  | 145 387 755                     | 142 014 821                     | 2,4%  |                     |                     | -421 046                   | -703 810                   | 160 795 467   | 157 856 804   | 1,9%  |
| BORDEAUX III        | 6 377 295                      | 6 590 972                      | -3,2%  | 67 647 942                      | 64 950 677                      | 4,2%  |                     |                     | -213 258                   | -356 476                   | 73 811 979    | 71 185 173    | 3,7%  |
| BORDEAUX Univ       | 34 933 364                     | 36 319 351                     | -3,8%  | 287 536 716                     | 279 295 588                     | 3,0%  |                     |                     | -934 987                   | -1 559 972                 | 321 535 093   | 314 054 967   | 2,4%  |
| BREST               | 15 066 845                     | 15 508 280                     | -2,8%  | 125 391 271                     | 122 600 203                     | 2,3%  |                     |                     | -354 606                   | -592 750                   | 140 103 510   | 137 515 733   | 1,9%  |
| BRETAGNE SUD        | 5 634 639                      | 6 063 622                      | -7,1%  | 53 785 587                      | 51 230 924                      | 5,0%  |                     |                     | -198 470                   | -331 757                   | 59 221 756    | 56 962 789    | 4,0%  |
| CAEN                | 16 410 117                     | 19 156 988                     | -14,3% | 163 323 968                     | 160 053 153                     | 2,0%  |                     |                     | -473 057                   | -790 751                   | 179 261 028   | 178 419 390   | 0,5%  |
| CERGY-PONTOISE      | 11 816 730                     | 12 840 963                     | -8,0%  | 106 063 287                     | 103 894 524                     | 2,1%  |                     |                     | -350 680                   | -586 188                   | 117 529 337   | 116 149 299   | 1,2%  |
| CHAMBERY            | 8 995 589                      | 10 393 759                     | -13,5% | 75 001 533                      | 71 726 121                      | 4,6%  |                     |                     | -264 460                   | -442 065                   | 83 732 662    | 81 677 815    | 2,5%  |
| CLERMONT-FERRAND I  | 12 065 615                     | 12 690 750                     | -4,9%  | 79 760 835                      | 75 508 500                      | 5,6%  |                     |                     | -259 507                   | -433 786                   | 91 566 943    | 87 765 464    | 4,3%  |
| CLERMONT-FERRAND II | 16 473 220                     | 17 580 323                     | -6,3%  | 118 285 829                     | 115 056 187                     | 2,8%  |                     |                     | -380 459                   | -635 965                   | 134 378 590   | 132 000 545   | 1,8%  |
| CORSE               | 807 233                        | 1 343 079                      | -39,9% | 34 853 873                      | 33 542 690                      | 3,9%  |                     |                     | -71 821                    | -120 055                   | 35 589 285    | 34 765 714    | 2,4%  |
| DIJON               | 19 940 046                     | 20 899 680                     | -4,6%  | 167 337 812                     | 162 277 531                     | 3,1%  |                     |                     | -517 380                   | -864 840                   | 186 760 478   | 182 312 371   | 2,4%  |
| EVRY-VAL D'ESSONNE  | 6 560 180                      | 6 689 652                      | -1,9%  | 59 488 850                      | 57 896 761                      | 2,7%  |                     |                     | -241 429                   | -403 566                   | 65 807 601    | 64 182 847    | 2,5%  |
| GRENOBLE I          | 25 009 143                     | 27 792 056                     | -10,0% | 188 560 539                     | 183 804 642                     | 2,6%  |                     |                     | -656 658                   | -1 097 653                 | 212 913 024   | 210 499 045   | 1,1%  |

|                    |            |            |        |             |             |       |  |  |            |            |             |             |       |
|--------------------|------------|------------|--------|-------------|-------------|-------|--|--|------------|------------|-------------|-------------|-------|
| GRENOBLE II        | 8 506 203  | 8 869 936  | -4,1%  | 83 523 324  | 80 914 442  | 3,2%  |  |  | -256 213   | -428 279   | 91 773 314  | 89 356 099  | 2,7%  |
| GRENOBLE III       | 3 413 235  | 3 500 970  | -2,5%  | 37 416 109  | 36 074 515  | 3,7%  |  |  | -92 627    | -154 833   | 40 736 717  | 39 420 652  | 3,3%  |
| LA ROCHELLE        | 4 674 184  | 4 983 259  | -6,2%  | 51 811 708  | 49 782 632  | 4,1%  |  |  | -180 411   | -301 570   | 56 305 481  | 54 464 321  | 3,4%  |
| LE HAVRE           | 6 976 891  | 7 785 572  | -10,4% | 51 302 585  | 49 539 115  | 3,6%  |  |  | -177 905   | -297 381   | 58 101 571  | 57 027 306  | 1,9%  |
| LE MANS            | 7 890 892  | 8 243 372  | -4,3%  | 60 726 654  | 57 478 181  | 5,7%  |  |  | -201 650   | -337 073   | 68 415 896  | 65 384 480  | 4,6%  |
| LILLE I            | 21 399 171 | 23 290 283 | -8,1%  | 169 995 039 | 165 026 337 | 3,0%  |  |  | -565 642   | -945 513   | 190 828 568 | 187 371 107 | 1,8%  |
| LILLE II           | 11 393 859 | 12 580 077 | -9,4%  | 121 819 411 | 115 719 502 | 5,3%  |  |  | -441 682   | -738 304   | 132 771 588 | 127 561 275 | 4,1%  |
| LILLE III          | 9 746 095  | 9 482 846  | 2,8%   | 87 286 462  | 84 339 817  | 3,5%  |  |  | -276 062   | -461 458   | 96 756 495  | 93 361 205  | 3,6%  |
| LIMOGES            | 11 568 001 | 11 877 544 | -2,6%  | 103 623 539 | 100 784 816 | 2,8%  |  |  | -306 150   | -511 753   | 114 885 390 | 112 150 607 | 2,4%  |
| LITTORAL           | 6 978 340  | 7 495 103  | -6,9%  | 60 991 466  | 58 914 314  | 3,5%  |  |  | -233 775   | -390 772   | 67 736 031  | 66 018 645  | 2,6%  |
| LORRAINE Univ      | 45 819 773 | 48 894 739 | -6,3%  | 406 472 355 | 395 881 541 | 2,7%  |  |  | -1 274 801 | -2 130 479 | 451 017 327 | 442 645 801 | 1,9%  |
| LYON I             | 25 693 014 | 28 985 177 | -11,4% | 262 391 553 | 254 702 735 | 3,0%  |  |  | -847 884   | -1 417 301 | 287 236 683 | 282 270 611 | 1,8%  |
| LYON II            | 10 501 713 | 11 106 889 | -5,4%  | 100 330 811 | 95 377 755  | 5,2%  |  |  | -385 640   | -644 626   | 110 446 884 | 105 840 018 | 4,4%  |
| LYON III           | 6 979 683  | 7 537 812  | -7,4%  | 75 874 417  | 71 070 705  | 6,8%  |  |  | -301 370   | -503 762   | 82 552 730  | 78 104 755  | 5,7%  |
| MARNE-LA-VALLEE    | 3 771 583  | 4 747 993  | -20,6% | 67 567 065  | 64 459 808  | 4,8%  |  |  | -276 652   | -462 444   | 71 061 996  | 68 745 357  | 3,4%  |
| MONTPELLIER I      | 10 791 355 | 10 606 463 | 1,7%   | 113 578 205 | 109 811 974 | 3,4%  |  |  | -350 002   | -585 055   | 124 019 558 | 119 833 382 | 3,5%  |
| MONTPELLIER II     | 19 434 023 | 19 776 258 | -1,7%  | 141 702 369 | 137 114 231 | 3,3%  |  |  | -549 980   | -919 333   | 160 586 412 | 155 971 156 | 3,0%  |
| MONTPELLIER III    | 9 659 487  | 9 059 279  | 6,6%   | 77 429 444  | 74 164 278  | 4,4%  |  |  | -241 656   | -403 946   | 86 847 275  | 82 819 611  | 4,9%  |
| MULHOUSE           | 7 282 621  | 8 072 777  | -9,8%  | 62 344 503  | 60 060 591  | 3,8%  |  |  | -226 294   | -378 267   | 69 400 830  | 67 755 101  | 2,4%  |
| NANTES             | 25 348 960 | 26 404 866 | -4,0%  | 211 893 707 | 206 175 143 | 2,8%  |  |  | -654 305   | -1 093 720 | 236 588 362 | 231 486 289 | 2,2%  |
| NICE               | 19 090 096 | 20 218 222 | -5,6%  | 166 667 550 | 162 218 838 | 2,7%  |  |  | -529 441   | -885 000   | 185 228 205 | 181 552 060 | 2,0%  |
| NIMES              | 1 787 066  | 1 914 297  | -6,6%  | 12 007 763  | 10 620 612  | 13,1% |  |  | -70 888    | -118 495   | 13 723 941  | 12 416 414  | 10,5% |
| NOUVELLE-CALÉDONIE | 2 384 152  | 3 302 320  | -27,8% | 20 595 723  | 19 642 110  | 4,9%  |  |  | -72 691    | -121 508   | 22 907 184  | 22 822 922  | 0,4%  |
| ORLEANS            | 14 094 754 | 14 871 231 | -5,2%  | 118 983 429 | 116 102 383 | 2,5%  |  |  | -381 337   | -637 433   | 132 696 846 | 130 336 181 | 1,8%  |



## MISSION INTERMINISTERIELLE RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR 73

|                 |            |            |        |             |             |      |           |           |            |            |             |             |       |
|-----------------|------------|------------|--------|-------------|-------------|------|-----------|-----------|------------|------------|-------------|-------------|-------|
| PARIS I         | 16 591 225 | 17 147 198 | -3,2%  | 156 941 389 | 150 481 149 | 4,3% |           |           | -518 022   | -865 912   | 173 014 592 | 166 762 435 | 3,7%  |
| PARIS II        | 6 519 430  | 6 889 865  | -5,4%  | 62 269 116  | 59 422 034  | 4,8% |           |           | -209 495   | -350 186   | 68 579 051  | 65 961 713  | 4,0%  |
| PARIS III       | 10 167 843 | 11 732 477 | -13,3% | 81 669 757  | 78 734 370  | 3,7% |           |           | -276 838   | -462 755   | 91 560 762  | 90 004 092  | 1,7%  |
| PARIS IV        | 13 119 884 | 12 732 155 | 3,0%   | 122 562 956 | 119 728 868 | 2,4% | 1 222 565 | 578 278   | -372 605   | -622 837   | 136 532 800 | 132 416 463 | 3,1%  |
| PARIS V         | 17 715 978 | 18 550 045 | -4,5%  | 213 752 725 | 209 593 395 | 2,0% |           | 4 000 000 | -527 032   | -880 973   | 230 941 671 | 231 262 467 | -0,1% |
| PARIS VI        | 33 403 926 | 34 938 054 | -4,4%  | 317 986 111 | 312 597 763 | 1,7% |           |           | -975 442   | -1 630 524 | 350 414 595 | 345 905 293 | 1,3%  |
| PARIS VII       | 27 463 147 | 23 786 791 | 15,5%  | 224 780 835 | 220 678 683 | 1,9% | 4 705 743 | 9 136 149 | -613 307   | -1 025 188 | 256 336 418 | 252 576 435 | 1,5%  |
| PARIS VIII      | 6 260 479  | 6 506 942  | -3,8%  | 109 784 801 | 105 493 514 | 4,1% |           |           | -271 399   | -453 663   | 115 773 881 | 111 546 793 | 3,8%  |
| PARIS X         | 13 378 152 | 13 950 235 | -4,1%  | 147 153 646 | 141 942 270 | 3,7% |           |           | -450 105   | -752 385   | 160 081 693 | 155 140 120 | 3,2%  |
| PARIS XI        | 33 411 287 | 35 470 078 | -5,8%  | 244 154 466 | 240 294 688 | 1,6% |           |           | -892 011   | -1 491 063 | 276 673 742 | 274 273 703 | 0,9%  |
| PARIS XII       | 19 623 020 | 21 926 621 | -10,5% | 167 510 700 | 163 532 168 | 2,4% |           |           | -518 210   | -866 227   | 186 615 510 | 184 592 562 | 1,1%  |
| PARIS XIII      | 13 323 698 | 14 986 543 | -11,1% | 127 348 867 | 122 267 371 | 4,2% |           |           | -422 388   | -706 053   | 140 250 177 | 136 547 861 | 2,7%  |
| PAU             | 7 947 297  | 9 339 323  | -14,9% | 78 663 197  | 75 964 603  | 3,6% |           |           | -226 025   | -377 817   | 86 384 469  | 84 926 109  | 1,7%  |
| PERPIGNAN       | 5 469 880  | 5 275 121  | 3,7%   | 50 856 413  | 48 497 561  | 4,9% |           |           | -164 431   | -274 858   | 56 161 862  | 53 497 824  | 5,0%  |
| POITIERS        | 29 612 995 | 31 187 764 | -5,0%  | 164 533 836 | 160 508 845 | 2,5% |           |           | -483 499   | -808 205   | 193 663 332 | 190 888 404 | 1,5%  |
| REIMS           | 14 112 423 | 16 737 000 | -15,7% | 145 960 958 | 142 074 172 | 2,7% |           |           | -365 779   | -611 427   | 159 707 602 | 158 199 745 | 1,0%  |
| RENNES I        | 23 518 657 | 25 084 920 | -6,2%  | 176 512 351 | 171 501 807 | 2,9% |           |           | -568 898   | -950 956   | 199 462 110 | 195 635 771 | 2,0%  |
| RENNES II       | 7 267 786  | 7 275 038  | -0,1%  | 78 942 811  | 74 985 398  | 5,3% |           |           | -254 294   | -425 072   | 85 956 303  | 81 835 364  | 5,0%  |
| ROUEN           | 16 247 695 | 18 945 267 | -14,2% | 154 091 417 | 149 960 518 | 2,8% |           |           | -462 543   | -773 176   | 169 876 569 | 168 132 609 | 1,0%  |
| SAINT-ETIENNE   | 7 985 996  | 9 029 925  | -11,6% | 90 164 968  | 86 451 100  | 4,3% |           |           | -275 456   | -460 445   | 97 875 508  | 95 020 580  | 3,0%  |
| STRASBOURG Univ | 31 726 005 | 35 771 871 | -11,3% | 292 622 055 | 284 813 434 | 2,7% |           |           | -1 014 908 | -1 696 495 | 323 333 152 | 318 888 810 | 1,4%  |
| TOULON          | 6 723 185  | 7 090 050  | -5,2%  | 58 266 327  | 55 252 762  | 5,5% |           |           | -199 800   | -333 980   | 64 789 712  | 62 008 832  | 4,5%  |

|                          |                      |                      |              |                      |                      |             |                   |                   |                    |                    |                       |                      |             |
|--------------------------|----------------------|----------------------|--------------|----------------------|----------------------|-------------|-------------------|-------------------|--------------------|--------------------|-----------------------|----------------------|-------------|
| TOULOUSE I               | 10 861 246           | 11 400 226           | -4,7%        | 69 045 394           | 65 615 405           | 5,2%        |                   |                   | -272 105           | -454 844           | 79 634 535            | 76 560 787           | 4,0%        |
| TOULOUSE II              | 10 793 893           | 14 150 982           | -23,7%       | 133 006 702          | 130 060 713          | 2,3%        | 3 065 000         |                   | -407 855           | -681 760           | 146 457 740           | 143 529 935          | 2,0%        |
| TOULOUSE III             | 30 707 325           | 32 210 151           | -4,7%        | 252 312 285          | 245 492 699          | 2,8%        |                   |                   | -795 940           | -1 330 473         | 282 223 670           | 276 372 377          | 2,1%        |
| TOURS                    | 15 831 051           | 16 552 851           | -4,4%        | 138 556 297          | 132 490 299          | 4,6%        |                   |                   | -421 492           | -704 555           | 153 965 856           | 148 338 595          | 3,8%        |
| VALENCIENNES             | 7 179 370            | 8 175 308            | -12,2%       | 74 269 005           | 71 989 552           | 3,2%        |                   |                   | -258 789           | -432 585           | 81 189 586            | 79 732 275           | 1,8%        |
| VERSAILLES-ST-QUENTIN    | 15 636 383           | 13 899 984           | 12,5%        | 92 777 832           | 88 847 359           | 4,4%        | 1 170 025         | 494 413           | -327 690           | -547 758           | 109 256 550           | 102 693 998          | 6,4%        |
| <b>TOTAL UNIVERSITES</b> | <b>1 033 221 856</b> | <b>1 103 490 138</b> | <b>-6,4%</b> | <b>9 175 304 819</b> | <b>8 893 754 164</b> | <b>3,2%</b> | <b>10 163 334</b> | <b>14 208 840</b> | <b>-29 390 600</b> | <b>-49 125 205</b> | <b>10 189 299 408</b> | <b>9 962 327 937</b> | <b>2,3%</b> |

Source : Cour des comptes, d'après données MENESR.

**Annexe n° 8 : Budget alloué aux opérateurs de recherche**

**1 – Subventions issues des programmes sous responsabilité du  
MENESR**

| Programme | Opérateur                      | LFI 2014        | Réserve finale<br>(base LFI)<br>notifiée le<br>11/12/2014 | SCSP nette de<br>réserve | SCSP exécutée          |
|-----------|--------------------------------|-----------------|---|--------------------------|------------------------|
| P 172     | CNRS                           | 2 600 414 511 € | -30 868 786 €   | 2 569 545 725 €          | 2 572 439 674 €        |
|           | INSERM                         | 619 915 359 €   | -10 551 047 €   | 609 364 312 €            | 612 447 816 €          |
|           | INRIA                          | 169 105 317 €   | -2 679 839 €  | 166 425 478 €            | 168 289 182 €          |
|           | INED                           | 16 899 086 €    | -213 508 €  | 16 685 578 €             | 16 820 480 €           |
|           | ANR (titres 3 et 6)            | 605 154 491 €   | -41 473 504 €   | 563 680 987 €            | 563 704 507 €          |
|           | CEA                            | 513 356 931 €   | -15 966 642 €   | 497 390 289 €            | 501 429 389 €          |
|           | IPEV                           | 23 238 260 €    | -1 407 326 €  | 21 830 934 €             | 21 830 934 €           |
|           | Genopole                       | 3 000 000 €     | -160 459 €  | 2 839 541 €              | 2 839 541 €            |
|           | Académie des technologies      | 1 374 828 €     | -67 435 €   | 1 307 393 €              | 1 557 393 €            |
|           | IHEST                          | 1 546 820 €     | -64 747 €   | 1 482 073 €              | 1 537 073 €            |
|           | OST                            | 1 496 520 €     | -44 997 €   | 1 451 523 €              | 1 692 007 €            |
|           | <b>Programme 172, total AE</b> |                 | <b>4 555 502 123 €</b>                                    | <b>-103 498 290 €</b>    | <b>4 452 003 833 €</b> |
| P 172     | CNRS                           | 2 600 414 511 € | -30 868 786 €   | 2 569 545 725 €          | 2 444 643 572 €        |
|           | INSERM                         | 619 915 359 €   | -10 551 047 €   | 609 364 312 €            | 612 447 816 €          |
|           | INRIA                          | 169 105 317 €   | -2 679 839 €  | 166 425 478 €            | 168 276 382 €          |
|           | INED                           | 16 899 086 €    | -213 508 €  | 16 685 578 €             | 16 820 480 €           |
|           | ANR (titres 3 et 6)            | 605 154 491 €   | -41 473 504 €   | 563 680 987 €            | 429 981 088 €          |
|           | CEA                            | 513 356 931 €   | -15 966 642 €   | 497 390 289 €            | 497 411 807 €          |
|           | IPEV                           | 23 238 260 €    | -1 407 326 €  | 21 830 934 €             | 21 830 934 €           |
|           | Genopole                       | 3 000 000 €     | -160 459 €  | 2 839 541 €              | 2 839 541 €            |
|           | Académie des technologies      | 1 374 828 €     | -67 435 €   | 1 307 393 €              | 1 557 393 €            |
|           | IHEST                          | 1 546 820 €     | -64 747 €   | 1 482 073 €              | 1 537 073 €            |
|           | OST                            | 1 496 520 €     | -44 997 €   | 1 451 523 €              | 1 561 946 €            |
|           | <b>Programme 172, total CP</b> |                 | <b>4 555 502 123 €</b>                                    | <b>-103 498 290 €</b>    | <b>4 452 003 833 €</b> |

| Programme                      | Opérateur            | LFI 2014               | Réserve finale<br>(base LFI)<br>notifiée le<br>11/12/2014 | SCSP nette de<br>réserve | SCSP exécutée          |
|--------------------------------|----------------------|------------------------|---|--------------------------|------------------------|
| P 187                          | INRA                 | 675 535 825 €          | -6 419 937 €  | 669 115 888 €            | 671 675 483 €          |
|                                | IRD                  | 205 349 507 €          | -2 565 447 €  | 202 784 060 €            | 202 649 796 €          |
|                                | IRSTEA (ex CEMAGREF) | 58 948 239 €           | -424 800 €  | 58 523 439 €             | 60 028 714 €           |
|                                | CIRAD                | 130 593 446 €          | -2 420 232 €  | 128 173 214 €            | 129 335 641 €          |
|                                | IFREMER              | 151 070 429 €          | -2 975 387 €  | 148 095 042 €            | 149 629 074 €          |
|                                | BRGM                 | 56 080 465 €           | -1 330 407 €  | 54 750 058 €             | 50 440 625 €           |
| <b>Programme 187, total AE</b> |                      | <b>1 277 577 911 €</b> | <b>-16 136 210 €</b>                                      | <b>1 261 441 701 €</b>   | <b>1 263 759 333 €</b> |
| P 187                          | INRA                 | 675 535 825 €          | -6 419 937 €  | 669 115 888 €            | 671 675 483 €          |
|                                | IRD                  | 205 349 507 €          | -2 565 447 €  | 202 784 060 €            | 202 649 796 €          |
|                                | IRSTEA (ex CEMAGREF) | 58 948 239 €           | -424 800 €  | 58 523 439 €             | 60 028 714 €           |
|                                | CIRAD                | 130 593 446 €          | -2 420 232 €  | 128 173 214 €            | 129 335 641 €          |
|                                | IFREMER              | 151 070 429 €          | -2 975 387 €  | 148 095 042 €            | 149 629 074 €          |
|                                | BRGM                 | 56 080 465 €           | -1 330 407 €  | 54 750 058 €             | 50 440 625 €           |
| <b>Programme 187, total CP</b> |                      | <b>1 277 577 911 €</b> | <b>-16 136 210 €</b>                                      | <b>1 261 441 701 €</b>   | <b>1 263 759 333 €</b> |
| P 193                          | CNES                 | 575 104 707 €          | -23 292 312 €   | 551 812 395 €            | 543 957 435 €          |
| <b>Programme 193, total AE</b> |                      | <b>575 104 707 €</b>   | <b>-23 292 312 €</b>                                      | <b>551 812 395 €</b>     | <b>543 957 435 €</b>   |
| P 193                          | CNES                 | 575 104 707 €          | -23 292 312 €   | 551 812 395 €            | 543 957 435 €          |
| <b>Programme 193, total CP</b> |                      | <b>575 104 707 €</b>   | <b>-23 292 312 €</b>                                      | <b>551 812 395 €</b>     | <b>543 957 435 €</b>   |

Source : MENESR

**2 – Hors programmes MENESR**

| Programme | Opérateur               | LFI 2014      | Réserve finale<br>(base LFI)<br>notifiée le<br>11/12/2014 | SCSP nette de<br>réserve | SCSP exécutée |
|-----------|-------------------------|---------------|---|--------------------------|---------------|
| P. 190    | CEA (*)                 | 820 550 307 € |   |                          | 812 817 186 € |
|           | IFPEN                   | 142 638 105 € |   |                          | 141 366 231 € |
|           | INERIS                  | 6 832 690 €   |   |                          | 6 529 606 €   |
|           | IRSN                    | 185 775 706 € |   |                          | 176 380 376 € |
|           | IFSTTAR                 | 87 784 416 €  |   |                          | 85 810 428 €  |
|           | ANSES                   | 1 589 283 €   |   |                          | 1 526 839 €   |
|           | ADEME                   | 26 123 831 €  |   |                          | 24 251 567 €  |
|           | <b>P. 190, total CP</b> |               | <b>1 271 294 338 €</b>                                    |                          |               |
| P. 142    | IRSTEA (ex CEMAGREF)    |               |   |                          | 21 252 728 €  |
|           | INRA                    |               |   |                          | 1 653 000 €   |
|           | <b>P. 142, total CP</b> |               |   |                          |               |

Source : Ministère de l'écologie du développement durable et de l'énergie (P. 190) et ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt (P. 142).

(\*) Le montant exécuté intègre 20 M€ de reports de crédits 2013 non repris au montant de la LFI, au titre du réacteur Jules Horowitz.

## Annexe n° 9 : Les dépenses fiscales de la MIREs

### 1 - Nombre et montants des 16 dépenses de la mission

Parmi les dépenses rattachées à titre principal, six ne sont pas chiffrables ou sont chiffrées à  $\epsilon$  (moins de 0,5 M€) sur les programmes 231, 192 et 142<sup>53</sup>. L'essentiel de la dépense réside dans le CIR, chiffré, pour l'exercice 2014, à 5,8 Md€, réévalué à 5,55 Md€ en PAP 2015<sup>54</sup>.

**Tableau n° 1 : Dépenses rattachées au programme (en M€)**

|          | Dépenses fiscales rattachées à titre principal |               | Dépenses fiscales rattachées à titre subsidiaire (*) |               |
|----------|--|---------------|--|---------------|
|          | Nombre de dispositifs                          | Montant total | Nombre de dispositifs                                | Montant total |
| 2011     | 17   | 4 451         | 9  | 3 153         |
| 2012     | 17   | 4 583         | 9  | 3 171         |
| 2013     | 16   | 5 176         | 8  | 3 298         |
| PLF 2014 | 16   | 6 240         | 8  | 3 048         |
| PLF 2015 | 16   | 6 030         | 8  | 3 567         |

Source : PLF 2014 et 2015, Voies et moyens, tome II, RAP 2011 à 2013 et PAP 2014 et 2015.

(\*) La réduction d'impôts pour frais de scolarité dans l'enseignement supérieur, rattachée à titre principal au p. 231, l'est aussi à titre subsidiaire au p. 142.

<sup>53</sup> Exonération des dividendes perçus par l'associé unique d'une société unipersonnelle d'investissement à risque (SUIR)s ; imputation sur le revenu global du déficit provenant des frais de prise de brevet et de maintenance ; exonération des plus-values de cession : - d'actions ou de parts de sociétés agréées pour la recherche scientifique ou technique ; - de titres de sociétés financières d'innovation conventionnées ; exonération des sociétés unipersonnelles d'investissement à risque (SUIR) ; taxation au taux réduit des plus-values à long terme provenant des produits de cessions et de concessions de brevets ; (P192) ; exonération des revenus patrimoniaux des établissements publics scientifiques, d'enseignement et d'assistance pour leurs revenus fonciers agricoles et mobiliers (P142) ; réduction d'impôt pour frais de scolarité dans l'enseignement supérieur (P 231).

<sup>54</sup> Viennent ensuite deux dépenses fiscales du programme 231 : l'exonération d'impôt sur le revenu (sur option) des salaires perçus par les jeunes au titre d'une activité exercée pendant leurs études secondaires ou supérieures ou leurs congés scolaires ou universitaires (235 M€ réévalué à 245 M€ en 2014), dont l'abandon avait été envisagé en PAP 2014 avant d'y renoncer en LFI ; et la réduction d'impôt pour frais de scolarité dans l'enseignement supérieur (205 M€ en 2014). La taxation au taux réduit des plus-values à long terme provenant des produits de cessions et de concessions de brevets (635 M€ en 2013, ramené à 400 M€ en 2014) n'a pas été chiffrée pour 2015.

## 2 - Analyse des évolutions de prévision de la dépense fiscale au titre du CIR

Le PLF 2015 confirme les nouveaux ordres de grandeur cible estimés pour le chiffrage du CIR (5,55 Md€), avec toutefois un décalage de millésime, ramenant la prévision 2013 de 4,05 à 3,26 Md€ et réduisant de 250 M€ celle pour 2014. De tels écarts s'expliquent par l'actualisation des données relatives aux créances et aux dépenses fiscales.

S'agissant des créances, les montants 2010, 2011 et 2012 sont désormais estimés par la DGFIP à partir des éléments de liquidation de l'impôt sur les sociétés et des créances déclarées par les entreprises<sup>55</sup>, les créances non déposées (2013 et 2014) étant estimées sur la base d'un scénario dit « haut » de la direction générale du Trésor. D'autre part, s'agissant des dépenses, le PLF 2015 s'appuie sur l'actualisation des clés de consommation des créances constituées jusqu'en 2012, fondée sur les données d'exécution 2013, qui modifie plus substantiellement les paramètres du modèle que l'actualisation, limitée, des montants de créances<sup>56</sup>. Au cas particulier de la dépense 2013, revue à la baisse de 780 M€, l'essentiel, environ 730 M€, résulte d'après la DLF, de ce dernier effet.

**Tableau n° 2 : Evaluation de la dépense fiscale liée au CIR dans les lois de finances initiales (en M€)**

|                    | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|--------------------|------|------|------|------|------|------|
| chiffrage PLF 2011 | 4500 | 2100 |      |      |      |      |
| chiffrage PLF 2012 | 4900 | 2275 | 2300 |      |      |      |
| chiffrage PLF 2013 |      | 3070 | 2853 | 3350 |      |      |
| chiffrage PLF 2014 |      |      | 3370 | 4050 | 5800 |      |
| chiffrage PLF 2015 |      |      |      | 3269 | 5550 | 5340 |

Source : Cour des comptes à partir des PAP et fascicules voies et moyens.

<sup>55</sup> Les créances étaient, jusqu'en PLF 2014, pour les millésimes 2010 et 2011, estimées sur la base des données du MENESR majorées de 3 % pour tenir compte des déclarations déposées en retard et compte tenu des minorations régulièrement observées par le passé.

<sup>56</sup> Ainsi, en particulier, les clés de consommation lors de la troisième année suivant celle de constitution de la créance, sont ramenées de 12,2 % à 2,7 % dès les créances de 2010. Cette dernière information apporte un éclairage nouveau sur la consommation des créances : une entreprise qui n'aura pu imputer la totalité de sa créance en 1<sup>ère</sup> ou 2<sup>ème</sup> année, imputera une faible proportion en 3<sup>ème</sup> année et sera restituée en 4<sup>ème</sup> année. Compte tenu des consommations observées en 5<sup>ème</sup> année voire au-delà, il est désormais considéré que 95% de la créance est consommée en quatre ans, les 5% restant étant consommés par quart les quatre années suivantes.

**Tableau n° 3 : Evolution de la créance fiscale et de la dépense fiscale du CIR (en M€)**

|                 | 2010  | 2011  | 2012  | 2013  | 2014 (*) | 2015 (*) |
|-----------------|-------|-------|-------|-------|----------|----------|
| Créance fiscale | 5660  | 5270  | 5570  | 5800  | 6030     | 6330     |
| Dépense fiscale | 4 900 | 3 070 | 3 370 | 3 269 | 5550     | 5340     |

Source : Cour des comptes à partir de données DLF, DGRI et du PAP 2015.  
(\* ) hors coût estimé à 160 M€ en 2014 puis 190 M€ en 2015 du crédit d'impôt innovation.



### 3 - Etudes relatives aux dépenses fiscales du programme 192 au titre de l'article 18 de la LPFP 2012-2017

Le programme compte dix dépenses fiscales rattachées à titre principal en 2014 (cf. ci-dessous).

**Tableau n° 4 : Les dépenses fiscales associées au programme**

| En M€   | 2012       | 2013       | 2014       |
|---|------------|------------|------------|
| Taxation au taux réduit des plus-values à long terme provenant des produits de cessions et de concessions de brevets  | 705        | 635        | 635        |
| CIR élargi à l'innovation   | 0          | 0          | 160        |
| Réduction d'impôt au titre de la souscription de parts de fonds communs de placement dans l'innovation (FCPI)   | 54         | 35         | 25         |
| Exonération totale ou partielle des bénéfices réalisés par les JEI (existantes au 1er janvier 2004 ou créées entre le 1er janvier 2004 et le 31 décembre 2013) et les jeunes entreprises universitaires | 20         | 8          | 8          |
| Exonération totale ou partielle des bénéfices réalisés par les entreprises participant à un projet de recherche et de développement et implantées dans une zone de recherche et de développement        | 3          | 3          | 3          |
| Exonération des plus-values de cession de titres de JEI ou de jeunes entreprises universitaires   | 2          | 2          | 2          |
| Exonération des sociétés unipersonnelles d'investissement à risque (SUIR)   | nc         | nc         | nc         |
| Imputation sur le revenu global du déficit provenant des frais de prise de brevet et de Maintenance   | nc         | nc         | nc         |
| Exonération des dividendes perçus par l'associé unique d'une société unipersonnelle d'investissement à risque (SUIR)  | nc         | nc         | nc         |
| Exonération des plus-values de cession :<br>- d'actions ou de parts de sociétés agréées pour la recherche scientifique ou technique<br>- de titres de sociétés financières d'innovation Conventionnées  | nc         | nc         | nc         |
| <b>Total</b>  | <b>784</b> | <b>683</b> | <b>833</b> |

Sources : PAP 2014 et RPROG.

En 2014, trois dépenses fiscales du programme ont fait l'objet d'une évaluation par la DGE et la direction du budget, en application de

l'article 18<sup>57</sup> de la loi n° 2012-1558 du 31 décembre 2012 de programmation des finances publiques pour les années 2012 à 2017. La première dépense représente, à elle seule, 93% du montant total.

*a) Taxation au taux réduit des plus-values à long terme provenant des produits de cession et de concession de brevets :*

L'objectif de ce régime fiscal est d'inciter à céder ou à concéder des brevets non exploités et à encourager l'innovation des entreprises.

La DGE a demandé en novembre 2012 au cabinet Arsène Taxan de réaliser une évaluation du dispositif entre autre en comparaison avec les systèmes en Allemagne, Belgique, Royaume-Uni, Irlande et au Luxembourg. Les conclusions de l'enquête montrent que « *le dispositif est équilibré et lisible, que sa mise en œuvre est plus facile que celle de régimes comparables en vigueur dans d'autres Etats membres de l'Union européenne et que les entreprises en sont satisfaites. Il participe, en outre, à l'attractivité du territoire en entraînant les investisseurs internationaux.* »

Il n'existe pas d'autres mesures fiscales incitant à céder ou à concéder des brevets non exploités.

*b) Réduction d'impôt au titre de la souscription de parts de fonds communs de placement dans l'innovation (FCPI) :*

Les FCPI ont vocation à investir dans les sociétés innovantes et à soutenir la recherche industrielle. Ce dispositif fiscal permet de corriger le biais défavorable aux entreprises innovantes lié au facteur de risque de l'innovation. Il soutient l'activité du capital-risque en incitant les personnes physiques à l'investissement et facilite l'accès des entreprises bénéficiaires à d'autres types de financement.

---

<sup>57</sup> Les dépenses fiscales, d'une part, et les réductions, exonérations ou abattements d'assiette s'appliquant aux cotisations et contributions affectées aux régimes obligatoires de base de sécurité sociale ou aux organismes concourant à leur financement, d'autre part, font l'objet d'une évaluation annuelle de leur efficience et de leur efficacité.

Ces évaluations sont réalisées chaque année par cinquième des dépenses fiscales, réductions, exonérations ou abattements d'assiette et sur l'ensemble de ceux qui, aux termes du texte qui les a institués, cesseront de s'appliquer dans les douze mois.

Ces évaluations sont transmises au Parlement.

L'évaluation réalisée en février 2014 se base sur une étude, de 2013, de l'association française des investissements pour la croissance (AFIC) qui conclut que les entreprises innovantes accompagnées par les FCPI ont connu des performances supérieures aux autres entreprises. Ainsi, les effectifs et le chiffre d'affaires ont augmenté globalement respectivement de 12,5 % et 17 % entre 2010 et 2011. Le capital-risque fait face à des difficultés structurelles liées à son manque de rentabilité, mais surtout à des difficultés conjoncturelles de levée de fonds, en partie du fait des nouvelles contraintes prudentielles pesant sur les investisseurs institutionnels. De manière plus conjoncturelle, le niveau des levées de fonds opérées en 2012 (1 030 M€) et 2013 (1 375 M€) semble toutefois mettre fin à un phénomène de baisse régulière constaté au titre de la période 2007-2011 (1 128 M€ à 451 M€).

Selon l'étude menée par l'AFIC, l'investissement par les FCPI apparaît comme un facteur de pérennisation de l'activité car 82 % des entreprises françaises sont toujours en activité fin 2010.

Ce régime fiscal permet une stabilisation de l'investissement en capital-risque mais n'est pas le seul puisque 4 autres dispositifs fiscaux incitatifs permettent le financement en fonds propres des PME : réduction d'ISF au titre de la souscription de parts de FCPI, réductions d'impôt d'IR et d'ISF attachées aux souscriptions de parts de fonds d'investissement de proximité (FIP), à l'investissement direct dans les PME ou via des holdings, exonérations d'IR des plus-values de cession et des dividendes distribués par les sociétés de capital-risque (SCR) et les fonds communs de placement à risques (FCPR), exonération d'IS des SCR.

*c) Exonération, sous certaines conditions, des revenus des parts de fonds communs de placement à risque (FCPR) et des produits distribués des sociétés de capital- risque (SCR) :*

Le dispositif fiscal encourage l'orientation de l'épargne des particuliers vers les fonds propres des entreprises et favorise l'investissement en imposant une durée de détention suffisante pour bénéficier des exonérations.

L'évaluation de juin 2014 relève que « *le capital-investissement fait face à des difficultés conjoncturelles de levée de fonds, en partie du fait des nouvelles contraintes prudentielles pesant sur les investisseurs institutionnels. A cela s'ajoutent, pour le segment du capital risque, des difficultés structurelles liées à son manque de rentabilité* ».

Le niveau des levées de fonds opérées en 2012 (5 Md€) et 2013 (8,2 Md€) pour le capital investissement reflète surtout quelques grosses

levées de fonds et les difficultés de levées persistent et sont en moyenne sur la période 2009-2013 autour de 5,7 Md€ au lieu de 10,5 Md€ levés en moyenne sur la période 2005-2008.

Le ministère s'appuie sur les données de l'AFIC qui, en 2012, montrent que les entreprises accompagnées par le capital investissement ont créé environ 80 000 emplois net, (à comparer avec une perte nette de près de 100 000 emplois dans le secteur marchand) et une croissance de leur CA de 4% (en comparaison avec une croissance du PIB nominal de 1,5%).

Le ministère estime que « *ce dispositif fait partie de l'ensemble des mesures en faveur des investissements en capital-risque nécessaire pour soutenir l'activité en temps de crise* ». Toutefois, là encore d'autres dispositifs incitatifs permettent le financement en fonds propres des PME.

Les mesures fiscales représentent un montant très proche de celui des crédits budgétaires du programme. Il s'agit de dispositifs d'exonération fiscale à des fins d'orientation de comportements économiques.

Il est observé que plusieurs dispositifs fiscaux se cumulent en matière de financement en fonds propres des PME sans qu'il soit aisé de relier l'impact des mesures fiscales aux résultats

**Annexe n° 10 : Redéploiements de crédits des PIA 1 et 2 sur le  
périmètre de la MIREs en 2014**

|                            |       | Action  | Redéploiements 2014 |         |  |
|----------------------------|-------|---|---------------------|---------|--|
|                            |       |   | DC                  | DNC     | Commentaires   |
| <b>MENESR</b>              | PIA 1 | Instituts Carnot  | 5 M€                | 95 M€   | En provenance des actions IEED et FNV  |
|                            |       | Fond national de valorisation (SATT) / Consortium de Valorisation Thématiques | - 2 M€              |         | Vers l'action Instituts Carnot   |
|                            |       | Equipements d'excellence  | 13 M€               |         | En provenance de l'action IEED pour la flotte océanographique  |
|                            | PIA 2 | Technologies-clés génériques (KETs)   | - 90 M€             |         | Vers l'action Maîtrise des risques nucléaires du programme 402 "Excellence technologique des industries de défense" (hors MIREs) |
|                            |       | Espace  | 11,5 M€             |         | En provenance de l'action "Démonstrateurs technologiques aéronautiques"  |
|                            |       | Recherche hospitalo-universitaire en santé                                    | - 50 M€             |         | Vers l'action Maîtrise des risques nucléaires du programme 402 "Excellence technologique des industries de défense" (hors MIREs) |
| <b>MIREs (hors MENESR)</b> | PIA 1 | Instituts pour la Transition Energétique (ex IEED)                            | - 16 M€             | - 95 M€ | Vers les actions Instituts Carnot et Equipex   |
|                            |       | Démonstrateurs / Aéronefs du futur  | 185 M€              |         | En provenance d'actions hors MIREs pour le financement de l'A350   |
|                            | PIA 2 | Démonstrateurs technologiques aéronautiques                                   | -211,5M€            |         | Vers les actions Espace, Nano 2017 et Projets agricoles et agroalimentaires d'avenir   |

*Source : Cour des comptes, d'après données MENESR pour le programme 409 et MEDDE pour le programme 410.*

### Annexe n° 11 : Réagencement du volet performance dans le cadre de la fusion, en 2015, des programmes 172 et 187

Si le PAP 2014 ne présente aucun changement quant aux objectifs et indicateurs des trois programmes de recherche du MENESR, en revanche le PAP 2015, du fait de la fusion des programmes 172 et 187, connaît un réagencement de la maquette du volet performance. Le nombre d'objectifs, indicateurs et sous-indicateurs est significativement réduit, ainsi qu'en atteste le tableau ci-dessous. Compte tenu du périmètre du nouveau programme 172, qui inclut désormais tous les grands opérateurs de recherche à l'exception du CNES, les valeurs de six des neuf indicateurs du programme ont été revues, rendant non pertinente toute comparaison avec le PAP 2014. Le ministère a toutefois reconstitué des chroniques de résultats à isopérimètre, ainsi que de nouvelles prévisions 2014 intégrant la recomposition opérée, facilitant ainsi l'appréciation de la performance du programme. On note également, s'agissant du programme 193, le regroupement des indicateurs 1.1 et 1.2, relatifs à la production et reconnaissance scientifique des opérateurs du programme, expliquant la baisse du nombre des indicateurs, alors que le nombre et la nature des sous-indicateurs restent inchangés.

**Tableau n° 1 : Evolution du volet performance des programmes recherche du MENESR en 2015**

|           |               | Objectifs | Indicateurs | Sous-indicateurs |
|-----------|---------------|-----------|-------------|------------------|
| PAP 2014  | Programme 172 | 6         | 13          | 24               |
|           | Programme 187 | 5         | 8           | 13               |
|           | sous-total    | 11        | 21          | 37               |
|           | Programme 193 | 5         | 9           | 16               |
|           | Total         | 16        | 30          | 53               |
| PAP 2015  | Programme 172 | 4         | 9           | 16               |
|           | Programme 193 | 5         | 8           | 16               |
|           | Total         | 9         | 17          | 32               |
| Evolution | Programme 172 | -7        | -12         | -21              |
|           | Programme 193 | 0         | -1          | 0                |
|           | Total         | -7        | -13         | -21              |

Source : Cour des comptes à partir des PAP 2014 et 2015.

**Annexe n° 12 : Flux financiers 2013-2024 prévus par la  
programmation à moyen terme (PMT) votée par le conseil  
d'administration du CNES**

La reprogrammation des prévisions de souscriptions françaises décidée lors du Conseil ministériel de l'ESA de novembre 2014 au regard, notamment, de la décision de lancement du programme Ariane 6, prévoit désormais, dans un objectif de lissage de la contribution française, une croissance de la « dette » jusqu'en 2021, puis un apurement à l'horizon 2024.

Ce schéma s'appuie sur des hypothèses de transferts en provenance du programme 193 qui seraient à inscrire en LFI pour les montants figurant au tableau suivant. La « dette » cumulée de la France à l'égard de l'organisation évoluerait alors comme suit.

**Tableau n° 1 : Hypothèses de transferts en provenance du  
programme 193 qui seraient à inscrire en LFI pour apurer la  
« dette » ESA à horizon 2024 (en M€)**

|      | <b>Montant des arriérés<br/>cumulés (« dette »<br/>ESA en fin d'année)</b> | <b>Transferts LFI</b> | <b>Crédits issus<br/>du PIA</b> |
|------|--|-----------------------|---------------------------------|
| 2013 | 32,77  | 799,00                | 39,34                           |
| 2014 | -1,80  | 811,44                | 31,40                           |
| 2015 | 33,25  | 826,63                | 81,63                           |
| 2016 | 238,52   | 824,13                | 10,01                           |
| 2017 | 413,91   | 833,43                | 0,18                            |
| 2018 | 548,21   | 875,00                | -                               |
| 2019 | 595,05   | 875,00                | -                               |
| 2020 | 651,86   | 875,00                | -                               |
| 2021 | 660,66   | 888,13                | -                               |
| 2022 | 370,82   | 901,45                | -                               |
| 2023 | 15,92  | 914,97                | -                               |
| 2024 | -15,92   | 929,00                | -                               |

*Source : Cour des comptes, d'après données MENESR.*